



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



EMPLOI RURAL

DOCUMENT D'ORIENTATION # 3

Intégrer l'emploi rural décent dans la planification stratégique du développement agricole

Intégrer l'emploi rural décent dans la planification stratégique du développement agricole

MARS 2016

VERSION PILOTE À TESTER SUR LE TERRAIN

Citer comme suit:

FAO. 2020. *Intégrer l'emploi rural décent dans la planification stratégique du développement agricole*.
Emploi rural - document d'orientation #3. Rome. <https://doi.org/10.4060/i5471fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-132260-4

© FAO, 2020



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY NC SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Photos de couverture:

©FAO/A. Conti; ©FAO/A.K. Kimoto; ©FAO/G. Bizzarri; ©FAO/M. Longar

Table des matières

Remerciements	v
Sigles	vi
Glossaire	viii
Aperçu général	1
Guide rapide	4
Pourquoi les considérations relatives à l'emploi sont-elles si importantes pour le développement agricole?	12
Comment intégrer des considérations relatives à l'emploi rural décent (ERD) dans chaque phase de planification?	21
Phase 1. Exécution de l'analyse des problèmes et des parties prenantes – Adoption d'une optique ERD	21
1.1 Associer les principales parties prenantes de l'ERD aux consultations initiales	21
1.2 Évaluer les rôles et les capacités institutionnelles des parties prenantes des secteurs de l'agriculture et de l'emploi dans l'analyse détaillée des parties prenantes	22
1.3 Traiter les questions relatives à l'ERD dans l'analyse des problèmes	23
Phase 2. Identification des impacts et des bénéficiaires visés – Prioriser l'ERD	32
2.1 Mentionner explicitement l'ERD dans l'impact de l'intervention	32
2.2 Prendre en considération les vulnérabilités en matière d'emploi lors de la sélection des bénéficiaires de l'intervention	35
Phase 3. Élaboration de la chaîne de résultats et choix des stratégies et programmes – Élaboration d'une chaîne de résultats intégrant l'ERD	38
3.1 Adoption d'une théorie du changement inclusive en matière d'ERD pour le développement agricole	38
3.2 Inclure l'ERD dans les critères de sélection des stratégies et des programmes	44
3.3 Adopter une approche intégrée pour promouvoir l'ERD	46
Phase 4. Élaboration d'un système de S&E – Suivi de l'ERD	56
4.1 Choix des indicateurs et des objectifs d'ERD	56
4.2 Élaboration d'un plan de suivi et d'évaluation détaillé pour répondre aux besoins d'informations en matière d'ERD	60
4.3 Adoption de stratégies visant à remédier au manque de données suffisamment ventilées sur l'ERD	61
Bibliographie	66
Annexe 1 Principales normes internationales (contraignantes et volontaires) applicables au travail décent dans l'agriculture et les zones rurales	68
Annexe 2 Évaluations d'impact <i>ex ante</i> intéressant l'ERD	75
Annexe 3 Réunir des données et des informations sur l'ERD	78
Annexe 4 Liste annotée des indicateurs possibles d'ERD pour les interventions de développement agricole	87

Liste des tableaux

1. Les défis de l'emploi pour le développement agricole: causes, effets et solutions	27
2. Groupes de travailleurs ruraux les plus défavorisés et vulnérables et leurs problèmes courants	36
3. Exemples d'actions renforçant l'ERD dans les quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent	47
4. Options stratégiques en matière d'ERD dans les trois mondes ruraux	49
5. Aspects intéressant l'ERD couramment traités dans d'autres politiques liées au développement rural	52
6. Liste des indicateurs possibles d'ERD par principal domaine d'intervention et niveau de résultat	57

Liste des figures

1. Principales phases du processus de planification stratégique	7
2. Théorie du changement basée sur l'ERD	42

Liste des encadrés

1. Définition appliquée de la FAO concernant l'emploi rural décent (ERD)	6
2. Valeur ajoutée de l'intégration de l'ERD dans les interventions de développement agricole	12
3. Principaux déficits de travail décent dans les zones rurales	15
4. Liens entre l'ERD et les quatre dimensions de la sécurité alimentaire	18
5. Principales parties prenantes pouvant jouer un rôle dans la promotion de l'ERD	22
6. Questions relatives à l'ERD servant de guide pour l'analyse des problèmes	24
7. Les principales étapes d'une analyse contextuelle rapide relative à l'ERD (temps requis: semaine)	25
8. Exemple de stratégie agricole en Afrique du Sud intégrant des considérations liées à la problématique de l'emploi	33
9. Exemples d'engagements mondiaux, régionaux ou nationaux en matière d'ERD	33
10. Exemple de politique agricole intégrant des résultats spécifiques à l'ERD, en République-Unie de Tanzanie	39
11. Le travail décent dans les Directives de la FAO relatives à la gestion environnementale et sociale	44
12. Répertoires utiles de bonnes pratiques en matière d'ERD	51
13. Relier la protection sociale et la promotion de l'ERD pour favoriser une croissance agricole inclusive	51
14. Propositions de changements à apporter dans l'organisation du Ministère de l'agriculture pour renforcer l'ERD	54

Remerciements

Ce document d'orientation a été coordonné par Ileana Grandelis, de la Division des politiques sociales et des institutions rurales (ESP) de la FAO, sous la supervision de Peter Wobst, économiste principal.

Ce guide a bénéficié de la contribution de nombreuses personnes. Rob Vos, alors Directeur de la Division ESP, a donné des orientations essentielles à l'élaboration de ce document. Nous tenons à remercier en particulier les membres de l'Équipe de l'emploi rural décent de l'ESP, qui ont soutenu son élaboration, tout au long du processus, à savoir: Paloma Bellatin Nieto, Francesca Dalla Valle, Jacqueline Demeranville, Elisenda Estruch, Ariane Genthon, Nora Kokanova, Bernd Mueller, Ilaria Perlini, Carlo Angelico, Monika Percic et Cristina Rapone.

Nous exprimons notre gratitude à Lars Thomann pour son soutien à la rédaction d'une version antérieure de ce document, et à Michelle Tarsilla, conseillère en évaluation et spécialiste en développement des capacités, qui a soutenu l'élaboration de la section sur le suivi et l'évaluation et l'a testée dans des ateliers dédiés au Malawi et en République-Unie de Tanzanie.

De nombreux collègues de la FAO nous ont donné des indications précieuses. Nous remercions en particulier: Dubravka Bojic, Christina Dankmeyer, David Neven, Francesca Gianfelici, Piero Conforti, Gianluigi Nico, Gunther Feiler, Astrid Agostini, Nicole Franz, Uwe Barg, Daniela Kalikoski, Manuela Cui, Sisay Yeshanew, Nick Ross, José Valls Bedeau et Paola Termine.

Enfin, nous tenons à remercier Ruth Duffy pour la finalisation du document et Andrea Wöhr pour la conception et la mise en page.

Le contenu se fonde sur les activités conduites au Malawi et en République-Unie de Tanzanie, pendant la période 2011-2014, dans le cadre du Mécanisme d'appui aux programmes multidonateurs de la FAO et avec l'appui financier de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement. D'autres tests seront effectués sur le terrain dans d'autres pays en 2016-2017.

Sigles

AGL	Autorités gouvernementales locales
AGS	Division des infrastructures rurales et des agro-industries (FAO)
AIPS	Analyse de l'impact sur la pauvreté et le social
ASDI	Agence suédoise de coopération et d'aide au développement international
ASS	Afrique subsaharienne
CISP	Classification internationale d'après la situation dans la profession
CITI	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
ECOSOC	Conseil économique et social (Nations Unies)
EFTP	Éducation et formation professionnelles et techniques
ERD	Emploi rural décent
ERP	Évaluation rurale participative
ERR	Évaluation rurale rapide
ESD	Département du développement économique et social (FAO)
ESP	Division de la protection sociale (FAO)
ESS	Division de la statistique (FAO)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIP	Division des politiques et de l'économie de la pêche et de l'aquaculture (FAO)
FIRA	Sous-Division de l'aquaculture (FAO)
FIRO	Sous-Division des opérations et technologies de pêche (FAO)
IAR	Investissement agricole responsable
ICMT	Indicateurs clés du marché du travail
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPC	Indice des prix à la consommation
IPEC	Programme international pour l'abolition du travail des enfants
LEG	Bureau juridique
LEGN	Service droit et développement (FAO)
LPR	Taux de bas salaires
LSMS	Étude sur la mesure des niveaux de vie
LSMS-ISA	Étude sur la mesure des niveaux de vie - Enquêtes intégrées sur l'agriculture
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NES	Norme environnementale et sociale
NRC	Division du climat, de l'énergie et des régimes fonciers (FAO)
NSDP	Plan national de développement stratégique (Cambodge)
NSGRP	Stratégie nationale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté (République-Unie de Tanzanie)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale des migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OP	Organisation de producteurs
OSC	Organisation de la société civile
OSP	Bureau de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources (FAO)
PFR	Pays à faible revenu

PIB	Produit intérieur brut
PIDESC	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé
PPTD	Programme de pays pour un travail décent
RMA	Recensement mondial de l'agriculture
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
S&E	Suivi et évaluation
SCN	Système de comptabilité nationale
SIDA	Syndrome d'immuno-déficience acquise
SST	Sécurité et santé au travail
TCI	Division du Centre d'investissement (FAO)
UA	Union africaine
UITA	Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes
UN-DESA	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
UNRISD	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WIND	Programme d'amélioration du travail dans le cadre du développement local

Glossaire

PARLONS LA MÊME
LANGUE!

Agriculture: L'agriculture recouvre les divisions 1-5 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI, 3^e révision), et elle comprend la sylviculture, la chasse et la pêche, ainsi que les cultures végétales et la production animale (FAOSTAT).

Développement agricole: Le développement agricole s'entend ici du processus qui crée les conditions de la réalisation du potentiel agricole en termes de croissance, de réduction de la pauvreté rurale et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Selon la définition de la FAO, le développement agricole durable consiste à «aménager et conserver les ressources naturelles et orienter les changements techniques et institutionnels de manière à satisfaire les besoins des générations actuelles et futures. Il s'agit pour cela de conserver les terres, les eaux et le patrimoine zoogénétique et phytogénétique et d'utiliser des moyens sans danger pour l'environnement, techniquement bien adaptés, économiquement viables et socialement acceptables» (FAO, 1998).

Interventions de développement agricole: Dans cet ouvrage, cette expression se réfère aux politiques, stratégies et programmes agricoles.

Travailleurs agricoles: Toute personne exerçant une activité agricole, qu'il s'agisse d'un salarié, ou d'une personne travaillant à son propre compte (fermier, métayer ou petit propriétaire exploitant), notamment, les agriculteurs, les pêcheurs, les chasseurs, les bergers et les pasteurs.

Travail des enfants: Travail qui nuit au bien-être des enfants et entrave leur éducation, leur développement et leurs moyens d'existence futurs. Toute personne de moins de 18 ans est un enfant. La notion de «travail des enfants» désigne tout type de travail pour lequel l'enfant est trop jeune parce qu'il n'a pas atteint l'âge minimum requis (14 ou 15 ans dans la plupart des pays) ou qui, par sa nature ou les conditions dans lesquelles il s'exerce, est considéré comme absolument impropre à des enfants et est, partant, interdit. Toutes les tâches effectuées par des enfants ne sont pas une forme de «travail des enfants» qui doit être abolie. Certaines activités peuvent stimuler le développement des enfants en les aidant à acquérir des compétences et en contribuant à améliorer leur survie et leur sécurité alimentaire. Ces activités peuvent être bénéfiques si elles ne sont pas dangereuses, ne durent pas de longues heures, n'interfèrent pas avec la scolarité et l'apprentissage des enfants et ne compromettent pas leur droit aux loisirs.

Travail décent: Selon la définition de l'OIT approuvée par la communauté internationale, (ECOSOC, 2006) le travail décent est «un travail productif que les hommes et les femmes peuvent exercer dans des conditions de liberté, d'équité et de dignité humaine» (BIT, 1999). et qui revêt les caractéristiques suivantes: productif et rémunération équitable; sécurité sur le lieu de travail et protection sociale pour les travailleurs et leurs familles; possibilités de développement personnel et d'intégration sociale; liberté d'expression et d'organisation et possibilité pour les travailleurs de participer aux décisions qui les concernent; égalité de chances et de traitement pour tous (OIT, 2006). Le travail décent est un objectif universel et indivisible, qui se fonde sur des valeurs et des principes fondamentaux.

Agenda pour le travail décent: L'Agenda pour le travail décent est une approche programmatique équilibrée et intégrée, élaborée par l'OIT et approuvée par la communauté internationale, qui doit permettre d'atteindre les objectifs du plein emploi et du travail décent et productif pour tous aux niveaux mondial, régional, national, sectoriel et local. Il repose sur quatre piliers, à savoir:

Pilier I (création d'emplois et développement de l'entreprise); Pilier II (protection sociale); Pilier III (normes et droits au travail); Pilier IV (gouvernance et dialogue social). En intégrant à son cadre stratégique une résultante de l'Organisation spécialement consacrée au travail décent, la FAO approuve l'Agenda pour le travail décent et y contribue, en mettant l'accent sur les zones rurales.

Emploi rural décent (ERD): Pour faciliter l'opérationnalisation du concept de travail décent dans les zones rurales, et le secteur agricole en particulier, la FAO a développé une définition appliquée de l'emploi rural décent (ERD) (FAO, 2015). La définition met l'accent sur six dimensions prioritaires cruciales pour accomplir l'objectif de promouvoir des emplois décents en zones rurales, indépendamment du fait que les travailleurs ruraux soient ou non couverts par la législation du travail au niveau national ou que les conventions en rapport aient été ratifiées ou non par le pays. En particulier, la FAO fait explicitement référence au fait que, pour être considéré comme décent, un emploi doit au moins:

- respecter les normes fondamentales du travail telles que définies dans les conventions de l'OIT, ce qui implique que: a) il n'y a pas de travail des enfants; b) il n'y a pas de travail forcé; c) la liberté d'association et le droit à la négociation collective sont garantis et l'organisation des travailleurs ruraux favorisée; et d) il n'y a aucune discrimination au travail fondée sur l'appartenance ethnique, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, la nationalité, l'origine sociale ou autre;
- fournir un revenu suffisant pour vivre décemment;
- offrir un degré adéquat de stabilité et sécurité de l'emploi;
- adopter des mesures minimales qui visent à protéger la santé et la sécurité sur le lieu de travail et sont adaptées aux risques et dangers inhérents à chaque secteur professionnel;
- éviter les heures de travail excessives et accorder suffisamment de temps de repos;
- favoriser l'accès à une formation technique et professionnelle adaptée.

Emploi: L'emploi est un travail effectué pour des tiers en échange d'une rémunération¹ ou d'un profit.

Emplois verts: Référence générique à un emploi direct, créé dans différents secteurs de l'économie et à travers des activités connexes, qui atténue l'impact environnemental de ces secteurs et activités, et l'abaisse à des niveaux soutenables. Il s'agit d'emplois «décents» qui réduisent la consommation d'énergie et de matières premières, décarbonent l'économie, préservent et restaurent les écosystèmes et la biodiversité et minimisent la production de déchets et la pollution (OIT, 2011).

Travailleurs ruraux: L'Article 2 de la Convention (n° 141) de 1975 sur les organisations de travailleurs ruraux, définit comme suit les «travailleurs ruraux»: «toutes personnes exerçant, dans les régions rurales, une occupation agricole, artisanale ou autre, assimilée ou connexe, qu'il s'agisse de salariés ou de personnes travaillant à leur propre compte, par exemple les fermiers, métayers et petits propriétaires exploitants». Le présent document d'orientation adopte cette définition, de sorte que le terme «travailleurs ruraux» couvre ici deux grandes catégories de travailleurs:

1. Les salariés ruraux, y compris les travailleurs à plein temps, saisonniers et occasionnels, ainsi que les travailleurs qui perçoivent une forme quelconque de rémunération «en nature».

¹ La Résolution I concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (Résolution I), adoptée à la dix-neuvième Conférence internationale des statisticiens du travail, identifie cinq formes de travail qui s'excluent mutuellement. La distinction entre ces formes de travail repose sur la destination prévue de la production (c'est-à-dire pour usage final propre, ou pour utilisation par des tiers) et sur la nature des transactions (les transactions monétaires ou non monétaires et les transferts) de la façon suivante: a) le travail de production pour la consommation personnelle qui comprend la production de biens et de services pour usage final propre; b) l'emploi comme forme de travail réalisé pour des tiers en échange d'une rémunération ou d'un profit; c) le travail en formation non rémunéré accompli pour des tiers sans rémunération en vue d'acquérir une expérience professionnelle ou des compétences sur le lieu de travail; d) le travail bénévole qui comprend le travail non obligatoire et non rémunéré réalisé pour des tiers; e) d'autres activités productives comme le service communautaire non rémunéré ou le travail non rémunéré réalisé par des prisonniers).

2. Les travailleurs ruraux indépendants, qui comprennent les employeurs (avec employés) et les personnes travaillant à leur compte (sans employés), et par conséquent les propriétaires-exploitants, et les exploitants-locataires (fermiers), ainsi que les métayers et les nomades. «Les travailleurs familiaux», qui sont le plus souvent des femmes et des jeunes, sont inclus dans la catégorie de l'emploi indépendant (groupes CISP-93).²

Planification stratégique: Dans cet ouvrage, la planification stratégique est le processus consistant à définir les objectifs politiques, à déterminer les stratégies et les programmes permettant de les atteindre, et à mobiliser les ressources nécessaires à leur exécution. L'élaboration de stratégies de développement agricole ou de programmes à l'échelle du secteur agricole sont des exemples de processus de planification stratégique.

Travailleurs ruraux vulnérables ou défavorisés: Dans ce document d'orientation, les travailleurs ruraux vulnérables ou défavorisés comprennent: les petits exploitants, les pêcheurs, les chasseurs, les éleveurs et les pasteurs, et les enfants et les adolescents qui travaillent (15-17); les travailleurs salariés agricoles et non agricoles de l'économie informelle, y compris les travailleurs saisonniers et occasionnels; les micro et petits entrepreneurs (informels); les travailleurs migrants; les paysans sans terre; les peuples autochtones; les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays; les soldats démobilisés; les personnes infectées et affectées par le VIH et le sida; les personnes âgées et handicapées, et en particulier les femmes et les jeunes des catégories ci-dessus.

Travail: Toute activité effectuée par des personnes de tout sexe et tout âge afin de produire des biens ou de fournir des services destinés à la consommation par des tiers ou à leur consommation personnelle. Cette activité est définie comme un «travail», indépendamment de son caractère formel ou informel ou de sa légalité.

Travailleurs pauvres: Les travailleurs pauvres sont les personnes qui: 1) sont dans l'emploi et 2) qui vivent dans des ménages dont les niveaux de revenu ou de consommation sont inférieurs au seuil de pauvreté. L'OIT fait la distinction entre:

- les travailleurs extrêmement pauvres (< 1,25 dollar par jour);
- les travailleurs modérément pauvres (1,25-2 dollars par jour);
- les travailleurs proches de la pauvreté (2-4 dollars par jour);
- les travailleurs de la classe moyenne du monde en développement (travailleurs vivant dans des ménages où la consommation par personne oscille entre 4 et 13 dollars par jour);
- les travailleurs de la classe moyenne du monde développé et au-dessus (travailleurs vivant dans les ménages dont la consommation dépasse 13 dollars par personne et par jour) (OIT, KILM, 2015).

Les jeunes: En gros, la jeunesse peut être définie comme le stade de transition au cours duquel une personne sort de la dépendance (enfance) pour entrer dans l'indépendance (âge adulte). Dans le souci d'assurer la cohérence entre les différentes régions, les Nations Unies définissent les «jeunes» comme les personnes âgées de 15 à 24 ans, sans préjudice d'autres définitions données par les États Membres. Toutes les statistiques des Nations Unies sur les jeunes se fondent sur cette définition. Toutefois, les définitions nationales et régionales peuvent être différentes. Dans la Charte africaine de la jeunesse, les «jeunes» entrent dans la catégorie des 15-35 ans.

² Classification internationale d'après le statut dans la profession (CISP), disponible sur: <http://laborsta.ilo.org/applv8/data/icsee.html>

Aperçu général

Justification

Le **travail décent** est consacré dans le droit international comme un **droit fondamental de tout être humain**, comme moyen de développement personnel et d'intégration socioéconomique.³

Au Sommet mondial de 2005 de l'Assemblée générale des Nations Unies, des chefs d'état et de gouvernement se sont engagés à prendre des mesures supplémentaires pour promouvoir le travail décent. Ils sont en particulier convenus de «faire du plein emploi et de la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif, les objectifs fondamentaux de nos politiques nationales et internationales en la matière et de nos stratégies nationales de développement, y compris celles qui visent à réduire la pauvreté, dans le cadre de nos efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.»⁴ En 2012, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a vivement réaffirmé ces objectifs dans une déclaration ministérielle, exprimant sa profonde préoccupation au sujet des effets néfastes que la crise financière et économique mondiale continue d'avoir (ECOSOC, 2012).



Dans ses articles 6 à 8, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) fournit une base juridique pour le droit au travail et les droits qui lui sont associés, comme le droit à des conditions de travail justes et favorables et le droit de former des syndicats.

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



«Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.»

Dans le **Programme de développement durable à l'horizon 2030** (Programme 2030), l'Objectif de développement durable n° 8 (ODD 8), se réfère spécifiquement au travail décent.

Ces engagements reconnaissent que le travail décent est fondamental pour le développement durable. Dans les zones rurales, en particulier, le manque de possibilités d'emploi rémunérateur et la faible qualité des emplois sont souvent une cause de pauvreté. Il reste beaucoup à faire pour améliorer les conditions de travail et les opportunités d'emploi pour les chômeurs, les personnes en sous-emploi et tous ceux qui ne retirent pas de leur travail des moyens d'existence durables. Dans le monde, environ huit travailleurs pauvres (vivant avec moins de 1,25 dollar/jour) sur dix vivent en zone rurale et occupent un emploi précaire dans l'économie informelle, en particulier dans l'agriculture (OIT, 2012).

Ce sont généralement des travailleurs sans terre, des producteurs marginaux, et des travailleurs familiaux, y compris des cultivateurs, des pêcheurs, des chasseurs, des éleveurs et des pasteurs.

Ce document d'orientation répond aux demandes soumises par les pays à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au cours des années récentes; ces pays souhaitaient avoir des **orientations plus concrètes pour mieux adapter le développement agricole aux besoins en matière d'emploi**. Le développement du secteur agricole permettrait d'absorber de nouveaux arrivants sur le marché du travail, de réduire la pauvreté et d'améliorer

³ La Déclaration universelle des droits de l'homme garantit à chacun «le droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage» (Article 23). Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) reconnaît «le droit qu'a toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail» (Article 6), le droit à «un salaire équitable et une rémunération égale pour un travail de valeur égale sans distinction aucune» (Article 7), le droit de «former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix», et le «droit de grève» (Article 8).

⁴ Résolution 60/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 16 septembre 2005.

les conditions de travail dans les zones rurales. Pourtant, d'une manière générale, les politiques, les stratégies et les programmes de développement agricole ne fixent pas d'objectifs spécifiques à l'emploi et ne prévoient pas de mécanismes pour suivre leurs retombées sur la création d'emplois, la diversification des moyens d'existence et le développement inclusif des entreprises. Lorsque la *création* d'emplois est une priorité déclarée, la *qualité* des emplois ruraux tend à être négligée. Le déplacement des travailleurs et les pertes d'emplois, la précarisation et l'informalisation des dispositions en matière de travail, le travail des enfants dans l'agriculture et la charge de travail accrue des femmes, non compensés par des systèmes de protection sociale adéquats, sont quelques-uns des risques à suivre et à éviter (FAO, 2014).



Plusieurs études¹⁵ fournissent des preuves empiriques du lien de causalité entre l'emploi et le travail décent et les performances économiques, en particulier pour le secteur manufacturier et le secteur des services. Il faut intensifier les efforts pour analyser ces liens dans les pays en développement, en particulier dans le secteur agricole et dans les zones rurales.

Ce document d'orientation porte en particulier sur deux besoins urgents : **créer plus d'emplois pour les ruraux** et **améliorer la qualité des emplois existants** dans les zones rurales. Il s'agit de deux objectifs prioritaires étroitement imbriqués, auxquels le secteur agricole peut contribuer et dont il peut tirer profit. Ils peuvent être synthétisés dans le concept **d'emploi rural décent (ERD)**, dont l'encadré 1 fournit une définition appliquée. L'Organisation internationale du travail (OIT) a donné en 1999 la définition suivante du concept de «travail décent» : «travail productif que les hommes et les femmes peuvent exercer dans des conditions de liberté, d'équité et de dignité humaine». Dans l'Agenda pour le travail décent en zones rurales, la promotion de l'emploi rural décent ou, plus simplement, de possibilités de travail en zone rurale garantissant une rémunération ou un profit adéquat

ainsi que le respect des droits des personnes au travail, est une nécessité pressante et largement reconnue.⁵

Portée

Ce document d'orientation vise à aider les Membres de la FAO à intégrer des priorités relatives à l'emploi rural décent dans la conception de leurs interventions de développement agricole menées dans les différents sous-secteurs agricoles et leurs chaînes de valeur respectives. Bien qu'il soit centré sur le développement agricole, bon nombre de propositions concernent les interventions de développement rural au sens large, ainsi que les stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté.

Le document est spécifiquement conçu pour des stratégies nationales et des programmes de grande ampleur à l'échelle d'un secteur. Il n'a pas pour objet d'aider à concevoir des projets de coopération technique ou à petite échelle. Toutefois, plusieurs de ses suggestions pourraient être adaptées pour des projets de moindre ampleur, selon la pertinence de leur objet et de leur portée.

⁵ Voir les études examinant l'impact de certaines dimensions de l'emploi, telles que la durée du contrat de travail et la stabilité de l'emploi, ou le rôle du partage des profits ou de la gestion sur la productivité des entreprises manufacturières (Yao, 1997; Conyon et Freeman, 2002; Auer *et al.*, 2004; Ortega et Marchante, 2010) in Ayenew, H.Y., Estruch, E., Sauer, J., Abate-Kassa, G., Schickramm, L. et Wobst, P. (2016, à paraître). *Decent rural employment and agricultural production efficiency in sub-Saharan Africa: A stochastic multi-output distance function approach*. Rome, FAO et Allemagne, Université technique de Munich.

Utilisateurs

Ce document d'orientation s'adresse principalement aux **décideurs et au personnel responsable de la planification stratégique et de l'élaboration de programmes agricoles**.

Il cible principalement le personnel du ministère responsable de la planification générale ainsi que le Ministère de l'agriculture et du développement rural et de ses sous-secteurs. Il peut aussi intéresser d'autres institutions publiques ou privées (y compris des organisations de la société civile [OSC] qui sont ou devraient être associées à la planification stratégique du secteur agricole et du développement rural, telles que les organisations d'employeurs, de producteurs et de travailleurs actives dans les différents sous-secteurs agricoles: agriculture proprement dite, élevage, sylviculture, pêches et aquaculture).

Ce document étant centré sur l'emploi, il sera également utile au personnel du Ministère du travail, généralement responsable, au niveau national, de l'intégration de la dimension du travail décent dans les différents secteurs de l'économie nationale. Enfin, il pourra aussi servir à un public plus large de personnes ou d'entités s'intéressant au développement et à la question de l'emploi.

Guide rapide

On trouvera ci-dessous un **Guide rapide** sur ce document d'orientation, basé sur les phases du processus de planification stratégique:

- **Ce document peut-il vous être utile?** aide le lecteur à évaluer la pertinence du document par rapport à son travail.
- **Premiers pas** guide le lecteur vers les sections du document dans lesquelles il peut trouver des éclaircissements sur la terminologie et la pertinence de l'intégration de l'ERD dans les différentes phases du processus de planification stratégique.
- **Listes de contrôle pour l'intégration de l'ERD** fournit quatre listes de contrôle pour l'intégration de l'ERD dans chaque phase du processus de planification stratégique, indiquant où trouver des indications dans le document.
- **Quand devons-nous intégrer des considérations relatives à l'emploi?** Décrit les quatre phases d'un processus régulier de planification stratégique et l'intérêt qu'il y a à intégrer la dimension de l'ERD dans chacune de ces phases.

Le corps du texte du document fournit des orientations générales. Il contient des encadrés, des figures et des tableaux avec des exemples et des conseils techniques. Les annexes ajoutées au document donnent des informations plus détaillées, y compris une liste annotée des indicateurs ERD.

LÉGENDE DES SYMBOLES UTILISÉS:



Autres informations et ressources intéressantes



Conseils utiles



Questions appelant l'attention ou une action ultérieure

Ce document peut-il vous être utile?

VOUS
ÊTES

- ▶ employé au **Ministère en charge de la planification**, ou au **Ministère de l'agriculture**.
- ▶ **responsable de la planification stratégique du secteur agricole** et de l'élaboration de programmes à l'échelle d'un secteur.

Ce document **vous concerne de très près**: vous faites partie du **principal groupe cible**.

Étudiez avec attention **toutes les sections** du document, en tenant compte de la phase de planification dans laquelle vous êtes.

Suivez les quatre listes de contrôle relatives à l'intégration de l'ERD, dans ce guide rapide.

- ▶ employé au **Ministère du travail**
- ▶ employé dans **une institution publique ou privée associée à la planification stratégique du développement agricole et rural**, (par ex., vous êtes membre d'une organisation de producteurs ou de travailleurs active en zone rurale et dans les différents sous-secteurs agricoles).

Ce document **porte sur un sujet pertinent** pour vous.

Alors que les Ministères de la planification et de l'agriculture coordonnent habituellement le processus de planification stratégique dans le secteur agricole, vous devriez aussi en être un partenaire clé.

Comme votre rôle est étroitement lié à la création d'emploi ou à l'intégration du travail décent, de nombreuses sections de ce document devraient vous être utiles.

Les quatre listes de contrôle de ce guide rapide, concernant l'intégration de l'ERD, ne vous concernent pas.

Néanmoins **vous pouvez trouver des arguments et des conseils intéressants** pour faciliter votre collaboration avec les Ministères de la planification et de l'agriculture, pour la planification stratégique du développement agricole.

Vous pouvez **parcourir le document** librement, en tenant compte de la phase de planification dans laquelle vous êtes.

- ▶ employé dans une institution de développement agricole ou rural, **mais vous ne participez pas à la planification stratégique** (ex: vous êtes responsable de l'élaboration d'un petit projet technique).
- ▶ un praticien du développement **intéressé par la question de l'ERD**.

Certaines sections de ce document **pourraient vous intéresser** pour approfondir votre connaissance sur la question de l'ERD dans l'agriculture.

Vous pouvez **parcourir le document** comme bon vous semble.

Lisez avec attention la section **POURQUOI**.

Premiers pas

<p>Vous recherchez des arguments relatifs à l'ERD intéressant le secteur agricole.</p>	<p>OÙ ALLER</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ page 12 <u>POURQUOI</u> ▶ page 33 <u>ODD 8</u> ▶ page 12 <u>Encadré 2. Valeur ajoutée de l'intégration de l'ERD dans les interventions de développement agricole</u> ▶ page 15 <u>Encadré 3. Principaux déficits de travail décent dans les zones rurales</u> ▶ page 18 <u>Encadré 4. Liens entre l'ERD et les quatre dimensions de la sécurité alimentaire</u> ▶ page 66 <u>Annexe 1. Principales normes internationales (contraignantes et facultatives) applicables au travail décent dans l'agriculture et les zones rurales</u>
<p>La terminologie utilisée dans ce document d'orientation ne vous paraît pas claire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ page 6 <u>Encadré 1. Définition appliquée de la FAO concernant l'emploi rural décent</u>
<p>Vous ne savez pas très bien quelles sont les phases de la planification stratégique concernées par l'intégration de l'ERD.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ page 7 <u>Quand devons-nous intégrer des considérations relatives à l'emploi?</u>

ENCADRÉ 1. Définition appliquée de la FAO concernant l'emploi rural décent (ERD)

En contribuant à l'Agenda mondial pour le travail décent, le Cadre stratégique de la FAO fait de l'emploi rural décent une priorité, en particulier pour les femmes et les jeunes. «L'emploi rural décent»: désigne tout emploi, métier, travail, commerce ou service effectué en échange d'une rémunération ou d'un profit par des femmes, des hommes, des adultes et des jeunes résidant en zone rurale, dans des zones rurales, répondant aux critères suivants:

- i) Respecter les normes fondamentales du travail telles qu'elles sont définies dans les conventions de l'OIT, et de ce fait:
 - a. ne pas utiliser le travail des enfants;
 - b. ne pas être un travail forcé;
 - c. garantir la liberté d'association et le droit à la négociation collective et favoriser l'organisation des travailleurs ruraux;
 - d. ne pas entraîner de discrimination au travail fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, la nationalité, l'origine sociale ou autre.
- ii) Fournir un revenu suffisant pour vivre décemment.
- iii) Offrir un degré adéquat de stabilité et sécurité de l'emploi.
- iv) Adopter des mesures minimales qui visent à protéger la sécurité et la santé (SST) sur le lieu de travail et sont adaptées aux risques et dangers inhérents à chaque secteur professionnel.
- v) Éviter les heures de travail excessives et accorder suffisamment de temps de repos.
- vi) Favoriser l'accès à une formation technique et professionnelle adaptée.

Note: Cette définition appliquée reconnaît la très grande hétérogénéité des contextes ruraux à travers le monde. Conçue par la FAO pour assurer une norme minimale générale pour le travail décent dans les zones rurales, elle peut être adaptée aux contextes géographiques, sectoriels et socioéconomiques particuliers dans lesquels elle doit être mise en œuvre. Toute adaptation doit cependant respecter les quatre normes fondamentales du travail, qui sont universellement acceptées comme des principes et droits fondamentaux au travail.

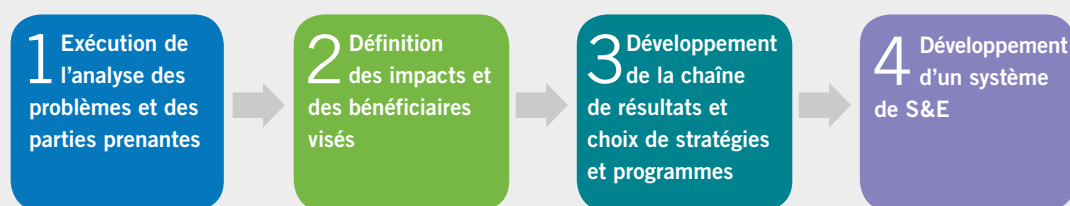
Quand devons-nous intégrer des considérations relatives à l'emploi?

La réponse tient en quelques mots: **tout au long du processus de planification stratégique!**

Le processus doit être abordé dès le départ dans l'optique de l'emploi, y compris pour les données de référence initiales. Par la suite, on prendra aussi l'emploi en considération lors de la sélection des bénéficiaires visés, du choix des stratégies et des indicateurs de suivi.

Le présent document d'orientation identifie des points d'entrée et donne des conseils pratiques en vue de l'intégration de l'ERD tout au long des principales phases de la planification stratégique. **Les principales phases du processus de planification stratégique ordinaire sont illustrées à la figure 1.**

Figure 1. Principales phases du processus de planification stratégique



1. L'analyse des problèmes et des parties prenantes répond à la question: **Où en sommes-nous?**

- **L'analyse des problèmes** est la première chose à faire pour évaluer les contraintes liées à l'emploi qui freinent le développement agricole et les perspectives actuelles concernant leur atténuation ou leur élimination. Cette phase permet: d'identifier les principaux groupes vulnérables en termes d'emploi, de déterminer dans quelle mesure une amélioration des conditions et des perspectives de travail peut favoriser le développement agricole, et à quel stade faire intervenir d'autres stratégies sectorielles et d'autres mesures de protection sociale.
- **L'analyse des parties prenantes** permet de répertorier toutes les parties prenantes de l'ERD, leurs fonctions et leurs responsabilités respectives, et leurs relations de pouvoir.

2. L'identification des impacts et des bénéficiaires visés répond à la question: **Où voulons-nous arriver?**

- Cette phase est cruciale pour intégrer l'ERD car elle définit les objectifs fondamentaux, ainsi que les bénéficiaires, les zones géographiques et les secteurs à cibler.

3. Le développement de la chaîne de résultats et le choix des stratégies et des programmes répondent à la question: **Comment y parvenir?**

- Cette phase suppose de définir les stratégies et les programmes nécessaires pour atteindre les impacts recherchés. L'ERD doit être intégré dans cette phase, pour définir les résultats et les produits spécifiques liés à l'ERD; et/ou maximiser les effets des stratégies et programmes agricoles sur l'emploi. À ce stade, l'équipe d'intervention doit prévoir quel arrangement institutionnel, partenariat ou changement organisationnel, il faudra mettre en place pour promouvoir plus efficacement l'ERD.

4. L'élaboration du système de suivi et d'évaluation (S&E), qui comprend le choix des indicateurs, répond à la question: **Comment savons-nous si nous sommes sur la bonne voie pour atteindre les résultats?**

- Dans cette phase, la chaîne des résultats est à nouveau confirmée et le système de suivi, qui comprend la spécification des indicateurs, des objectifs et des moyens de vérification, est mis en place. L'ERD doit être pris en compte pour accroître la visibilité et consolider les engagements.

Liste de contrôle pour l'intégration de l'ERD

LISTE DE CONTRÔLE

...pour la conduite d'une analyse des problèmes et des parties prenantes visant à renforcer l'ERD

<input type="checkbox"/> Les principales parties prenantes rurales autres que le Ministère de l'agriculture (par ex. Ministères du travail, de l'industrie et du commerce) ont été associées aux consultations initiales.	▶ page 21 COMMENT <u>Phase 1. Exécution de l'analyse des problèmes et des parties prenantes – dans une optique d'ERD</u>
<input type="checkbox"/> L'analyse des parties prenantes porte sur les parties prenantes des secteurs de l'agriculture et de l'emploi, et elle évalue rapidement leur rôle dans la promotion de l'ERD, notamment leurs capacités, les conflits et les partenariats existants.	▶ page 21 <u>1.1 Identifier et associer les principales parties prenantes ERD aux consultations initiales</u> ▶ page 22 <u>1.2 Évaluer les rôles et les capacités institutionnelles des parties prenantes des secteurs de l'agriculture et de l'emploi dans l'analyse détaillée des parties prenantes</u> ▶ page 22 <u>Encadré 5. Principales parties prenantes pouvant jouer un rôle dans la promotion de l'ERD</u>
<input type="checkbox"/> L'analyse des problèmes prend en compte les données et informations disponibles sur l'emploi et, si elles sont insuffisantes, elle requiert des évaluations spéciales de la situation en ce qui concerne l'ERD.	▶ page 23 <u>1.3 Traiter les questions relatives à l'ERD dans l'analyse des problèmes</u>
<input type="checkbox"/> Les cadres politiques, institutionnels et juridiques liés à l'ERD (et leur mise en application) ont été examinés.	▶ page 23 <u>1.3 Traiter les questions relatives à l'ERD dans l'analyse des problèmes</u> ▶ page 25 <u>Encadré 7. Principales étapes d'une analyse rapide de la situation, en ce qui concerne l'ERD</u>
<input type="checkbox"/> Des parties prenantes du secteur de l'emploi ont été associées dans la mesure du possible à l'analyse des problèmes, notamment: des groupes de travailleurs ruraux généralement défavorisés pour participer au dialogue social et politique (petits producteurs, groupes de femmes et de jeunes, associations de travailleurs informels).	▶ page 23 <u>1.3 Traiter les questions relatives à l'ERD dans l'analyse des problèmes</u> ▶ page 22 <u>Encadré 5. Principales parties prenantes pouvant jouer un rôle dans la promotion de l'ERD</u>
<input type="checkbox"/> Les dimensions liées à l'emploi ou les causes des problèmes de développement agricole figurent explicitement dans l'arbre des problèmes de l'intervention, en mettant au premier plan les violations des droits fondamentaux au travail (ex travail forcé et travail des enfants).	▶ page 23 <u>1.3 Traiter les questions relatives à l'ERD dans l'analyse des problèmes</u> ▶ page 24 <u>Encadré 6. Questions relatives à l'ERD servant de guide pour l'analyse des problèmes</u> ▶ page 27 <u>Tableau 1. Les défis de l'emploi pour le développement agricole: causes, effets et solutions</u>
<input type="checkbox"/> L'analyse des problèmes et des parties prenantes a donné des éclaircissements sur le potentiel de l'intervention en matière d'ERD.	▶ page 23 <u>1.3 Traiter les questions relatives à l'ERD dans l'analyse des problèmes</u>

LISTE DE CONTRÔLE

...pour l'intégration de l'ERD dans les impacts et les bénéficiaires visés

<input type="checkbox"/> La promotion de la création d'emplois et d'emplois de meilleure qualité en zones rurales figure explicitement parmi les impacts escomptés de l'intervention, en particulier si d'importants problèmes d'emploi ont été mis en évidence par l'analyse des problèmes.	▶ page 32 COMMENT <u>Phase 2. Identification des impacts et des bénéficiaires visés – Prioriser l'ERD</u> ▶ page 32 <u>2.1 Référence explicite à l'ERD dans l'impact de l'intervention</u> ▶ page 33 <u>Encadré 8. Exemple de stratégie agricole en Afrique du Sud intégrant des considérations relatives à l'emploi</u>
--	--

<input type="checkbox"/> Les plans d'intervention contribuent aux objectifs gouvernementaux et aux engagements internationaux intéressant l'ERD.	<p>► page 32 <u>2.1 Référence explicite à l'ERD dans l'impact de l'intervention</u></p> <p>► page 33 <u>Encadré 9. Exemples d'engagements mondiaux, régionaux ou nationaux en matière d'ERD</u></p>
<input type="checkbox"/> Les vulnérabilités en matière d'emploi figurent explicitement parmi les critères de sélection des bénéficiaires finals.	
<input type="checkbox"/> Certains des groupes de travailleurs ruraux les plus vulnérables et les plus défavorisés figurent explicitement sur la liste des bénéficiaires finals, alors que les problèmes des femmes et des jeunes sont transversaux.	
<input type="checkbox"/> Des informations sur les déficits de travail décent et sur le potentiel de l'intervention en matière d'ERD ont été utilisées pour sélectionner les secteurs, zones géographiques ou chaînes de valeur cibles.	Prendre en considération les vulnérabilités en matière d'emploi lors de la sélection des bénéficiaires de l'intervention

LISTE DE CONTRÔLE

... pour l'intégration de l'ERD dans la chaîne de résultats et le choix des stratégies et programmes

<input type="checkbox"/> La théorie du changement relative à l'intervention mentionne explicitement la création d'emplois et l'amélioration de la qualité des emplois dans les zones rurales parmi les résultats escomptés de l'intervention.	<p>► page 38 COMMENT <u>Élaboration de la chaîne de résultats et choix des stratégies et programmes – Élaborer une chaîne de résultats intégrant l'ERD</u></p>
<input type="checkbox"/> Les différents effets, positifs et négatifs, des divers stratégies et programmes potentiels sur l'emploi sont pris en compte, notamment pour les groupes les plus vulnérables.	<p>► page 42 <u>Figure 2. Théorie du changement générique en matière d'ERD</u></p>
<input type="checkbox"/> Les stratégies et les programmes qui ont été retenus ont les impacts positifs escomptés sur la quantité et la qualité des emplois ruraux ou, dans le cas où il y a un risque d'effets négatifs, des stratégies d'atténuation claires sont formulées.	<p>► page 44 <u>3.2 Inclure l'ERD dans les critères de sélection des stratégies et programmes</u></p> <p>► page 44 <u>3.2 Inclure l'ERD dans les critères de sélection des stratégies et programmes</u></p> <p>► page 44 <u>Encadré 11. Le travail décent dans les directives de la FAO relatives à la gestion environnementale et sociale</u></p>
<input type="checkbox"/> Les bonnes pratiques reconnues et les approches de promotion de l'ERD qui ont fonctionné dans des contextes similaires sont identifiées et il est proposé de les répliquer/ou adapter dans le cadre de l'intervention.	<p>► page 46 <u>3.3 Adopter une approche intégrée pour promouvoir l'ERD</u></p> <p>► page 49 <u>Tableau 4. Options stratégiques en matière d'ERD dans les trois mondes ruraux</u></p> <p>► page 51 <u>Encadré 12. Répertoires utiles de bonnes pratiques en matière d'ERD</u></p>
<input type="checkbox"/> Des partenariats stratégiques sont prévus pour rendre la promotion de l'ERD plus efficace (entre les Ministères de l'agriculture et du travail, ou le secteur public et le secteur privé, y compris les organisations de producteurs).	<p>► page 46 <u>3.3 Adopter une approche intégrée pour promouvoir l'ERD</u></p> <p>► page 47 <u>Tableau 3. Exemples d'actions renforçant l'ERD au titre des quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent</u></p> <p>► page 51 <u>Encadré 13. Relier la protection sociale et la promotion de l'ERD pour favoriser une croissance agricole inclusive</u></p>
<input type="checkbox"/> Les changements organisationnels requis pour parvenir à un ERD sont planifiés comme il convient.	<p>► page 46 <u>3.3 Adopter une approche intégrée pour promouvoir l'ERD</u></p>

LISTE DE
CONTRÔLE...pour intégrer l'ERD dans le
système de S&E

	▶ page 56 COMMENT Phase 4. Élaboration d'un système de S&E – Suivi de l'ERD
<input type="checkbox"/> Le plan de S&E de l'intervention comprend quelques indicateurs et objectifs spécifiques à l'ERD, couvrant les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'emploi.	▶ page 56 <u>4.1 Choisir des indicateurs et des objectifs intéressants l'ERD</u> ▶ page 57 <u>Tableau 6. Liste des indicateurs possibles d'ERD par principal domaine d'intervention et niveau de résultat</u>
<input type="checkbox"/> Les indicateurs et les objectifs sont ventilés selon le sexe et l'âge, le cas échéant.	▶ page 56 <u>4.1 Choisir des indicateurs et des objectifs intéressants l'ERD</u>
<input type="checkbox"/> Des objectifs spécifiques sont fixés au moins pour certains groupes de population tendant à être confrontés aux déficits de travail décent les plus sérieux (jeunes, femmes, migrants, peuples autochtones, salariés occasionnels et/ou handicapés).	▶ page 56 <u>4.1 Choisir des indicateurs et des objectifs intéressants l'ERD</u>
<input type="checkbox"/> Le plan de S&E prévoit d'utiliser des informations quantitatives et qualitatives sur l'ERD.	▶ page 60 <u>4.2 Élaborer un plan de S&E détaillé pour répondre aux besoins d'information sur l'ERD</u> ▶ page 76 <u>Annexe 3. Rassembler des données et des informations sur l'ERD</u> Tableau A. Principales bases de données mondiales sur l'ERD; Tableau B. Principales sources nationales de données statistiques intéressantes l'ERD; Tableau C. Méthodes qualitatives d'analyse les plus couramment employées; Tableau D. Principales exigences techniques pour les enquêtes relatives à l'ERD
<input type="checkbox"/> Les parties prenantes ERD, en particulier le Ministère du travail, ont été associées à la sélection des indicateurs, et sont membres de l'équipe spéciale élargie de suivi.	
<input type="checkbox"/> L'équipe de suivi de l'intervention collecte des données sur l'emploi.	▶ page 60 <u>4.2 Élaborer un plan de S&E détaillé pour répondre aux besoins d'information sur l'ERD</u> Tableau A. Principales bases de données mondiales sur l'ERD; tableau B. Principales sources nationales de données statistiques intéressantes l'ERD
<input type="checkbox"/> Des stratégies d'atténuation sont mises en place pour faire face à l'éventuel manque de données suffisamment désagrégées sur l'ERD (une enquête ou une étude qualitative a été planifiée).	▶ page 61 <u>4.3 Adopter des stratégies d'atténuation pour faire face au manque de données suffisamment ventilées sur l'ERD</u> Tableau D. Principales exigences techniques pour les enquêtes relatives à l'ERD



Pourquoi les considérations relatives à l'emploi sont-elles si importantes pour le développement agricole?

POURQUOI?

Avant d'intégrer des considérations relatives à l'emploi rural décent (ERD) dans la planification stratégique du développement agricole, vous vous demandez peut-être POURQUOI?

La réponse à cette question est résumée à l'encadré 2 et les principaux points sont étudiés dans les passages suivants.

ENCADRÉ 2. Valeur ajoutée de l'intégration de l'ERD dans les interventions de développement agricole

- i. Compte tenu de la dynamique démographique actuelle et des tendances en matière de transformation structurelle, il est essentiel de créer plus d'emplois et d'avoir des emplois de meilleure qualité dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes, si l'on veut réduire la pauvreté.
- ii. Des emplois ruraux décents rendront le secteur agricole plus performant et accroîtront sa viabilité socioéconomique.
- iii. Des emplois plus productifs et plus stables dans les zones rurales contribueront à la sécurité alimentaire en améliorant les moyens d'existence des populations et leur accès à l'alimentation.
- iv. Grâce à l'amélioration des conditions de travail dans les zones rurales, la production agricole sera plus conforme aux normes internationales fondées sur le droit et aux certifications sociales.

i) Compte tenu de la dynamique démographique actuelle et des tendances en matière de transformation structurelle, il est essentiel de créer plus d'emplois et d'avoir des emplois de meilleure qualité dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes, si l'on veut réduire la pauvreté.



La création d'emplois et l'amélioration de leur qualité dans les zones rurales concourent directement à l'ODD 1 «Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et en tous lieux».

On estime que 46 pour cent de la population mondiale vit en zone rurale. L'Afrique et l'Asie en particulier, restent essentiellement rurales, puisque respectivement 60 et 52 pour cent de leurs habitants résident dans des zones rurales. Malgré l'urbanisation rapide, les populations rurales restent donc nombreuses: d'après les projections, plus de trois milliards de personnes vivront en zone rurale en 2050 (UNDESA, 2014). Parallèlement, en dépit des progrès récents de la lutte contre la pauvreté, on estime qu'environ 1 milliard de personnes vivront dans la pauvreté (<2 USD/jour) et qu'1 milliard d'autres personnes vivront dans des conditions d'extrême pauvreté (<1,25 USD/jour), selon la définition de la Banque mondiale (Banque mondiale. 2015). **Dans le monde, environ 80 pour cent des personnes extrêmement pauvres vivent dans les zones rurales** où la plupart sont tributaires de l'agriculture.

La création de plus d'emplois décents pour les ruraux pauvres est donc une priorité. L'emploi est largement reconnu comme l'un des principaux canaux de transmission à travers lesquels la croissance et le développement ont un impact durable sur la réduction de la pauvreté (UNRISD, 2011). Toutefois, ce n'est pas seulement le nombre d'emplois disponibles qui pose problème. Il faut aussi que les emplois soient «décents» pour favoriser le développement.

Selon l'OIT, les emplois doivent permettre aux gens de travailler dans des conditions de liberté, d'équité et de dignité humaine (OIT, 1999). Si les emplois ruraux ne génèrent pas de revenus suffisants et stables ou, pire, s'ils privent les travailleurs de moyens d'action en enfreignant les droits humains fondamentaux, l'emploi ne conduira pas à l'autonomisation et à des moyens d'existence durables. Jusqu'à présent les efforts ont été insuffisants.

La prévalence de la pauvreté est particulièrement élevée parmi les travailleurs agricoles qui sont piégés dans le cercle vicieux de la faible productivité, du chômage saisonnier et des bas salaires, et qui sont particulièrement vulnérables au changement climatique (PNUD, 2014).

Il faut plus d'emplois décents, en particulier pour les **jeunes ruraux**. Dans le monde en développement, la prévalence des travailleurs pauvres demeure beaucoup trop élevée parmi les jeunes: près des deux tiers des jeunes vivent dans des conditions de pauvreté extrême, modérée, ou proches de la pauvreté, et ces pourcentages peuvent dépasser 90 pour cent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.⁶ Les pauvres travaillent généralement dans l'économie informelle (à leur compte ou en tant que travailleurs salariés occasionnels), en particulier dans les zones rurales (OIT, 2015). Le nombre croissant de jeunes à la recherche d'un emploi est un défi supplémentaire. L'Afrique subsaharienne, par exemple, a la population la plus jeune du monde (60 pour cent d'habitants de moins de 24 ans, sur une population totale de 960 millions d'habitants). Or, compte tenu des taux de fécondité élevés dans cette région de l'Afrique, cette tendance devrait se poursuivre au cours des décennies à venir (ONU, 2015). Plus généralement, dans de nombreuses régions du monde, les populations sont encore jeunes. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes et l'Asie ont en proportion moins d'enfants que l'Afrique en raison de la baisse des taux de fécondité, mais à peu près les mêmes pourcentages de jeunes âgés de 15 à 24 ans (17 et 16 pour cent respectivement, contre 19 pour cent en Afrique). Au total, en 2015, 1,1 milliard de jeunes vivent dans ces trois régions (ONU, 2015), qui pourraient donc bénéficier d'un énorme dividende démographique, à condition que des politiques appropriées soient mises en place pour former, puis absorber la population en âge de travailler de plus en plus nombreuse. En Afrique, par exemple, au cours des 15 prochaines années, près de 200 millions de jeunes ruraux devraient entrer sur le marché du travail (Losch et al., 2011).

Les circonstances peuvent varier selon les contextes et les niveaux de revenu des pays, mais **l'agriculture est une importante source d'emplois** et de revenus dans les zones rurales de la plupart des régions en développement. C'est pourquoi l'agriculture peut contribuer dans une large mesure à améliorer les perspectives d'emploi en milieu rural, à la fois en tant que fournisseur d'emplois dans le secteur, et en tant que moteur de processus de transformation structurelle à forte intensité d'emplois. En Afrique subsaharienne par exemple, la demande d'aliments augmente sous l'effet de la croissance démographique, de l'urbanisation et de l'augmentation des revenus des ménages. Cette forte accélération de la demande crée des opportunités pour les fournisseurs et indique qu'il existe un réservoir largement inexploité d'opportunités d'emplois dans le secteur agricole. Dans les différentes régions, le développement de la section après-récolte des filières alimentaires, notamment de la transformation et de la vente au détail, pourrait créer de nombreux emplois: une demande accrue de matières premières agricoles aurait un effet positif direct sur les nombreux ménages agricoles (FAO, 2014). Côté positif, des estimations inter-pays montrent que la croissance du PIB imputable à l'agriculture est au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle impulsée par d'autres secteurs (Banque mondiale, 2007).

Dans les différentes régions en développement, la main-d'œuvre qui quitte le secteur agricole n'est pas automatiquement absorbée dans un emploi formel dans le secteur industriel ou dans celui des services; il n'y a pas nécessairement un passage à des activités à plus

⁶ En 2013, plus d'un tiers (37,8%) des jeunes (15-24 ans) ayant un emploi dans le monde en développement étaient pauvres (17,7% vivaient dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,25USD par jour et 20,1% dans des conditions de pauvreté modérée, avec moins de 2 USD par jour). Par ailleurs, on estime que 26,3% des jeunes dans l'emploi étaient «proches de la pauvreté» (17% vivant avec 2-3 USD par jour et 9,2% avec 3-4 USD par jour). Cela signifie qu'en 2013, jusqu'à 169 millions de jeunes travaillent mais vivent avec moins de 2 USD par jour. Ce nombre passe à 286 millions si l'on inclut le groupe proche de la pauvreté, les travailleurs pauvres étant alors ceux qui vivent avec moins de 4 USD par jour. (OIT. *Emploi Questions sociales Monde 2015 Des modalités d'emploi en pleine mutation*. Genève.)

forte valeur ajoutée, avec un accroissement de la productivité du travail. Dans la pratique, la majorité des travailleurs s'engagent dans le secteur des services et dans un emploi informel, offrant des possibilités limitées de croissance soutenue de la productivité et d'amélioration durable des revenus. En outre, de nombreux pays à faible revenu sont encore des économies principalement agraires, caractérisées par une diversification et une industrialisation limitées. L'agriculture représente une part importante de l'économie et de l'emploi dans les pays à plus faible revenu d'Amérique centrale, d'Asie du Sud, d'Afrique subsaharienne et d'autres régions où les taux de pauvreté demeurent élevés (FAO, 2015). Par ailleurs, l'agriculture devrait rester un des principaux moteurs de la croissance et la principale source d'emplois pendant au moins quelques décennies. La majorité des ruraux pauvres resteront donc «piégés» dans l'agriculture et l'économie rurale informelle. Par exemple en Afrique subsaharienne, on prévoit que dans les dix prochaines années, un jeune sur quatre au maximum trouvera un emploi salarié, et la **plupart des jeunes finiront par travailler avec leurs parents**, dans des exploitations agricoles ou des entreprises familiales (Filmer et Fox, 2014). Alors qu'une fraction seulement des petits exploitants agricoles (entre 10 et 30 pour cent) ont des probabilités de réussir comme entrepreneurs (ou agriculteurs commerciaux) (FAO, 2014), le secteur agricole doit être un élément de la solution.

Toutefois, l'agriculture ne peut pas à elle seule résoudre le problème de l'emploi. En plus des emplois agricoles, il existe d'importantes possibilités de créer des emplois, dans des **activités économiques rurales non agricoles** gravitant autour des chaînes agroalimentaires en rapport avec l'agriculture durable, le développement des agroentreprises et les services de soutien connexes. Ces opportunités pourraient être encouragées dans les entreprises qui fournissent des intrants et des services aux agriculteurs, ainsi que dans les segments d'aval des filières agroalimentaires (commercialisation et agrotransformation). Les activités créatrices de valeur ajoutée peuvent inclure le tri et le calibrage, l'emballage et l'étiquetage, ainsi que la réfrigération et les opérations de la chaîne du froid. En général, les activités économiques rurales non agricoles deviennent une importante source de revenu pour les ménages agricoles et ruraux, y compris les travailleurs pauvres sans terres. Alors que la production sur les exploitations reste une source de revenu particulièrement importante en Afrique subsaharienne (40 à 70 pour cent des ménages ruraux tirent plus des trois quarts de leur revenu d'activités agricoles), en Asie et en Amérique latine une part importante de la main-d'œuvre rurale travaille déjà à plein temps ou à temps partiel dans des activités non agricoles. L'augmentation des revenus des ménages est généralement liée au fait qu'ils bénéficient de nouvelles possibilités d'accès à l'emploi dans le secteur non agricole (FAO, 2012). En outre, compte tenu des contraintes en matière de crédit, les activités économiques rurales non agricoles ont un effet positif sur les performances de l'agriculture en procurant aux agriculteurs un revenu monétaire qu'ils peuvent investir dans des intrants qui améliorent la productivité. Par ailleurs, le développement des activités rurales non agricoles dans la filière alimentaire (agrotransformation, distribution et fourniture d'intrants agricoles) peut accroître la rentabilité de l'agriculture en augmentant les disponibilités d'intrants et en augmentant les débouchés pour écouler la production. À son tour, l'amélioration des performances du système alimentaire accroît les revenus en milieu rural et abaisse les prix alimentaires en milieu urbain. Cette diversification économique devra s'appuyer sur un renforcement des liaisons urbaines-rurales pour créer des emplois supplémentaires dans le commerce, les transports et les services ruraux.

Il faut plus d'emplois et des emplois de meilleure qualité **pour éviter l'exode rural**, en particulier des jeunes. Ces derniers sont de plus en plus **contraints d'émigrer vers les villes** ou à l'étranger, ce qui contribue à la crise migratoire actuelle. Les difficultés économiques et le manque d'opportunités économiques sont parmi les principales causes de la pression migratoire. Ainsi, la majorité des migrants africains provient des zones rurales et environ un tiers des migrants internationaux en provenance de pays en développement ont entre 12 et 24 ans. D'après des données récentes provenant du sondage mondial de Gallup, en Afrique subsaharienne plus d'un jeune sur trois aimerait s'établir de façon permanente dans un autre pays (OIT, 2015). Les migrations de main-d'œuvre contribuent de façon substantielle à la

croissance et au développement, dans les pays d'origine comme dans les pays de destination (notamment par le biais des envois de fonds de des travailleurs émigrés). Toutefois, il s'agit souvent de migrations de détresse, entreprises parce que l'individu et/ou sa famille considère que c'est la seule solution pour espérer survivre dans la dignité. Beaucoup de ruraux qui migrent vers les villes, se retrouvent dans des banlieues où le chômage explose et où les bidonvilles prolifèrent. Si l'on veut que la migration ne soit plus une obligation mais un choix, il est crucial de promouvoir des emplois décents dans les zones rurales des pays d'origine – notamment en utilisant les envois de fonds de la main-d'œuvre émigrée pour promouvoir l'emploi et le développement.

L'encadré 3 présente les principaux déficits de travail décent dans les zones rurales.

ENCADRÉ 3. Principaux déficits de travail décent dans les zones rurales

- **Travailleurs pauvres:** Dans le monde, près de 80 pour cent des travailleurs pauvres vivent dans des zones rurales.^a
- **Accès limité à la protection sociale:** Moins de 20 pour cent des travailleurs agricoles ont accès à une couverture sociale de base.^b
- **Discrimination selon le genre:** Dans les zones rurales, les femmes salariées ont plus de probabilités d'avoir des emplois informels, à temps partiel, saisonniers et/ou sous-payés.^c
- **Travail des enfants:** Près de 60 pour cent des enfants qui travaillent, soit plus de 98 millions d'enfants, sont employés dans l'agriculture.^d
- **Dangers et accidents du travail:** L'agriculture, qui emploie environ 60 pour cent des travailleurs dans les pays les moins avancés, est un des secteurs les plus dangereux. Sur les 321 000 accidents du travail mortels répertoriés dans le monde chaque année, environ la moitié se produisent dans l'agriculture.^e
- **Intoxication par les pesticides:** Dans le monde, entre 1 et 3 pour cent des travailleurs agricoles souffrent de grave intoxication par les pesticides. Les adolescents sont particulièrement touchés.^f
- **La pauvreté parmi les jeunes qui travaillent:** Dans le monde, plus de la moitié des jeunes, soit environ 600 millions de personnes, vit en zone rurale dans des pays en développement,^g où ils ont généralement beaucoup de mal à trouver des emplois de qualité. C'est une des raisons pour lesquelles près des deux tiers des jeunes de la planète sont extrêmement pauvres, modérément pauvres ou proches de la pauvreté, ce pourcentage dépassant 90 pour cent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.^h

Sources: ^a OIT. 2012. *Tendances mondiales de l'emploi 2012: Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi*. Genève; ^b OIT. 2011. *Food security through decent work*. Policy Brief. Genève; ^c FAO, FIDA, OIT. 2010. *Gender and rural employment*. Policy Brief. Issues 1-7. Rome, FAO; ^d OIT, IPEC. *Mesurer les progrès dans la lutte contre le travail des enfants: Estimations et tendances mondiales 2000-2012*. Genève; ^e OIT. 2013. *Notes d'orientation rurale. Promouvoir le développement rural, par la sécurité et la santé au travail*; ^f PNUE. 2004. *Childhood pesticide poisoning. Information for advocacy and action*; ^g Bennel, P. 2007. *Promoting livelihood opportunities for rural youth, knowledge and skills for development*. Rome, FIDA; ^h OIT. 2015. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015: Développer les investissements dans des emplois décents pour les jeunes*.

ii) Des emplois ruraux décents peuvent rendre le secteur agricole plus performant et accroître sa viabilité socioéconomique.

L'investissement dans des emplois plus productifs et décents aura pour effet non seulement de générer des avantages socioéconomiques pour la société, mais aussi de rendre le secteur agricole plus performant. Certaines causes de la **sous-performance du secteur agricole** sont liées à l'emploi, notamment:

- les mauvaises conditions de travail et le manque de compétences;
- le recours à des pratiques non durables (par ex., travail des enfants);
- le sous-emploi et organisation insuffisante des travailleurs;
- le manque de contrats de travail formels (d'où un manque d'attention pour la sécurité et la santé au travail et un investissement insuffisant dans le développement des compétences et les capacités productives);
- les inégalités selon le sexe et l'âge sur les marchés du travail ruraux (qui empêchent de mobiliser la pleine capacité productive des femmes et des jeunes).

Il est crucial de promouvoir de meilleures perspectives d'emploi dans les systèmes agricoles et alimentaires, afin de **revitaliser le secteur agricole** et d'exploiter l'énergie, les ambitions et la capacité d'innovation des jeunes. La région Amérique latine et Caraïbes, par exemple, pourrait bénéficier d'un dividende démographique important, étant donné que la population en âge de travailler (15-64 ans) est plus nombreuse que la population économiquement dépendante (<15 ans et >64 ans). Néanmoins, l'exode rural se poursuit car les jeunes n'ont pas la possibilité de développer pleinement leurs capacités et de s'engager activement dans l'économie locale, en particulier dans les zones rurales. En dépit des efforts déployés pour formaliser le travail, la proportion de jeunes sans emploi ou dans l'emploi informel reste élevée. Cette situation représente un défi majeur pour les marchés du travail de la région, où 46,8 pour cent des travailleurs étaient employés dans l'économie informelle en 2013 (OIT, 2015). Au niveau mondial, les tendances actuelles indiquent qu'en raison du manque d'incitations et d'opportunités et de la pénibilité de la vie en milieu rural, les jeunes tournent de plus en plus le dos à l'agriculture et aux zones rurales (FIDA, 2011). La petite agriculture n'est généralement pas considérée comme une option souhaitable et économiquement viable pour gagner sa vie, mais comme une stratégie de survie, en l'absence de filets de sécurité adéquats et d'autres opportunités d'emploi. Il est essentiel d'améliorer les perspectives d'emploi et les conditions de vie dans les zones rurales, pour inciter les jeunes à y rester.

Il est également crucial d'investir dans des emplois décents qui garantissent un niveau de revenu convenable et un degré adéquat de sécurité et de stabilité de l'emploi, et/ou un accès à des mécanismes de protection sociale tout au long de la vie, de façon à **accroître la résilience, la productivité et les capacités d'investissement** des travailleurs ruraux. Au niveau des ménages, les décisions concernant l'affectation de la main-d'œuvre dépendent non seulement des opportunités disponibles, mais aussi de la nécessité de minimiser l'impact des crises sur les moyens d'existence (FIDA, 2011). Les chocs peuvent empêcher les populations de saisir les opportunités et les dissuader d'investir dans le développement des compétences ou dans des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Au contraire, les ménages tendent à réduire les dépenses concernant les besoins de base (telles que l'éducation et santé), à désinvestir dans le capital humain (travail des enfants) et à vendre des actifs importants (bétail), ce qui a des effets néfastes irréversibles sur leur capacité productive et sur la viabilité globale des systèmes de production. En résumé, la promotion d'emplois décents pour tous dans les zones rurales renforcera de façon significative la performance et la durabilité du secteur agricole, par le biais d'au moins trois approches différentes:

- **Augmentation durable de la productivité agricole** (en améliorant les compétences des travailleurs, l'organisation et les conditions de travail; en attirant les jeunes vers le secteur et en réduisant l'écart de productivité des femmes; en accroissant les revenus et, partant, la demande de produits plus prisés, ainsi que les investissements des travailleurs ruraux dans l'agriculture; en promouvant la diversification de l'agriculture et des moyens d'existence pour atténuer la pression sur les ressources naturelles, notamment marines et forestières).
- **Réduction des inégalités et des conflits sociaux**, avec une amélioration du ciblage des travailleurs ruraux les plus pauvres et les plus vulnérables grâce à l'approche fondée sur les droits (élimination des violations du droit du travail, amélioration des salaires, renforcement des effets redistributifs de la croissance, etc.).
- **Autonomisation des producteurs et des travailleurs ruraux**, pour leur permettre de contribuer activement au développement agricole et rural (en leur assurant la dignité, en améliorant leurs compétences et en créant un environnement porteur pour les inciter à participer activement à l'économie locale).

iii) Des emplois plus productifs et plus stables dans les zones rurales contribueront à la sécurité alimentaire en améliorant les moyens d'existence des populations et leur accès à l'alimentation.



L'accès à un travail productif et rémunérateur concourt directement à la réalisation de l'ODD 2: «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable».

L'accès à un travail productif et rémunérateur est une condition indispensable pour parvenir à une sécurité alimentaire durable. Les pauvres vivant en zone rurale ont souvent un accès très limité à des actifs productifs tels que la terre ou le bétail. Pour accéder à l'alimentation et à un revenu de subsistance, le principal bien dont disposent les pauvres est généralement leur force de travail.

La plupart des travailleurs ruraux produisent des aliments, de sorte qu'ils contribuent directement à la **disponibilité** alimentaire. Parallèlement, le revenu qu'ils gagnent grâce à leur travail détermine leur **accès** à la nourriture. En outre, leur état de santé et leurs conditions de travail ont une forte incidence sur l'**utilisation** des produits alimentaires, en particulier dans le cas des femmes. Enfin, la sécurité et la stabilité des emplois, ainsi que l'innovation et l'autonomisation des générations futures influencent directement la **stabilité** de toutes les dimensions de la sécurité alimentaire que l'on vient de citer. **Il existe par conséquent des liens importants entre l'ERD et chacune des quatre dimensions de la sécurité alimentaire (cf. encadré 4).**⁷

⁷ La définition de la sécurité alimentaire se décline en quatre dimensions, à savoir: i) La disponibilité alimentaire qui est fonction de l'offre; ii) l'accès aux aliments, qui est largement déterminé par le pouvoir d'achat, l'intégration au marché et l'accès physique aux marchés, l'accès à d'autres actifs tels que la terre, les filets de sécurité formels, et les stratégies de survie informelles; iii) la stabilité dans le temps de la disponibilité et de l'accès; et iv) l'utilisation des aliments qui repose sur un apport énergétique suffisant et un régime alimentaire diversifié fournissant les micro-nutriments requis. FAO. 2008. *Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire* (disponible sur <http://www.fao.org/docrep/013/al936f/al936f00.pdf>).

ENCADRÉ 4. Les liens entre l'ERD et les quatre dimensions de la sécurité alimentaire

Disponibilité. Les cultivateurs, les pêcheurs, les chasseurs, les éleveurs, les pasteurs et les salariés agricoles contribuent directement à la production alimentaire. La création d'emplois plus productifs et durables dans le secteur agricole et tout au long de la filière alimentaire accroîtra donc la production vivrière dans les systèmes alimentaires locaux. Il faut investir davantage: dans l'éducation et le développement des compétences pour améliorer durablement la productivité de la main-d'œuvre agricole; dans le dialogue social et l'organisation des travailleurs pour les inciter à faire plus d'efforts pour renforcer la productivité; et dans l'utilisation du potentiel en partie inexploité des jeunes producteurs des deux sexes.

Accès. Le niveau de revenu tiré de l'activité détermine la quantité et la qualité d'aliments que les travailleurs et leurs familles peuvent acheter. Des conditions de travail plus sûres amélioreront la stabilité de la consommation des ménages et leur bien-être.

Utilisation. Une approche de travail décent, basée sur la promotion de la sécurité au travail et la protection de la santé des travailleurs aide aussi à sortir de l'engrenage faible productivité-bas salaires-malnutrition-mauvaise santé et faible capacité de travail. Des efforts doivent être faits pour éviter que ces effets positifs potentiels sur l'utilisation des aliments soient réduits à néant par des déficits de soins. C'est pourquoi la création d'emplois en milieu rural doit tenir compte des spécificités de chaque sexe, et des régimes de protection sociale et des services de soins adéquats doivent être en place pour réduire la charge de travail des femmes, tant pour les tâches domestiques que pour les soins aux membres de la famille.

Stabilité. Des emplois stables et sûrs, associés à des mécanismes de protection sociale tout au long de la vie pour compenser les instabilités existantes (notamment grâce à des socles de protection sociale) contribuent à la stabilité de l'accès à l'alimentation. La diversification, par des emplois dans l'économie rurale non agricole tient aussi une place croissante dans les stratégies qu'adoptent les ménages ruraux pour gérer les risques.



FAO. 2012. Promouvoir des emplois ruraux décents pour plus de sécurité alimentaire – Raisons d'agir.

Il existe aussi des liens étroits entre le **droit à un travail décent** et le **droit à une alimentation adéquate**. Le manque d'emplois décents dans les zones rurales entrave considérablement la capacité des populations rurales à jouir de leur droit à une alimentation adéquate – c'est-à-dire du droit de se nourrir dans la dignité sans porter atteinte à la jouissance des autres droits humains. Par ailleurs, les emplois décents favorisent des revenus de subsistance stables et sûrs et, par voie de conséquence, la stabilité de l'accès à la nourriture. Les populations sont mis en capacité de se sortir de la pauvreté, de contribuer au développement agricole et rural, et de revendiquer leurs droits au travail en participant à des dialogues sociaux et politiques (par le biais d'organisations informelles, d'organisations de producteurs et de coopératives) (FAO, 2016). Des investissements dans les compétences personnelles et professionnelles des ruraux pauvres ainsi que des interventions axées sur l'emploi et le droit, telles que la Loi Mahatma Gandhi sur la garantie nationale de l'emploi en zone rurale, en Inde, peuvent fournir aux pauvres des zones rurales une sécurité d'emploi, permettant aux ménages de compter sur leurs propres ressources pour acheter des aliments.

iv) Grâce à l'amélioration des conditions de travail dans les zones rurales, la production agricole sera plus conforme aux normes internationales fondées sur le droit et aux certifications sociales.

Le travail décent est un droit fondamental de tout être humain. Les gouvernements sont donc tenus de le respecter et de faire en sorte que chacun puisse effectivement l'exercer. Par ailleurs, diverses parties prenantes, des organisations non gouvernementales (ONG), des médias et des consommateurs exercent des pressions croissantes sur les sociétés multinationales pour qu'elles garantissent une conduite et des pratiques éthiques au sein de leurs chaînes d'approvisionnement. Le respect des droits des travailleurs et des communautés locales est aussi considéré comme une assurance sociale précieuse pour l'investissement des sociétés. Certaines études montrent que, lorsque les investisseurs étrangers définissent leurs

priorités d'investissement, ils placent la qualité de la main-d'œuvre et la stabilité politique et sociale devant le faible coût de la main-d'œuvre (BIT, 2014). Enfin, grâce à la promotion du travail décent, la production agricole a plus de probabilités d'être conforme aux certifications sociales (par ex., Global GAP ou norme de responsabilité sociale [SA8000] et certifications à l'exportation).

Depuis 1919, l'OIT a mis en place et développé un cadre juridique international pour le travail décent sous la forme d'un système de normes internationales du travail,⁸ comprenant des normes spécifiques à l'agriculture, telles que la Convention de 2001 (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, ainsi que des normes applicables à tous les travailleurs employés dans tous les secteurs, telles que la Convention de 1999 (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants. Les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui s'appliquent à tous les types de travailleurs et à toutes les formes de travail comprennent aussi des droits liés au travail tels que le droit à une possibilité de travailler, le droit à des conditions de travail justes et favorables, le droit de former des syndicats et d'y adhérer, le droit des femmes à un accès non discriminatoire aux opportunités d'emploi, le droit à une protection contre le travail des enfants et le droit d'accès à la sécurité sociale.

En outre, de nombreux instruments volontaires intéressant l'agriculture et le développement rural, approuvés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), la FAO et/ou l'OIT, donnent des indications supplémentaires à leurs membres respectifs. Ces normes comprennent les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté. **Une liste des normes internationales du travail contraignantes et volontaires applicables aux zones rurales figure à l'annexe 1.**

Les instruments volontaires, y compris ceux élaborés par le secteur privé dans le cadre d'initiatives relatives à la conduite professionnelle responsable ou à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) (par ex., la plateforme SAI) deviennent de plus en plus pertinents pour promouvoir le travail décent dans les zones rurales. Ils sont très importants car les législations nationales du travail ne protègent pas toujours les travailleurs ruraux. Ainsi, des travailleurs peuvent être exclus en raison de leur statut professionnel (travailleurs occasionnels ou saisonniers ou petits exploitants agricoles). Lorsqu'il existe une législation inclusive, il n'est pas toujours facile de la faire respecter, sachant que la majorité des occupations rurales sont informelles et que les inspections du travail sont inadéquates ou inexistantes dans les zones isolées et éloignées. Les normes volontaires facilitent donc **l'approche sur deux fronts** préconisée pour **promouvoir des emplois de meilleure qualité dans les zones rurales**, à savoir:

- Extension de la législation du travail à l'agriculture et aux activités rurales informelles connexes.
- Introduction de solutions innovantes pour promouvoir le travail décent dans la pratique (notamment par le biais de partenariats public-privé (PPP) ou de mécanismes de suivi multipartites).

⁸ Les normes internationales du travail sont des instruments juridiques élaborés par les mandants (gouvernements, employeurs et travailleurs) de l'OIT visant à établir les principes et droits fondamentaux au travail. Il s'agit soit de conventions, qui sont des traités internationaux juridiquement contraignants, pouvant être ratifiés par les États Membres, soit de recommandations, qui servent de principes directeurs ayant un caractère non contraignant. Souvent, une convention énonce les principes fondamentaux qui doivent être appliqués par les États qui l'ont ratifiée, tandis que la recommandation correspondante complète la convention en proposant des principes directeurs plus précis sur la façon dont cette convention pourrait être appliquée. Il y a également des recommandations autonomes, c'est-à-dire qui ne sont liées à aucune convention. Pour plus d'informations, voir l'introduction aux normes de l'OIT <http://ilo.org/global/standards/introduction-to-international-labour-standards/lang--fr/index.htm>.



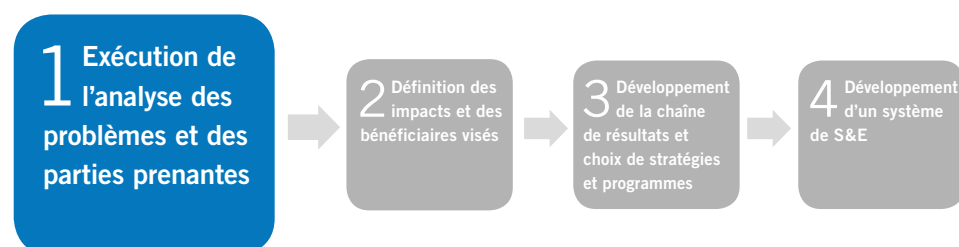
Comment intégrer des considérations relatives à l'emploi rural décent (ERD) dans chaque phase de planification?

COMMENT?

La présente section donne des conseils pratiques sur l'approche à adopter pour intégrer des considérations relatives à l'ERD dans la planification stratégique des interventions agricoles. Les quatre sous-sections correspondent aux quatre phases du processus de planification stratégique.

Phase 1. Exécution de l'analyse des problèmes et des parties prenantes – Adoption d'une optique ERD

Cette phase répond à la question: **Où en sommes-nous?**



Le processus standard de planification stratégique débute généralement avec une petite équipe de l'Unité de Planification stratégique (ou équivalent) du Ministère de l'agriculture. L'équipe:

- identifie les principaux blocages qui compromettent les performances du secteur ainsi que les interventions pouvant y remédier;
- consulte les principales parties prenantes concernées par le processus de planification;
- conduit une analyse détaillée des problèmes et des parties prenantes, centrée sur les principaux problèmes identifiés.

Il est crucial d'analyser les problèmes d'emploi à ce stade pour pouvoir intégrer la dimension de l'ERD dès la conception d'une intervention agricole. L'intégration de l'ERD dans cette phase de la planification stratégique se fait en plusieurs étapes:

- Associer les principales parties prenantes de l'ERD aux consultations initiales (1.1)
- Évaluer les rôles et les capacités institutionnelles des parties prenantes du secteur agricole et du secteur de l'emploi dans l'analyse détaillée des parties prenantes (1.2)
- Traiter les questions relatives à l'ERD dans l'analyse des problèmes (1.3)

1.1 Associer les principales parties prenantes de l'ERD aux consultations initiales

- **Associer les principales parties prenantes de l'ERD (par ex. le Ministère du travail) aux consultations initiales.** Une fois que le problème de développement à traiter a été identifié, l'unité de planification stratégique du Ministère du travail mène généralement des consultations rapides avant de s'engager dans une analyse plus détaillée des problèmes et des parties prenantes. Bien qu'elle soit généralement informelle et interne au ministère, cette phase est néanmoins fondamentale car elle définit l'équipe



Le Ministère du travail est un puissant allié en raison de son mandat relatif au travail et à l'intégration du travail décent.

qui interviendra dans le processus de planification. Les principales parties prenantes ERD doivent être incluses dès à présent pour s'assurer qu'elles interviennent par la suite dans l'identification et la priorisation des problèmes et la mise en œuvre des interventions. À ce stade, les principales parties prenantes ERD sont: le Ministère du travail; les unités du Ministère de l'agriculture responsables des services de vulgarisation et des chaînes de valeur agroalimentaires; le Ministère de l'industrie et du commerce; et, le cas échéant, des partenaires de développement (tels que la FAO et l'OIT) qui s'occupent de promouvoir le travail décent dans l'économie rurale.

1.2 Évaluer les rôles et les capacités institutionnelles des parties prenantes des secteurs de l'agriculture et de l'emploi dans l'analyse détaillée des parties prenantes

► **Durant l'exécution de l'analyse détaillée des parties prenantes, inclure une évaluation des rôles et des capacités institutionnelles des parties prenantes des secteurs de l'agriculture et de l'emploi, dans la promotion de l'ERD.** Après les consultations initiales, l'équipe d'intervention identifie généralement les principaux groupes et institutions qui ont un intérêt ou un rôle significatif dans l'intervention, puis elle évalue leurs intérêts respectifs, leur pouvoir relatif, leurs points forts et leurs points faibles. L'inclusion des parties prenantes ERD dans l'analyse permet à l'équipe d'intervention de:

- les mobiliser pour mettre en œuvre le programme;
- promouvoir des partenariats utiles en faveur de l'ERD;
- régler les conflits au niveau de la conception de l'intervention.

Il est important d'évaluer les intérêts et les capacités des parties prenantes ERD des secteurs de l'agriculture et de l'emploi, d'examiner les conflits et/ou les compatibilités (notamment avec les intérêts des populations pauvres), et d'étudier la manière dont les différentes parties prenantes perçoivent les arbitrages (notamment entre les droits du travail et le développement des compétences d'une part, et l'augmentation du coût de la main-d'œuvre d'autre part). Identifier les partenariats existants ou les chevauchements de mandats liés à l'ERD (notamment entre les Ministères de l'agriculture, du travail, et des affaires sociales), ainsi que le degré de coordination entre les ministères (notamment du travail, de l'agriculture et du développement rural), et entre le secteur public et le secteur privé, y compris les organisations de travailleurs et de producteurs. **Les principales parties prenantes pouvant jouer un rôle dans la promotion de l'ERD sont énumérées à l'encadré 5.** La décision de les inclure ou non dans l'analyse détaillée des parties prenantes dépend du contexte spécifique du pays et de la portée de l'intervention planifiée.

ENCADRÉ 5. Principales parties prenantes pouvant jouer un rôle dans la promotion de l'ERD dans la promotion de l'ERD

- Ministères responsables de l'agriculture et de ses sous-secteurs; du travail; de l'industrie et du commerce; des affaires sociales; de la parité hommes-femmes; de la jeunesse; de l'éducation et de la formation technique et professionnelle (EFTP), et leurs autorités gouvernementales locales respectives.
- Secteur privé, y compris grands investisseurs nationaux et étrangers, petites et moyennes agroentreprises et leurs organisations, et principales organisations de producteurs (OP).
- Syndicats et autres organisations de travailleurs ruraux vulnérables ou défavorisés, y compris associations de travailleurs informels.
- Partenaires de développement (ex. FAO, OIT, FIDA, OIM, ONUDI).
- Organisations non gouvernementales (ONG), centres de formation, institutions de microcrédit.
- Instituts de recherche, universités et groupes de réflexion actifs dans les domaines de l'emploi, de l'agriculture et du développement rural.

1.3 Traiter les questions relatives à l'ERD dans l'analyse des problèmes

- **Assurer une participation maximale des parties prenantes du secteur de l'emploi à l'analyse détaillée des problèmes.** Une fois que l'analyse a identifié les problèmes liés à l'emploi en rapport avec le développement agricole et l'intervention en cours de planification, l'équipe les regroupe dans un arbre des problèmes. Que l'on envisage des consultations multipartites ou des réunions bilatérales, c'est à ce stade qu'il faut associer des parties prenantes du secteur de l'emploi pour obtenir leurs points de vue sur des problèmes et opportunités pertinents liés à l'emploi auxquels les parties prenantes agricoles n'ont peut-être pas pensé.

Durant les consultations, il faut savoir que certains problèmes d'emploi peuvent émerger plus facilement que d'autres. Les parties prenantes du secteur agricole tendent à identifier plus volontiers les problèmes liés à la création d'emploi et d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat que les questions liées aux droits au travail. Le concept global de l'ERD continue d'être contesté, en partie parce qu'il recouvre des sujets délicats comme le travail forcé ou le travail des enfants. Beaucoup de parties prenantes rurales ne réalisent pas à quel point les emplois décents sont importants pour accroître la productivité agricole et assurer la durabilité des systèmes agroalimentaires.



Recueillir des données probantes sur la question de l'emploi rural décent avant l'organisation de dialogues sur les politiques importants, afin de garantir des consultations multipartites plus inclusives et d'éviter des contestations.

Il peut y avoir des résistances au changement dues au fait que les approches ERD sont perçues comme non viables sur le plan économique dans les secteurs à faible productivité et stationnaires. Diverses questions peuvent être soulevées, telles que: L'application des normes du travail va-t-elle continuer à avoir un effet dissuasif sur l'investissement et le développement du secteur privé? Jusqu'à quel point est-il possible de garantir d'autres moyens d'existence aux familles qui tirent une partie de leur revenu d'un travail des enfants non rémunéré? Les consultations multipartites inclusives sont importantes pour éviter les confrontations et créer des conditions favorables à l'émergence des questions liées aux droits au travail.

Outre les principales parties prenantes ayant un mandat ou un rôle dans la promotion du travail décent dans les zones rurales (OIT, Ministère du travail et secteur privé), il est important de répertorier les groupes les plus vulnérables du point de vue de l'emploi, qui sont généralement sous-représentés, et d'entendre leurs représentants. Ces groupes comprennent les petits producteurs, les travailleurs agricoles salariés opérant dans l'économie informelle, les micro et petites entreprises rurales (en particulier dans les domaines de la production alimentaire et de l'agriculture); les femmes et les jeunes; et d'autres groupes spécifiques (main-d'œuvre enfantine).

- **Préciser les causes liées à l'emploi des problèmes agricoles, ainsi que les possibilités qu'a l'intervention de les résoudre.** L'analyse de problèmes doit en particulier identifier:
- les défis et les opportunités spécifiques en matière d'ERD, liés à l'intervention envisagée (principaux déficits de travail décent, faibles qualifications des travailleurs ruraux);
 - les effets sur différents groupes de population des zones rurales, en particulier identifier les groupes susceptibles d'être les plus exposés à des risques liés à l'emploi (perte d'emploi, charge de travail accrue et existence de travail des enfants, accès limité au crédit empêchant de saisir les opportunités, etc.);
 - les contraintes liées à l'ERD entravant le développement agricole, susceptibles d'être éliminées ou réduites par l'intervention spécifique envisagée et auxquelles il convient par conséquent de s'attaquer en priorité.

ENCADRÉ 6. Questions relatives à l'ERD servant de guide pour l'analyse des problèmes

- Consulte-t-on des représentants des travailleurs ruraux vulnérables et défavorisés, y compris les principales organisations de producteurs et de travailleurs? Consulte-t-on un spécialiste de l'emploi?
- Évalue-t-on les contraintes liées au travail qui freinent la production et la productivité agricoles (compétences, accès aux ressources productives, y compris à la main-d'œuvre, contraintes de temps, etc.)?
- Prend-on dûment en compte les problèmes que rencontrent les différents groupes de travailleurs ruraux, dans les circonstances indiquées? Hommes et femmes, adultes, jeunes et enfants; petits producteurs et travailleurs agricoles salariés, travailleurs opérant dans les différents sous-secteurs et dans leurs chaînes de valeur respectives; travailleurs migrants et peuples autochtones?
- S'attaque-t-on aux causes liées à l'insuffisance des capacités nationales (capacités disponibles au Ministère de l'agriculture pour traiter les questions concernant la main-d'œuvre, l'emploi et l'entrepreneuriat; capacités financières)?
- A-t-on suffisamment d'informations sur les cadres politiques, juridiques et institutionnels liés à l'ERD et sur leur mise en œuvre dans la pratique? (Cette question est importante pour définir la nature d'un éventuel problème d'exclusion, tel que: Les travailleurs agricoles ne sont pas protégés par la législation nationale? Y a-t-il un problème lié au manque d'inspection et de mise en application des normes du travail dans les zones rurales?)
- Les consultations relatives à l'analyse des problèmes nous ont-elles donné une idée des causes sur lesquelles il est le plus facile/difficile d'agir? Quelles sont celles qui évoluent d'ores et déjà de façon positive? Quelles sont celles qui bénéficient déjà d'un appui des politiques et des stratégies nationales ainsi que des partenaires de développement?



La base de données NORMLEX de l'OIT rassemble des informations sur les normes internationales du travail, notamment sur les ratifications et la mise en œuvre par pays. On y trouve des indications sur les principaux déficits de travail décent dans les pays et les mesures que prennent les gouvernements pour y remédier.

Les questions relatives à l'ERD servant de guide pour l'analyse des problèmes sont recensées à l'encadré 6.

Il est crucial de définir clairement les causes liées à l'emploi des problèmes agricoles pour faciliter l'élaboration de la stratégie d'intervention. Une cause explicite (comme le manque de qualifications des travailleurs entraînant une faible productivité) permet de mieux centrer l'action sur une stratégie particulière. **Les causes liées à l'emploi des problèmes agricoles courants sont récapitulées au tableau 1.**

Prendre en considération les causes au niveau de l'organisation (politiques, procédures, cadres internes, etc.), et au niveau de l'environnement porteur (législation, politiques, relations de pouvoir) –

par exemple, le manque de moyens du Ministère de l'agriculture, ou du Ministère du travail, pour soutenir la mise en application des normes SST, dans l'économie rurale informelle. Ne pas oublier de traiter les contraintes liées à l'offre et à la demande de main-d'œuvre.

Contraintes du côté de l'offre:

- le faible niveau de qualifications des travailleurs agricoles;
- le vieillissement des agriculteurs;
- le manque d'informations sur le lieu et la disponibilité des emplois;
- l'accès limité à la terre et aux capitaux.

Contraintes du côté de la demande:

- la faible croissance économique;
- l'insuffisance des investissements publics et privés;
- les possibilités de diversification limitées;
- l'insuffisance ou la dégradation des ressources naturelles (amenuisement des stocks de poissons) et la concurrence pour leur utilisation.

► **Inclure une analyse contextuelle rapide de l'ERD (collecte des données issues des évaluations existantes sur l'emploi et le travail décent, et cadres politiques, programmatiques et juridiques liés à l'ERD).** Il existe peut-être déjà une analyse contextuelle de l'ERD concernant la zone de mise en œuvre de votre intervention. Dans le cas contraire, réaliser une étude sur dossiers pour:

- examiner les analyses socioéconomiques récentes et en extraire des informations sur l'emploi;
- identifier des indicateurs statistiques pertinents sur l'emploi dans des bases de données nationales et internationales;
- réaliser une analyse rapide des principaux programmes nationaux existants relatifs à l'emploi et des cadres politiques et juridiques liés au travail, afin de comprendre ce qui est en place et ce qui manque.



Investir dans une évaluation de la chaîne de valeur du travail décent en milieu rural ou dans des évaluations plus générales du secteur agricole pour informer l'analyse des problèmes. Cela peut être fait en collaboration avec le Ministère du travail et avec les principales organisations des travailleurs et employeurs. On peut recourir à ces évaluations pour recueillir des données de référence en vue de mesurer l'avancement futur de l'intervention.

D'autres conseils sur les étapes à suivre sont fournis à l'encadré 7.

ENCADRÉ 7. Principales étapes d'une analyse contextuelle rapide relative à l'ERD (temps requis: une semaine)

1. Extraire des informations pertinentes sur l'ERD de récentes analyses socioéconomiques nationales ou de bases de données internationales sur l'ERD:

- Signaler les déficits de travail décent identifiés dans le secteur ou dans des chaînes de valeur spécifiques (travail des enfants et travail forcé, discriminations selon le genre, migrations de détresse des jeunes, faibles qualifications des travailleurs ruraux, travail précaire et dangereux) ou les problèmes de la demande de main-d'œuvre (développement insuffisant du secteur privé qui ne fournit pas assez d'emplois par ex.) ou l'offre de main-d'œuvre (travailleurs non qualifiés, pénurie de main-d'œuvre dans les périodes de pointe, etc.).
- Vérifier les bases de données internationales (Équipes de pays des Nations Unies; Fiches pays de l'OIT sur la sécurité et la santé au travail; Comprendre les rapports sur le travail des enfants (UCW); NORMLEX, etc.).

2. Sélectionner les principaux indicateurs statistiques sur l'emploi extraits de bases de données nationales ou internationales:

- Établir un tableau de données de référence (si possible ventilées selon l'âge et le sexe) sur les aspects suivants: la pauvreté rurale et les travailleurs pauvres des zones rurales (nombre de personnes actives/employées dans les zones rurales); l'emploi dans l'agriculture; la part des petits producteurs et des travailleurs salariés dans l'agriculture; l'emploi formel/informel dans l'agriculture/les zones rurales; le taux de travail des enfants dans l'agriculture.
- Se référer au tableau A de l'annexe 3 pour une liste des bases de données mondiales sur l'ERD.

3. Réaliser une étude sur dossiers rapide des politiques, stratégies, cadres juridiques et programmes liés à l'ERD:

- Déterminer comment les politiques, les stratégies et les principaux programmes agricoles existants traitent les questions d'emploi (priorité explicite ou implicite? lignes d'action et programmes dédiés? ciblage de groupes spécifiques de travailleurs ruraux? lesquels?).
- Vérifier la pertinence pour l'emploi rural/l'agriculture: des politiques, stratégies et principaux programmes nationaux relatifs à l'emploi (ou à l'emploi des jeunes); des politiques, stratégies et principaux programmes relatifs au travail des enfants; des autres principaux programmes ou stratégies pouvant être directement liés à l'emploi dans l'agriculture (politique de SST, politique de parité hommes-femmes, politiques relatives aux MPME).
- Examiner les cadres juridiques (c'est-à-dire les lois et règlements relatifs à l'emploi et la manière dont ils s'appliquent dans les zones rurales et le secteur agricole en particulier).

Les informations sur les marchés du travail ruraux peuvent être rares ou insuffisamment ventilées. Dans ce cas, il peut être utile de conduire une enquête spécifique ou une étude qualitative tenant compte de l'âge et du sexe qui fournira également des données de référence précieuses pour mesurer l'avancement futur de l'intervention. L'équipe d'intervention peut effectuer l'analyse, si possible avec le concours d'un spécialiste externe de l'emploi rural. Les autorités gouvernementales peuvent recevoir un appui d'experts techniques de la FAO et de l'OIT présents dans les bureaux nationaux ou régionaux. **Pour plus de conseils sur les enquêtes relatives à l'ERD, consulter le tableau D de l'annexe 3.**

- ▶ **Accorder la priorité voulue aux violations des droits du travail fondamentaux.** Ces violations concernent: le déni du droit à la liberté d'association (droit de constituer des syndicats et de s'y affilier) et le droit de négociation collective; l'existence de formes de travail forcé, y compris la traite d'êtres humains, l'asservissement au travail forcé ou à la servitude pour dette; le travail des enfants, en particulier sous ses pires formes; les discriminations selon la race, l'âge, l'opinion politique, la religion, la caste, la nationalité ou l'appartenance ethnique. Étudier attentivement si l'intervention a lieu dans une chaîne de valeur dans laquelle des enfants sont fréquemment employés (dans des plantations, des usines de transformation ou exploitations familiales) ou dans laquelle des cas de travail des enfants ou de travail forcé ont été signalés.
- ▶ **Utiliser l'analyse des problèmes pour recueillir des informations sur le potentiel de l'intervention.** Prioriser les contraintes liées à l'ERD qui entravent le développement agricole et qui peuvent être éliminées ou réduites par l'intervention envisagée. Prendre en considération, en particulier, les opportunités de:
 - création d'emploi;
 - amélioration des conditions de travail;
 - intégration des groupes exclus.

L'analyse doit identifier et localiser avec précision les principaux déficits en matière de travail décent et le potentiel d'emplois inexploité dans l'agriculture et le système alimentaire (ou dans les sous-secteurs et les chaînes de valeur spécifiques). Tenir compte des interactions existant à des degrés divers et aux différents niveaux administratifs, institutionnels, politiques et géographiques, entre les opportunités et les besoins des différents sous-secteurs agricoles (qui comprennent l'agriculture proprement dite, l'élevage, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture).



FAO. 2014. Tool for conducting a context analysis on dRe at country level. Élaborée pour les programmes de la FAO relatifs à l'ERD, la boîte à outils facilite l'exécution d'une analyse du cadre politique dans lequel opèrent les organisations et les individus concernés par la promotion de l'ERD.

OIT. 2011. Assessing green Jobs potential in Developing Countries: a practitioner's guide. Guide par étapes à utiliser pour estimer le potentiel des emplois «verts», notamment dans le secteur agricole.

OIT. 2009. Green job assessment in agriculture and forestry sector of Bangladesh. Exemple d'évaluation des emplois verts dans un pays spécifique.

Tableau 1. Les défis de l'emploi pour le développement agricole: causes, effets et solutions

Problèmes fréquents affectant le développement agricole	Causes potentielles liées à l'emploi	Effets potentiels sur les stratégies de subsistance/ mécanismes de survie des ruraux pauvres et sur le dév. agricole	Solutions potentielles liées à l'emploi
Faible productivité des producteurs et des autres travailleurs agricoles, en particulier des femmes et des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - La plupart des ruraux travaillent à leur compte ou en tant que travailleurs familiaux dans la petite agriculture et dans des micro-entreprises informelles et ont un accès limité aux ressources productives, notamment aux intrants agricoles et à la mécanisation. - Les travailleurs ont un faible niveau d'instruction et un accès limité aux services de vulgarisation ou aux opportunités de formation technique et professionnelle. - Les mauvaises conditions de travail, notamment les déficiences en matière de SST, associés au mauvais état de santé général et nutritionnel des travailleurs ruraux découlant d'un accès limité aux soins de santé, de la propagation du paludisme ou du VIH et du sida. - Recours au travail des enfants, pour remplacer à peu de frais la main-d'œuvre adulte - Charge de travail excessive des femmes, productrices et travailleuses agricoles, qui combinent des activités productives et reproductives⁹ et ont plus de mal à s'engager dans des activités productives - Inégalités selon l'âge et le sexe dans l'accès aux ressources productives, à la formation et vulgarisation, et marchés du travail axés sur la diversification des moyens d'existence. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faibles gains, pauvreté rurale, les travailleurs sont dans l'incapacité d'obtenir un revenu de subsistance adéquat et d'acheter une nourriture adéquate pour eux-mêmes et leur famille - Inégalités selon le sexe et l'âge (par ex., taux de pauvreté élevés chez les femmes et les jeunes) - Nécessité de faire un nombre d'heures de travail excessif, de faire travailler les enfants, de migrer ou vendre des actifs pour joindre les deux bouts ou faire face aux chocs, ce qui réduit encore leur capacité productive - Émigration de détresse des jeunes ruraux - Faibles capacités des petits agriculteurs et des micro-entreprises à investir, se développer et s'engager dans l'agriculture commerciale. - Niveaux de production non optimaux dans l'ensemble du secteur agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des compétences, notamment entrepreneuriales - Programmes visant à améliorer la sécurité et la santé au travail (SST) dans les petites exploitations agricoles et les micro et petites entreprises rurales (y compris informelles) - Interventions axées sur le développement durable de l'agriculture et des chaînes de valeur investissant dans l'augmentation de la productivité globale du travail, ciblées sur la petite agriculture, les femmes et les jeunes - Appui à la diversification de l'économie rurale et à la gestion de la mobilité économique - Services de soutien social pour réduire la charge de travail des femmes - Initiatives visant à prévenir et éliminer le travail des enfants dans l'agriculture

⁹ Le travail reproductif englobe l'éducation et le soin des enfants, les tâches domestiques et les travaux communautaires qu'effectuent les femmes nécessaires au maintien et à la reproduction de la force de travail actuelle et future. En général, le travail reproductif n'est pas rémunéré.

¹⁰ Le revenu de subsistance adéquat s'entend de la rémunération nécessaire pour qu'un travailleur puisse assurer à sa famille des conditions de vie simples, mais décentes, considérées comme acceptables par la société dans laquelle il réside, à son niveau actuel de développement économique.

Problèmes fréquents affectant le développement agricole	Causes potentielles liées à l'emploi	Effets potentiels sur les stratégies de subsistance/ mécanismes de survie des ruraux pauvres et sur le dév. agricole	Solutions potentielles liées à l'emploi
Prédominance de l'agriculture de subsistance, n'évoluant pas vers l'agriculture commerciale	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de compétences, notamment entrepreneuriales et managériales parmi les petits agriculteurs et les travailleurs familiaux - Faible niveau d'organisation des producteurs - Manque d'emplois non agricoles rémunérateurs ou d'emplois salariés réguliers dans les chaînes de valeur agricoles - Relations de travail informelles et faiblesse des systèmes de protection sociale, laissant une grande partie de la population pauvre sans assurance contre les chocs affectant leurs revenus, dans l'incapacité d'éviter et de gérer les risques d'investissement et piégée dans l'agriculture, qui fait office de filet de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveaux de production non optimaux dans l'ensemble du secteur agricole - Taux élevés d'emplois vulnérables et de travailleurs pauvres, producteurs et travailleurs familiaux exclus des régimes de sécurité sociale ou des législations sur la sécurité et la santé au travail, la maternité et les autres lois qui protègent les travailleurs - Marchés locaux des produits agricoles atones en raison de la faible demande, en particulier pour les produits locaux et les produits de plus haute valeur marchande 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir l'investissement responsable dans le secteur de l'agriculture, pour renforcer la capacité d'investissement des petits exploitants, et prioriser le droit à l'alimentation et le droit au travail. - Renforcer les OP et promouvoir des modèles d'activité inclusifs, y compris des systèmes responsables d'agriculture contractuelle et de sous-traitance - Créer des incubateurs et former de jeunes entrepreneurs en mobilisant l'énergie des jeunes pour améliorer la gestion des petites exploitations, comme des entreprises - Interventions de protection sociale renforçant la résilience des petits producteurs ainsi que leur capacité d'épargne et d'investissement
Faibles disponibilités de main-d'œuvre qualifiée, ou compétences non adaptées aux besoins des marchés du travail ruraux	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'instruction des populations rurales et accès limité à la formation technique et professionnelle. - Carences des systèmes d'information sur le marché du travail - Salaires et revenus insuffisants empêchant les travailleurs d'investir pour améliorer leurs compétences - Charge de travail excessive des femmes, systèmes de vulgarisation et d'enseignement insensibles aux problèmes des femmes en milieu rural (peu d'agents de vulgarisation de sexe féminin par ex.) et normes socioculturelles dissuadant les femmes de s'engager dans une formation 	<ul style="list-style-type: none"> - Incapacité de quitter des emplois non qualifiés mal payés, en particulier chez les femmes et les jeunes - Faible productivité du travail dans l'agriculture - Échec, croissance limitée et faibles investissements des PME 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des compétences et anticipation des compétences - Services de recherche d'emploi et de placement dans les zones rurales - Systèmes de vulgarisation et d'éducation adaptés au sexe et à l'âge
Ressources naturelles en voie de dégradation (en particulier terres, ressources halieutiques et eau) soumises à une concurrence croissante pour leur utilisation	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'opportunités de diversification des moyens d'existence, d'où une pression constante sur les ressources naturelles - Faibles compétences environnementales des agriculteurs - Disponibilités limitées d'emplois verts dans les zones rurales 	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation des ressources naturelles - Augmentation des risques liés au climat pour les agriculteurs - Offre excédendaire, entraînant un sous-emploi en certaines saisons (saisons de fermeture de la pêche) 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des compétences sur les emplois verts (pratiques d'agriculture durable) - Programmes en faveur de l'entrepreneuriat vert - Incitations encourageant les transferts de main-d'œuvre vers des segments différents d'une chaîne de valeur, ou d'autres secteurs

Problèmes fréquents affectant le développement agricole	Causes potentielles liées à l'emploi	Effets potentiels sur les stratégies de subsistance/ mécanismes de survie des ruraux pauvres et sur le dév. agricole	Solutions potentielles liées à l'emploi
Vieillessement des travailleurs et des producteurs agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Pénibilité de la vie rurale et mauvaises conditions de travail dans l'agriculture, incitant les jeunes à quitter les campagnes - Absence d'incitations pour encourager les jeunes vivant dans des ménages agricoles à rester dans le secteur 	<ul style="list-style-type: none"> - Émigration de détresse des jeunes ruraux - Pression accrue sur les marchés du travail urbains informels - Offre de main-d'œuvre limitée dans les zones rurales augmentant la charge de travail des femmes et le travail des enfants - Viabilité future de la production alimentaire à risque 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le potentiel de création d'emplois décents des MPME et des exploitations familiales, pour retenir les jeunes générations dans les filières alimentaire (par ex., en améliorant la gestion pour accroître leur rentabilité aux yeux des jeunes) - Programmes pilotes de transfert de terres intergénérationnel
Disponibilité de main-d'œuvre insuffisante pendant les périodes de pointe, en particulier dans l'agriculture (pour le désherbage, ou la récolte)	<ul style="list-style-type: none"> - Migration des travailleurs de sexe masculin, résultant de l'offre d'emploi limitée dans les zones rurales et de l'absence de mécanismes de protection sociale - Absence de systèmes d'information sur le marché du travail en adéquation avec la demande et l'offre de main-d'œuvre pour les travaux agricoles saisonniers - Incidence élevée de maladies, de lésions et de décès liés au travail, entraînant des absences temporaires ou prolongées du travail, en raison du manque d'information et de moyens de prévention des dangers et des risques ainsi que de la mauvaise utilisation des équipements de protection 	<ul style="list-style-type: none"> - Niveaux de production non optimaux - Augmentation de la charge de travail des femmes et du travail des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des compétences et anticipation des compétences - Services d'aide à l'emploi adaptés aux zones rurales, fournissant des informations sur le marché du travail, une assistance pour la recherche d'emploi et l'insertion dans l'emploi - Systèmes de migration circulaire dans l'agriculture - Promotion de la SST dans les zones rurales
Pauvreté généralisée des travailleurs du secteur et des populations rurales en général	<ul style="list-style-type: none"> - Faibles gains des travailleurs, en particulier des femmes et des jeunes, en raison de la faible productivité, du sous-emploi, du non-respect du salaire minimum national, de l'exploitation des travailleurs, de leur faible taux de syndicalisation et faible pouvoir de négociation - Pas d'opportunités d'emplois et de revenus en certaines saisons (périodes de soudure ou saisons creuses, saisons migratoires et périodes de fermeture de la pêche, ou en raison d'aléas climatiques) - Le développement ne génère pas suffisamment d'emplois réguliers⁴², de sorte que l'agriculture fait office de filet de sécurité - Exploitation de la main-d'œuvre enfantine/ des migrants/travailleurs familiaux, comme main-d'œuvre bon marché, entraînant une baisse des salaires - Absence de mécanismes de protection sociale, accroissant la vulnérabilité des ruraux aux chocs (tels que le décès ou la maladie du soutien économique de la famille, ou une mauvaise récolte) 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible demande et manque de dynamisme des économies rurales locales, dépendance à l'égard des exportations et risques associés aux fluctuations des prix alimentaires - Effets immédiats et à long terme sur la santé des enfants - Le cercle vicieux de la pauvreté se perpétue d'une génération à l'autre - Violences, conflits et misère 	<ul style="list-style-type: none"> - Politiques de salaire minimum, renforcement de la syndicalisation et du pouvoir de négociation des travailleurs - Partenariats public-privé pour l'adoption de salaires minimums vitaux dans certaines chaînes de valeur - Appui aux MPME et à la diversification des moyens d'existence - Interventions axées sur le développement durable de l'agriculture et des chaînes de valeur, accroissant la rétribution et la stabilité de l'emploi des travailleurs ruraux, y compris des petits exploitants - Initiatives visant à prévenir et éliminer le travail des enfants et l'exploitation des migrants dans l'agriculture

¹¹ Les «salariés réguliers» sont des employés titulaires de contrats stables, qui obligent «l'employeur» à payer des cotisations de sécurité sociale régulières et sont régis par la législation nationale du travail. Cf. CISP-93 Résolution concernant la classification internationale d'après la situation dans la profession.

Problèmes fréquents affectant le développement agricole	Causes potentielles liées à l'emploi	Effets potentiels sur les stratégies de subsistance/ mécanismes de survie des ruraux pauvres et sur le dév. agricole	Solutions potentielles liées à l'emploi
Travail des enfants et enfants dans les travaux dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'emploi décent pour les adultes et faible protection sociale de sorte que le travail des enfants est la seule option pour garantir la sécurité alimentaire des ménages, par exemple en cas de choc (décès ou maladie du soutien économique de la famille, ou mauvaise récolte) - Manque d'instruction des parents qui sont souvent peu conscients des dangers que courent leurs enfants et des conséquences sur leur santé, sécurité sanitaire et moral - Attentes culturelles concernant les enfants, le travail et l'éducation - Absence d'enseignement de qualité pertinent dans les zones rurales - Faiblesse de la législation nationale interdisant le travail des enfants, en particulier dans les zones rurales et dans le secteur agricole, aggravée par le manque d'inspections 	<ul style="list-style-type: none"> - Effets immédiats et à long terme sur la santé des enfants - Interférence avec l'éducation des enfants, désinvestissement en capital humain - Le cercle vicieux de la pauvreté se perpétue d'une génération à l'autre - Faible productivité du travail dans la petite agriculture - Incapacité d'accéder aux marchés d'exportation en raison de la non-conformité aux normes de production socialement durable 	<ul style="list-style-type: none"> - Programmes de prévention et d'élimination du travail des enfants - Partenariats multipartites pour renforcer le respect des principales normes du travail, même dans le circuit informel - Amélioration de la législation nationale et normes privées pour protéger les droits des travailleurs agricoles, y compris des agriculteurs (promotion de principes d'investissement agricole responsable) - Mouvement progressif vers la formalisation
Incidence élevée des maladies professionnelles ou des accidents du travail	<ul style="list-style-type: none"> - Dangerosité du secteur agricole - Manque d'information et de moyens de prévention des dangers et des risques et mauvaise utilisation des équipements de protection - Machines, équipements et outils à main utilisés dans les zones rurales non conformes aux normes de sécurité et de santé internationalement reconnues - Carences de l'inspection du travail dans les zones rurales, en raison de l'informalité, l'éloignement et l'application limitée des normes et réglementations du travail - Absence de protection sociale, compromettant l'accès aux services de santé (absence de mesures de prévention et de traitement favorisant l'apparition de maladies chroniques) 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible productivité de la main-d'œuvre - Maladies, lésions et décès liés au travail entraînant des absences temporaires ou prolongées du travail - Pénuries/problèmes au niveau de l'offre de main-d'œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de la SST dans les zones rurales - Amélioration de la SST dans les petites exploitations agricoles et dans les micro et petites entreprises rurales (y compris informelles)

Phase 1. Ressources supplémentaires pour comprendre comment adopter une optique d'emploi rural décent dans l'analyse des problèmes et des parties prenantes

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES

FAO. 2003. Programme d'analyse socioéconomique selon le genre (ASEG). Comment intégrer l'analyse socioéconomique selon le genre dans la pratique et la politique.

FAO. 2011. [Analyse sociale pour les projets d'investissement agricole et rural. Listes récapitulatives relatives à la parité hommes-femmes et à la jeunesse pour les discussions de groupe.](#)

FAO. 2012. Decent rural employment for food security: A case for action.

FAO. 2013. [Comprendre et intégrer les questions de genre dans les projets et programmes d'élevage.](#)

FAO. 2013. [Guidance on how to address decent rural employment in FAO country activities. List of concrete actions and tools to address decent work in rural areas.](#)

FAO. 2014. [Tool for conducting a context analysis on DRE at country level.](#)

FAO Country profiles of employment-related gender inequalities: [Ghana](#); [Malawi](#); [République-Unie de Tanzanie](#).

FIDA. 2008. A Sourcebook. Institutional and organizational analysis for pro-poor change: meeting IFAD's millennium challenge.

OIT. 2008. [Outils pour l'intégration de l'emploi et du travail décent Application à l'échelon national.](#) Listes de questions pour détecter les principaux aspects de l'emploi et du travail décent.

OIT. 2010. [Project design manual. Stakeholder and problem analysis.](#)

OIT. 2011. [Assessing Green Jobs Potential in Developing Countries: A Practitioner's Guide.](#)

OIT. 2012. [Guide conceptuel et méthodologique pour l'analyse diagnostique de l'emploi.](#)

OXFAM. 2013. [Labour rights in UNILEVER'S supply chain. From compliance towards good practice.](#)

ONUDI. 2011. Pro-poor Value Chain Development: [25 guiding questions for designing and implementing agro-industry projects. 5 questions for social analysis of value chain.](#)

UE. 2004. [Lignes directrices – Gestion du cycle de projet.](#)

Phase 2. Identification des impacts et des bénéficiaires visés – Prioriser l'ERD

Cette phase répond à la question: **Où voulons-nous arriver?**



Après avoir identifié les problèmes et les principaux groupes vulnérables durant la phase 1, l'équipe d'intervention élabore sa **vision** du développement du secteur agricole (ou d'un sous-secteur ou d'une chaîne de valeur spécifique, selon le cas). L'étape suivante est celle de l'identification des impacts et des bénéficiaires finals visés.

L'intégration de la dimension de l'ERD dans cette phase de planification stratégique se fait en plusieurs étapes:

- Mentionner explicitement l'ERD dans l'impact de l'intervention (2.1)
- Prendre en considération les vulnérabilités en matière d'emploi lors de la sélection des bénéficiaires de l'intervention (2.2)

Cette phase a généralement un caractère très informel et les décisions prises sont souvent implicites ou mentionnées seulement en termes génériques dans l'introduction des politiques, stratégies et programmes. Toutefois, au cours de cette phase, l'équipe fait des choix stratégiques qui ont une incidence sur les autres phases de la planification. Pour bâtir une théorie du changement solide et inclusive concernant le développement agricole, les priorités en matière d'emploi doivent être précisées à ce stade.

2.1 Mentionner explicitement l'ERD dans l'impact de l'intervention

- **Envisager de faire du plein emploi et de la promotion du travail décent dans les zones rurales un impact explicitement recherché par l'intervention.** La plupart des interventions agricoles visent à contribuer à la croissance du secteur, à la durabilité environnementale et, dans l'idéal, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté rurale. Des emplois décents et rémunérateurs peuvent aider à atteindre tous ces impacts visés, même si l'acuité des problèmes d'ERD peut varier suivant le contexte et le niveau de revenu des pays. Pour faciliter le processus de planification, il est important d'identifier les effets intermédiaires visés en matière de création d'emplois ou de conditions de travail. Ainsi, au lieu de faire des déclarations générales du genre «Le programme contribuera à améliorer la sécurité alimentaire de la population», on dira plutôt «Le programme contribuera à améliorer l'accès des ruraux, en particulier des femmes et des jeunes, à l'alimentation, grâce à des emplois plus productifs et mieux rémunérés dans le secteur agricole.» La Feuille de route pour la foresterie à l'horizon 2030 en Afrique du Sud est un exemple intéressant de stratégie agricole guidée par une vision ERD (**voir l'encadré 8**).
- Se référer explicitement à des objectifs gouvernementaux et à des engagements internationaux en matière d'ERD (**voir l'encadré 9**).

ENCADRÉ 8. Exemple de stratégie agricole en Afrique du Sud intégrant des considérations liées à la problématique de l'emploi

Afrique du Sud Feuille de route pour la foresterie à l'horizon 2030 (Stratégie forestière 2009-2030) (p. 20)

Vision: «Nous aspirons à devenir un secteur forestier dynamique, rentable, durable et en expansion, qui contribue de façon significative à la croissance économique du pays, à l'emploi, à l'éradication de la pauvreté et à la transformation en Afrique du Sud.»

Principes: La vision repose sur des principes généraux intégrant des questions liées à l'emploi:

- Les forêts et les ressources forestières sont des biens nationaux.
- La formulation et la mise en œuvre des politiques favorisent la démocratisation.
- La planification de la gestion forestière promeut l'utilisation durable, la mise en valeur et la conservation des ressources forestières.
- Les forêts sont protégées contre les effets néfastes des feux, des ravageurs, des maladies et des plantes exotiques envahissantes.
- **Le développement est axé sur les personnes et prend en compte l'équité entre les sexes.**
- Les ressources en eau sont rares.
- La foresterie est un secteur compétitif et créateur de valeur ajoutée.
- Les régimes fonciers applicables aux zones forestières sont clairement définis, reconnus et sécurisés.
- Les sites culturels, écologiques, récréatifs, historiques, esthétiques et spirituels des forêts et les services qu'elles procurent sont préservés.
- **La mise en valeur et la gestion des forêts promeuvent l'avancement de personnes ou de catégories de personnes auparavant défavorisées en raison de discriminations injustifiées.**
- **Les conditions de travail doivent être décentes.**

ENCADRÉ 9. Exemples d'engagements mondiaux, régionaux ou nationaux en matière d'ERD

Engagements mondiaux en matière d'ERD:

- Engagements internationaux de réduire le travail des enfants, tels que définis dans le Plan d'action mondial (2006) visant à éliminer les pires formes de travail des enfants d'ici à 2016, réaffirmés dans la **Feuille de route de 2010 pour parvenir à éliminer les pires formes de travail des enfants d'ici à 2016**.
- **ODD 8:** «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous». Les cibles ci-après concernent en particulier l'ERD:
 - 8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.
 - 8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.
 - 8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.
 - 8.6 D'ici à 2020, réduire nettement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.
 - 8.7 Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains, interdire et éliminer le travail des enfants sous toutes ses formes, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, et d'ici à 2025 mettre un terme à toutes les formes de travail des enfants.
 - 8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.

→

ENCADRÉ 9. suite.

- 8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux.
- 8.10 Renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance.
- 8.b D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du travail.

Engagements régionaux en matière d'ERD:

- En **Afrique**, la Déclaration de Malabo, adoptée au vingt-troisième Sommet de l'Union africaine (UA), officialise les engagements de l'UA concernant la réduction de la pauvreté et la création d'emplois pour les jeunes. Voir: «l'engagement à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2025, grâce à une croissance et à une transformation inclusives de l'agriculture», en particulier: «Nous nous engageons à veiller à ce que le processus de croissance et de transformation de l'agriculture soit inclusif et qu'il contribue au moins à hauteur de 50 pour cent à l'objectif global de réduction de la pauvreté; et à cette fin, nous allons créer un environnement politique et institutionnel, ainsi que des systèmes d'appui budgétaire appropriés ou renforcer ceux qui existent, en ayant pour objectifs de: a) maintenir une croissance annuelle du PIB agricole d'au moins 6 pour cent; b) établir et/ou renforcer les partenariats public-privé inclusifs dans au moins cinq chaînes de produits agricoles prioritaires qui ont des liens étroits avec les petites exploitations agricoles; c) créer des possibilités d'emploi pour au moins 30 pour cent des jeunes dans les chaînes de valeur agricoles; d) soutenir et favoriser l'accès et la participation préférentiels des femmes et des jeunes aux possibilités d'emploi rémunérateur et attractif dans le domaine de l'agroalimentaire.».
- En **Amérique latine et aux Caraïbes**, le Plan de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'élimination de la faim à l'horizon 2025, est un engagement régional d'éradiquer la pauvreté et de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce plan a quatre piliers: 1) Stratégies coordonnées pour promouvoir la sécurité alimentaire dans le cadre de politiques publiques nationales et régionales; 2) Accès en temps voulu à une alimentation saine, adéquate, suffisante et nutritive pour tous; 3) Bien-être nutritionnel de tous les groupes vulnérables; et 4) Stabilité de la production et réponse immédiate aux catastrophes naturelles et créées par l'homme. Le pilier (2) met explicitement au premier plan la promotion d'emplois décents dans les zones rurales et la participation des jeunes aux exploitations agricoles familiales.

Engagements nationaux en matière d'ERD:

- **République-Unie de Tanzanie**: la deuxième stratégie nationale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté (NSGRP II ou en Kiswahili, Mkukuta II, 2011-15), comprend des objectifs spécifiques en matière de travail décent. L'un des trois résultats généraux de la stratégie est le suivant: «Possibilités d'emploi pour tous, y compris pour les femmes et les jeunes». Des objectifs spécifiques en matière d'ERD sont définis; 1.2.1. Baisse de l'incidence des bas revenus (de 33,6 pour cent en 2007 à 24 pour cent en 2015, au niveau national [OMD 19,3 pour cent]; de 37,6 pour cent en 2007 à 26,4 pour cent en 2015 dans les zones rurales [OMD 20,4 pour cent]; baisse du pourcentage de travailleurs pauvres (de 36 pour cent en 2007 à 20 pour cent en 2015); baisse du chômage et du sous-emploi (de 10 pour cent en 2008 à 5 pour cent en 2015 pour le chômage).
- **Costa Rica**: le Plan de développement national Alberto Cañas Escalante 2015-2018 contient des engagements explicites en faveur de l'emploi décent. L'un de ses objectifs nationaux est de «créer plus d'emplois de meilleure qualité», et il existe une stratégie relative au travail et à la sécurité sociale qui met l'accent sur l'emploi et l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. Les principaux objectifs sont les suivants: a) renforcer l'employabilité de la population en âge de travailler; promouvoir la création d'emplois, comme mécanisme d'inclusion sociale; b) veiller à l'application de la législation du travail et des droits des travailleurs; c) réduire le travail des enfants et des adolescents, notamment sous leurs pires formes, au Costa Rica.
- **Cambodge**: le Plan national de développement stratégique 2014-2018 vise à promouvoir l'emploi, à renforcer les niveaux de vie et à réduire la pauvreté. Ses résultats escomptés sont les suivants: «créer plus d'emploi pour les populations, en particulier pour les jeunes» (p. 105). Le plan s'articule autour de quatre grandes stratégies: a) promotion du secteur agricole; b) développement du secteur privé et emploi; c) renforcement des capacités et valorisation des ressources humaines; et d) développement des infrastructures corporelles. Dans le secteur agricole, l'une des politiques prioritaires consiste à développer les capacités des agriculteurs dans les domaines de l'utilisation des pratiques agricoles modernes; de la diversification agricole, des finances et des marchés.

2.2 Prendre en considération les vulnérabilités en matière d'emploi lors de la sélection des bénéficiaires de l'intervention

- **Inclure les «travailleurs pauvres», le «chômage» et d'autres déficits de travail décent dans les critères de sélection des bénéficiaires finals.** Dans les zones rurales, certains groupes de population font face à des déficits flagrants de travail décent. Il convient de sélectionner ces groupes parmi les bénéficiaires finals d'une intervention pour améliorer leur situation professionnelle et, partant, leur contribution potentielle au développement agricole. Énoncez clairement les défis liés à l'emploi auxquels ils sont confrontés. Les principaux problèmes que rencontrent les différents groupes de travailleurs ruraux dans ce domaine sont récapitulés au tableau 2.
- **Étudier les informations sur les déficits de travail décent et sur le potentiel de l'intervention axée sur l'ERD, pour sélectionner les secteurs, les zones géographiques ou les chaînes de valeur à cibler.** Appliquer des critères d'ERD lors du ciblage géographique ou sectoriel d'une intervention vous aidera à garantir sa faisabilité et sa durabilité. La société civile, les gouvernements et le secteur privé reconnaissent que, pour être rentables à long terme, les entreprises (et les chaînes de valeur dans lesquelles elles opèrent) doivent être inclusives et prendre en compte des critères liés à l'environnement et à la viabilité sociale. De fait, l'ERD est un des principaux déterminants du développement inclusif, de la croissance économique favorable aux pauvres et de la réduction de la pauvreté. Pour une branche d'activité donnée, prendre en compte :
 - l'intensité d'emploi et le potentiel de création d'emplois;
 - les déficits de travail décent connus (conditions de travail);
 - le pourcentage de femmes et de jeunes dans l'emploi qui participent (égalité selon le sexe et l'âge).

L'idéal est de commencer par identifier les impacts et les bénéficiaires finals visés (par ex. les petites exploitations agricoles dirigées par des femmes), puis utiliser ces informations pour sélectionner les secteurs et les zones géographiques à cibler afin de s'assurer que **l'intervention** :

- sera **pertinente** pour les bénéficiaires finals (qu'elle sera mise en œuvre dans des secteurs ou des zones où les pourcentages de petites exploitations dirigées par des femmes sont élevés);
- atteindra un secteur ou une zone où des améliorations sont possibles dans le domaine du travail décent (dans lesquelles la productivité des femmes est actuellement faible en raison de déficits de travail décent, tels que le manque de compétences des femmes, leurs faibles capacités entrepreneuriales et leur charge de travail excessive);
- soit en mesure de promouvoir des conditions de travail décent pour les bénéficiaires ciblés (le Ministère de l'agriculture peut améliorer directement les compétences des femmes grâce aux services de vulgarisation et aussi s'associer à des organismes de protection sociale pour dispenser des soins de santé dans les zones rurales de façon à ce que les femmes puissent disposer de plus de temps).



OIT, GIZ. 2015.

Ces lignes directrices incluent des critères précis et un ensemble d'outils destinés à faciliter le processus de sélection. Elles peuvent être utiles aux praticiens du développement, aux gouvernements et aux responsables d'initiatives du secteur privé, qui souhaitent prendre des décisions éclairées concernant les secteurs et les chaînes de valeur dans lesquels des interventions permettraient de développer des marchés.

Tableau 2. Groupes de travailleurs ruraux les plus défavorisés et vulnérables et leurs problèmes courants

Groupes de travailleurs ruraux	Problèmes communs
Petits producteurs (y compris cultivateurs, éleveurs, pêcheurs, aquaculteurs, pasteurs)	<ul style="list-style-type: none"> - Faible productivité et mauvaises conditions de travail - Travail physiquement exigeant et fatigant - Exposition à des risques de santé et de sécurité, souvent sans le savoir, ou sans mesures préventives - Revenus inférieurs au seuil de pauvreté - Cumul d'emplois pour gagner de quoi vivre - Manque de compétences techniques et entrepreneuriales - Accès limité à des crédits et à d'autres services financiers adaptés - Informalité, excluant les travailleurs des régimes de sécurité sociale ou des prestations de maternité et d'autres législations protégeant les travailleurs - Pas d'assurance contre les chocs affectant les revenus - Absence d'organisation, de négociation collective et de droits de représentation
Micro et petits entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> - Accès limité aux services financiers et à la terre, comme garantie des prêts - Réglementation et bureaucratie excessives, ayant un effet dissuasif sur la formalisation des entreprises - Inadéquation, manque de fiabilité et coût élevé des services collectifs et des infrastructures (électricité et eau) - Difficulté à diversifier les marchés et à s'approvisionner auprès des petits exploitants (notamment en raison de la qualité et des volumes irréguliers et des retards de livraison) - Manque de compétitivité - Frais de certification élevés
Salariés agricoles (en particulier travailleurs informels, saisonniers et occasionnels)	<ul style="list-style-type: none"> - Emplois à caractère saisonnier ou occasionnel mal rémunérés, nécessité de cumuler plusieurs activités pour gagner sa vie - Accès quasiment inexistant à la protection sociale et aux syndicats - Peu pris en compte par les décideurs et dans les statistiques de l'emploi - Forte insécurité des revenus due au manque d'opportunités économiques
Travailleurs ruraux migrants	<ul style="list-style-type: none"> - Niveaux élevés d'abus et d'exploitation - Emplois à caractère saisonnier ou occasionnel mal rémunérés - Manque d'accès à la protection sociale
Femmes rurales dans les catégories ci-dessus	<ul style="list-style-type: none"> - En tant que productrices et que travailleuses familiales (ce dernier cas étant plus fréquent), leur productivité est limitée par diverses formes de discriminations (accès limité à la terre, aux intrants et aux autres ressources productives, aux marchés et aux services de vulgarisation). - Liberté limitée, incapacité d'adhérer à des associations et peu de voix dans les coopératives et les OP (les femmes ne sont généralement pas représentées dans les fonctions de gouvernance et de gestion des OP). - En tant que salariées, les femmes sont moins bien payées que les hommes, pour un travail équivalent et des niveaux d'instruction et d'expérience comparables, et occupent plus souvent des emplois à temps partiel, saisonniers et/ou mal rémunérés. - Manque de sécurité de l'emploi et de protection sociale (notamment de congé maternité), discriminations supplémentaires à l'encontre des femmes enceintes ou des mères. - Risques et dangers supplémentaires sur le lieu de travail (exposition au harcèlement sexuel), en particulier lorsqu'elles travaillent pendant leur grossesse ou la période suivant leur accouchement. - Volume et temps de travail importants car elles doivent s'acquitter à la fois de leurs responsabilités productives et reproductives.

Groupes de travailleurs ruraux	Problèmes communs
Jeunes dans les catégories ci-dessus	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de compétences techniques et entrepreneuriales - Difficultés d'accès à la terre et aux autres ressources productives, au crédit, à une formation appropriée, etc. - Manque de perspectives d'emploi dans les zones rurales, les conduisant à migrer vers les centres urbains - Faible visibilité, car leur rôle consiste souvent à aider le chef de famille, dans une exploitation agricole axée sur la subsistance - Occupent souvent des emplois précaires, en tant que travailleurs indépendants, ou salariés occasionnels ou saisonniers dans l'économie informelle, mal payés, sans sécurité d'emploi et sans protection sociale - Taux de participation des jeunes femmes à la vie active inférieurs à ceux des hommes jeunes dans de nombreuses régions, reflétant souvent les traditions culturelles et les règles sociales - Impossibilité de faire entendre leur voix, manque d'organisation - Rarement ciblés par les initiatives de développement
Enfants dans les catégories ci-dessus	<ul style="list-style-type: none"> - Risque élevé d'être impliqué dans le travail des enfants, notamment sous ses pires formes (travaux dangereux dans le secteur agricole) - Impossibilité de faire entendre leur voix

Phase 2. Ressources supplémentaires pour prioriser l'ERD lors de l'identification des impacts et des bénéficiaires visés

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES

Banque mondiale. 2012. World Development Report 2013. [Jobs are a cornerstone to development.](#)

FAO. 2012. [Promouvoir des emplois ruraux décents pour plus de sécurité alimentaire: Raisons d'agir.](#)

Nations Unies. [Objectifs de développement durable.](#)

OIT. 2009. Guide to the new Millennium Development Goals Employment indicators: including the full decent work indicator set (disponible à l'adresse http://ilo.org/empelm/what/WCMS_114244/lang--en/index.htm).

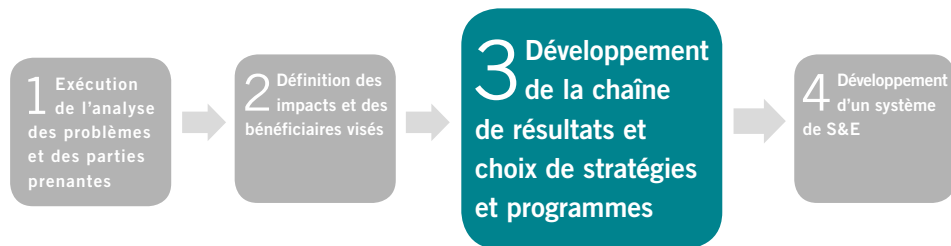
OIT. 2009. [Value Chain Development for Decent Work. A guide for development practitioners, government and private sector initiatives.](#)

OIT, GIZ. 2015. [Portail sur le travail décent et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.](#)

UNRISD. 2011. [Combattre la pauvreté et l'inégalité: Changement structurel, politique sociale et conditions politiques \(vue d'ensemble\).](#)

Phase 3. Élaboration de la chaîne de résultats et choix des stratégies et programmes – Élaboration d'une chaîne de résultats intégrant l'ERD

Cette phase répond à la question: **Comment y parvenir?**



La croissance ne débouche pas nécessairement sur des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Les interventions agricoles explicitement ciblées sur des objectifs ERD contribuent à un développement agricole de qualité.

Après avoir défini les impacts et les bénéficiaires finals visés, l'équipe d'intervention spécifie les résultats qui concourront à la réalisation des impacts. L'arbre des problèmes peut être transformé en **arbre des objectifs** pour visualiser avec précision ce qu'il faut faire pour résoudre les problèmes. Une fois les résultats identifiés, on examine les différentes stratégies permettant de les atteindre.

L'intégration de la dimension de l'ERD dans cette phase de planification stratégique se fait en plusieurs étapes:

- Adoption d'une théorie du changement inclusive en matière d'ERD pour le développement agricole (3.1)
- Inclusion de l'ERD dans les critères de sélection des stratégies et des programmes (3.2)
- Adoption d'une approche intégrée pour promouvoir l'ERD (3.3)

3.1 Adoption d'une théorie du changement inclusive en matière d'ERD pour le développement agricole

► **Identifier de manière explicite les résultats en matière d'ERD.** La justification d'une théorie du changement inclusive en matière d'ERD est examinée en détail dans la section «Pourquoi les considérations relatives à l'emploi sont-elles si importantes pour le développement agricole?» La principale conclusion est que pour parvenir à un développement agricole sain et inclusif, il faut plus d'emplois de meilleure qualité dans les zones rurales. Ce constat est vrai en particulier pour les économies qui ont une population essentiellement rurale et sont peu industrialisés, mais il s'applique aussi dans une certaine mesure à toutes les régions en développement. Notamment, si l'analyse des problèmes montre que les problèmes liés à l'emploi (faible productivité du travail, mauvaises conditions de travail, charge de travail excessive des femmes, travail des enfants) freinent de façon significative le développement agricole, l'équipe d'intervention doit identifier leurs conséquences en matière d'ERD. Il convient d'identifier les résultats ou dimensions explicites de l'ERD tout au long de la chaîne des résultats (qui ne sont pas automatiquement intégrés dans les résultats ou les effets sur le développement agricole) afin de:

- mettre en évidence les dimensions de l'emploi (si l'emploi n'est mentionné qu'en termes génériques comme une question transversale, il risque d'être négligé);
- faciliter le suivi des ressources budgétaires allouées aux objectifs liés à l'emploi.

La politique agricole nationale de la Tanzanie est un exemple intéressant de politique mettant au premier plan l'ERD (voir l'encadré 10).

ENCADRÉ 10. Exemple de politique agricole intégrant des résultats spécifiques à l'ERD, en République-Unie de Tanzanie

République-Unie de Tanzanie, Politique agricole nationale, 2013 (p. 20)

La seconde Stratégie nationale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté, élaborée par la République-Unie de Tanzanie (NSGRP II 2011-15 ou, en kiswahili, Mkukuta II), identifie les moteurs d'une croissance contribuant à l'emploi et au travail décent. Ces moteurs comprennent l'agriculture, car elle offre des possibilités de générer des revenus; de libérer le capital humain en réduisant l'insécurité alimentaire et nutritionnelle; et de créer des emplois décents et productifs pour tous, en particulier pour les femmes, les jeunes et les groupes défavorisés.

La Politique agricole nationale tanzanienne (2013), tout en concrétisant la vision du NSGRP, consacre une partie à l'emploi et au travail décent dans l'agriculture. Cette politique reconnaît les principaux problèmes liés à l'ERD qui freinent le développement agricole et identifie des priorités stratégiques, à savoir:

- Avoir des informations à jour et ventilées selon l'âge et le sexe, sur l'emploi et les problèmes liés à la productivité du travail dans les zones rurales.
- Promouvoir les activités agricoles et les activités rurales non-agricoles, comme moteurs de la croissance et de l'innovation, susceptibles d'attirer des hommes et des femmes dans des emplois conformes aux concepts du travail décent.
- Promouvoir les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (JFFLS) et les associations de jeunes agriculteurs.
- Lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture.
- Sensibiliser aux avantages de l'emploi productif des jeunes et de la prévention du travail des enfants dans l'agriculture.
- Adopter des modèles d'entreprises offrant aux petits producteurs des possibilités de regrouper leurs produits et de développer des liens bidirectionnels, ciblant en particulier les femmes et les jeunes ruraux.
- Mettre en place un cadre de mise en application de la législation du travail pour protéger les travailleurs et les employeurs dans le secteur agricole et dans l'économie rurale informelle.
- Intégrer l'emploi et le travail décent dans les stratégies et les programmes de développement du secteur agricole.

D'une manière générale, un **agenda pour l'emploi rural décent doit au minimum** viser les objectifs suivants:

- **Stimuler la demande d'emplois dans les zones rurales.** Favoriser la création de plus d'emplois – indépendants et salariés, agricoles et non agricoles – dans le secteur rural formel à haute productivité, tout en tenant compte des problèmes de durabilité environnementale (en favorisant le développement durable des chaînes de valeur pour promouvoir la croissance des petites et moyennes entreprises et agro-industries rurales ou en accroissant la demande de produits et services locaux pour développer la production nationale).
- **Renforcer l'offre de main-d'œuvre rurale.** Améliorer l'employabilité des travailleurs ruraux, de façon à leur permettre d'accéder à des emplois plus productifs et plus diversifiés dans les zones rurales, de changer de secteurs et de sous-secteurs, ou de migrer et de se déplacer dans des conditions équitables et en connaissance de cause (en investissant dans l'éducation et la formation pour améliorer les compétences; en améliorant les systèmes d'information sur le marché du travail et les services d'aide à l'insertion dans l'emploi).
- **Améliorer les conditions de travail dans les emplois existants.** Améliorer la situation dans l'emploi de l'essentiel des travailleurs (notamment de la plupart des petits producteurs) qui continueront d'exercer des activités agricoles et informelles à court ou à moyen terme (en reliant les politiques d'emploi, d'agriculture et de protection sociale; en étendant aux travailleurs ruraux la couverture des législations nationales et des normes internationales du travail et en garantissant leur application dans les zones rurales; en mettant en évidence les opportunités de diversification des activités de production ou de transformation; en encourageant les innovations technologiques et sociales; en promouvant les investissements agricoles et les modèles d'entreprise responsables, y compris l'agriculture contractuelle responsable; en renforçant l'organisation des travailleurs ruraux informels, y compris des producteurs, pour favoriser leur participation au dialogue politique et social).

Lors de la formulation des résultats intéressant l'ERD, l'équipe d'intervention doit se poser les questions suivantes:

- **Au niveau de l'impact:** Sommes-nous en train de planifier les impacts liés à l'ERD sur la vie des ruraux pauvres? Les groupes cibles incluent-ils les petits producteurs et les salariés agricoles? Les femmes et les jeunes reçoivent-ils une attention particulière? Si l'emploi fait partie des impacts recherchés, est-ce indiqué de manière explicite dans la formulation des impacts? Sur quels groupes vulnérables faisant face à des déficits de travail décents veut-on cibler l'intervention?
- **Au niveau des résultats:** Prévoit-on des changements organisationnels ou institutionnels liés à l'emploi? La création d'un environnement plus propice au développement agricole pour stimuler la création d'emplois décents dans les zones rurales pourrait être un résultat en soi (augmentation des prestations de services de vulgarisation sur la santé et la sécurité au travail) ou une dimension d'un résultat plus général (le renforcement des systèmes de collecte de données sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, notamment sur des éléments en rapport avec le travail, comme le vieillissement des producteurs, le travail des enfants, les conditions de travail). Le choix entre ces deux solutions – emploi comme résultat direct, ou comme élément d'un résultat plus général – se fait en fonction de l'analyse des problèmes qui a été conduite et des stratégies qui ont été désignées comme prioritaires.
- **Au niveau des produits:** L'emploi est-il reflété dans les produits escomptés de l'intervention? L'équipe d'intervention peut décider d'inclure des produits spécifiques à l'ERD (capacités renforcées des agents de vulgarisation dans les domaines de l'appui à l'entrepreneuriat ou de la SST) ou d'intégrer l'ERD dans d'autres produits (par ex., inclusion de thèmes liés au travail décent dans la formation générale des vulgarisateurs).

► **Garantir un processus multipartite ouvert pour l'identification des résultats.** Il est important de modérer les dynamiques de pouvoir entre des parties prenantes inégales pour garantir une participation réelle. Les organisations représentant les droits des travailleurs vulnérables (OP et associations de femmes) n'ont pas toujours beaucoup de poids dans le dialogue politique. L'équipe d'intervention dispose de plusieurs moyens pour faciliter la participation:

- collecter des données pour démontrer l'intérêt de l'ERD;
- former des coalitions avant les consultations;
- recruter un facilitateur professionnel capable de favoriser la concertation sur des questions sensibles;
- fournir un appui aux groupes les plus faibles pour qu'ils s'engagent dans les négociations.

Par exemple, le Ministère du travail et des organisations de développement (comme la FAO, l'OIT, l'OIM, le FIDA, l'ONUDI) pourraient être invités à fournir des données quantitatives, des analyses, des études de cas et à indiquer des bonnes pratiques afin que des décisions puissent être prises sur la base d'éléments concrets. À moyen et long termes, si l'on veut garantir un dialogue politique réellement inclusif, il faudrait que les Ministères en charge de l'agriculture et de ses sous-secteurs conçoivent des moyens d'engager un dialogue régulier avec le Ministère du travail, les OP et les organisations de travailleurs, et qu'ils fassent connaître ces méthodes de dialogue. Les OP et les organisations de travailleurs devraient aussi miser sur l'amélioration de la coordination et de leur représentativité au sein du secteur agricole et sur le renforcement des connaissances et des capacités en matière d'ERD.

► **Identifier les risques et les hypothèses concernant l'ERD.** Bien que les risques et les hypothèses soient parfois négligés au stade de l'élaboration de la chaîne de résultats, il est crucial de les identifier, car ils permettent d'évaluer la faisabilité d'une stratégie et de déterminer les mesures à prendre pour réduire les risques. Exemples de risques: les changements soudains dans l'environnement externe, les crises ou les conflits violents qui déstabilisent le pays et font passer les problèmes d'emploi au second plan; ou une réduction des ressources allouées aux services de vulgarisation et aux autorités gouvernementales locales (AGL) qui jouent un rôle clé dans les approches multipartites nécessaires pour promouvoir le travail décent dans les zones rurales. Exemples d'hypothèses: les OP

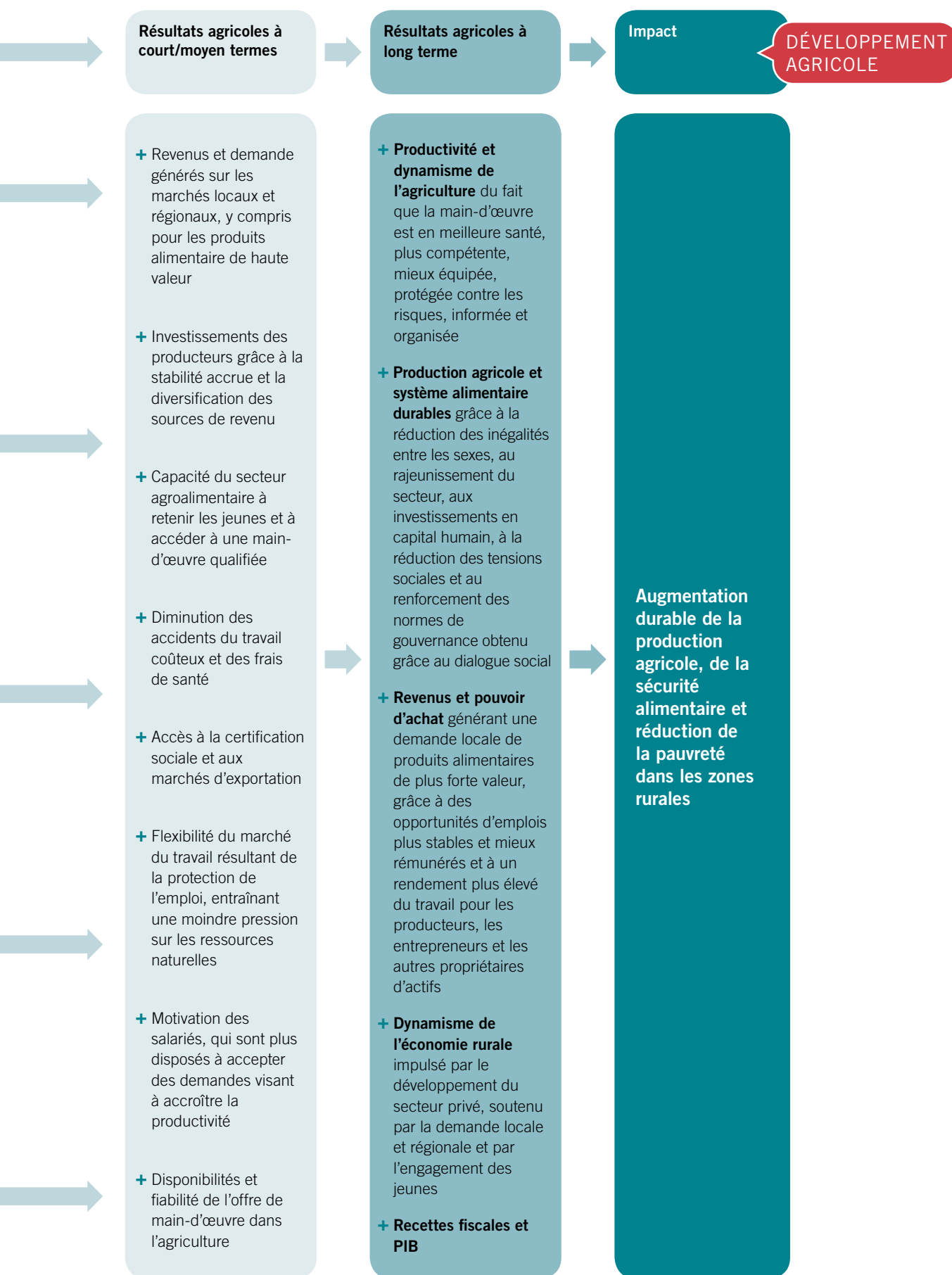
sont disposées à encourager l'adhésion des femmes et des jeunes; ou les parents et les communautés soutiennent la scolarisation des enfants.

► **Visualisez les éléments ERD dans votre théorie du changement relative au développement agricole.** Un graphique permet de visualiser les changements que les interventions axées sur l'emploi entraîneraient sur le plan du développement agricole, ainsi que leur échelonnement dans le temps (de court à long terme). **La figure 2 présente une théorie du changement générique en matière d'ERD** partant des quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent et menant au développement agricole, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. La promotion de l'ERD dans le cadre des quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent favorise un développement agricole plus inclusif en mettant en mouvement des **boucles d'investissement, de multiplication et de progrès/équité**:

- **Les opportunités accrues d'emplois salariés et indépendants rémunérateurs** dans les zones rurales entraînent une augmentation des dépenses et de l'épargne qui met en mouvement des boucles de multiplication et d'investissement dans l'économie rurale, se traduisant par un investissement accru des ménages ruraux dans l'éducation, la santé et la formation.
- **L'augmentation de la productivité du travail** et du rendement des actifs (profits) incite les micro, petites et moyennes agroentreprises (MPME) et les propriétaires des actifs (y compris les petits exploitants agricoles) à réinvestir les profits et l'épargne, ce qui enclenche une boucle d'investissement avec des effets positifs sur le développement agricole et la production alimentaire. L'augmentation des dépenses de ce groupe crée des boucles de multiplication, alors que leur prise de conscience accrue de la responsabilité sociale et des normes du travail engendre des boucles de progrès/équité.
- **L'amélioration des salaires** (due à la productivité accrue de la main-d'œuvre et à l'amélioration du dialogue social) entraîne: une augmentation des dépenses (notamment pour l'achat de produits agricoles de plus haute valeur, ce qui a des répercussions positives sur la productivité agricole), qui enclenche une boucle de multiplication; une augmentation des investissements des ménages ruraux dans l'éducation, la santé et la formation, qui engendre une boucle de progrès.
- **La diversification accrue des moyens d'existence, la formalisation et la stabilité de l'emploi et l'accès à la protection sociale** sont des facteurs de stabilité du revenu, qui génèrent des boucles d'investissement, de multiplication et de progrès.
- **Le renforcement de l'application des normes du travail** dans les zones rurales et l'amélioration des normes de gouvernance grâce au dialogue social se traduisent par une augmentation de la protection, la responsabilisation et la satisfaction des travailleurs ruraux et une fiabilité accrue de l'offre de main-d'œuvre (favorables au développement des MPME), qui entraînent une boucle de progrès, avec une réduction des migrations de détresse, des pénuries et des rotations de main-d'œuvre.
- **La prise de conscience accrue du rôle des acteurs publics** dans la promotion de meilleures conditions de travail, et l'augmentation des recettes fiscales due à la formalisation accrue et au développement des entreprises, entraînent une augmentation des dépenses publiques dans les zones rurales et une amélioration du rôle normatif de l'État (financement de programmes de protection sociale, promotion d'investissements agricoles responsables), générant une boucle de progrès.

Des éléments de cette théorie du changement générique basée sur l'ERD peuvent être intégrés dans la théorie du changement spécifique à votre intervention agricole. Enfin, rappelez-vous que l'efficacité du lien entre l'ERD et le développement agricole dépend aussi de l'avancement plus général du développement rural. Le développement du secteur privé et la diversification économique, l'augmentation des investissements dans la chaîne de valeur agroalimentaire, et l'accès accru de la population rurale à l'éducation, aux services de santé et à la protection sociale sont particulièrement pertinents pour l'ERD.

Figure 2. Théorie du changement basée sur l'ERD



3.2 Inclure l'ERD dans les critères de sélection des stratégies et des programmes

► **Étudier les effets sur l'emploi de toutes les autres stratégies envisagées.** Que les résultats concernant explicitement l'emploi soient inclus ou non dans la chaîne de résultats, il est important de tenir compte des effets sur l'emploi de toutes les stratégies à l'étude. L'emploi est largement reconnu comme un canal de transmission majeur,¹² à travers lequel les réformes des politiques peuvent avoir un impact sur les parties prenantes, en particulier sur les plus pauvres. Toutes les réformes des politiques ou les programmes sectoriels qui affectent la structure du marché du travail (demande de main-d'œuvre, en particulier dans les secteurs qui emploient les pauvres) peuvent avoir une incidence sur le bien-être des ménages à faible revenu. Ces effets peuvent être d'ordre quantitatif (nombre d'emplois) et qualitatif (niveau des salaires et types de contrats), être positifs (plus d'emplois) et/ou négatifs (dégradation des conditions de travail, taux de travail des enfants plus élevés). **Pour plus d'informations et de ressources sur la conduite d'études d'impact ex-ante intéressant l'ERD, se reporter à l'annexe 2.**

► **Examiner les risques en matière d'ERD associés à la mise en œuvre des autres stratégies envisagées.** Il est essentiel d'identifier ces risques et de définir l'approche à adopter pour les gérer. Selon la vision de la FAO concernant l'alimentation et l'agriculture durables, «Une agriculture qui ne parvient pas à protéger les moyens d'existence ruraux et à améliorer l'équité et le bien-être social n'est pas durable.» (FAO, 2014). Les principaux risques pour

l'ERD associés aux interventions de développement agricole et rural sont liés:

- aux suppressions d'emploi;
- à l'augmentation des inégalités et de la vulnérabilité;
- à la dégradation des conditions de travail;
- aux violations des droits des travailleurs.



L'emploi décent est largement reconnu comme un des maillons manquants entre la croissance et la réduction de la pauvreté.

Pour connaître les grandes lignes de l'approche de gestion environnementale et sociale de la FAO, voir l'encadré 11.

ENCADRÉ 11. Le travail décent dans les Directives de la FAO relatives à la gestion environnementale et sociale

En 2015, la FAO a adopté des Directives relatives à la gestion environnementale et sociale pour guider l'examen environnemental et social de tous ses projets. Le travail décent est une norme environnementale et sociale spécifique, la NES 7.

En vertu de la Norme 7 sur le travail décent, tous les projets de la FAO doivent:

- promouvoir des actions directes pour favoriser l'emploi rural décent;
- promouvoir le traitement équitable, la non-discrimination et l'égalité des chances pour tous les travailleurs;
- protéger et soutenir les travailleurs, en particulier ceux appartenant à des groupes défavorisés et vulnérables;
- promouvoir l'application des normes internationales du travail au sein de l'économie rurale, y compris la prévention et l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture.

¹² L'approche d'analyse des impacts sur la pauvreté et le social (PSIA) adoptée par la Banque mondiale prend en considération cinq principaux canaux de transmission à travers lesquels les réformes des politiques sont censées avoir un impact sur les différentes parties prenantes, à savoir: l'emploi, les prix (à la production, à la consommation et les salaires); l'accès aux biens et aux services; les actifs; et les transferts et les taxes (cf. http://siteresources.worldbank.org/INTPSIA/Resources/490023-1121114603600/12685_PSIAGuideComplete.pdf).

- **Accorder un poids important aux stratégies qui ont un impact positif sur le nombre et la qualité des emplois ruraux.** Il faudra inévitablement faire des choix, notamment entre créer plus d'emplois et améliorer la qualité de ceux existants, ou entre des approches à forte intensité de main-d'œuvre et des technologies permettant d'économiser la main-d'œuvre pour réduire la charge de travail des femmes. Les interventions ERD peuvent améliorer la qualité des emplois ruraux et réduire la charge de travail – par exemple, en renforçant l'application des normes internationales du travail dans les zones rurales (salaire minimum) ou en favorisant l'accès des jeunes à la mécanisation. Cependant, elles peuvent aussi réduire la demande de main-d'œuvre – par exemple, en augmentant le coût du travail ou en incitant à adopter des techniques à forte intensité de capital.

Ces choix se font en fonction du contexte, mais jamais au détriment du respect, de la protection et de la promotion des droits de l'homme. Ce document d'orientation se fonde sur l'hypothèse que le respect des droits de l'homme, notamment des droits au travail, et la réduction de la pauvreté rurale sont des priorités pour la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires. C'est pourquoi aucun arbitrage ne doit porter atteinte au fait que **tous les emplois doivent garantir un ensemble minimal de normes de travail décent**, notamment un revenu suffisant pour vivre. Les gouvernements doivent trouver ou promouvoir, en collaboration avec le secteur privé et la société civile, les stratégies les plus appropriées pour atteindre les objectifs qualitatifs (normes élevées) et quantitatifs (plein emploi) relatifs à l'emploi. En général, des études empiriques ont montré que les stratégies mettant l'accent sur la productivité pouvaient renforcer les complémentarités entre les différentes dimensions du travail décent (par ex., en veillant à relier les augmentations de salaires à des augmentations de la productivité du travail).¹³ Toutefois, les responsables de la planification stratégique doivent aussi examiner avec attention les facteurs non liés à la productivité qui font que les travailleurs ont des gains insuffisants (la pratique qui fait que des intermédiaires ou des propriétaires fonciers prélèvent une partie du revenu des travailleurs, ou qui consiste à faire pression sur un travailleur endetté pour qu'il accepte des salaires très bas). À moyen ou long terme, des lois et des réglementations devraient être introduites pour aider à renforcer le pouvoir de négociation des travailleurs (ONU, 2007).

Par ailleurs, les arbitrages n'impliquent pas nécessairement que l'augmentation du nombre d'emploi et l'amélioration de leur qualité soient antinomiques. Par exemple, les investissements dans l'intensification durable de l'agriculture et la compétitivité des MPME et des OP peuvent procurer des gains de productivité et améliorer l'efficacité du travail (mécanisation), qui déboucheront sur des suppressions d'emplois. En revanche, la mécanisation peut aussi créer des opportunités d'emplois non agricoles pour les jeunes et les femmes (notamment en tant que prestataires de services). Habituellement, l'augmentation de la productivité dans l'agriculture contribue à la croissance et la création d'opportunités économiques dans le secteur rural non agricole et non commercial, à forte intensité de main-d'œuvre, ainsi que dans la transformation des aliments et la vente au détail. La demande de main-d'œuvre sur les exploitations peut aussi augmenter au fur et à mesure que de nouvelles variétés et l'irrigation permettront aux agriculteurs de doubler ou tripler leurs récoltes. En Afrique, par exemple, grâce aux dotations en terres et en eau, et à un vivier de jeunes travailleurs en expansion, les exploitations peuvent croître en nombre, en taille et productivité sans supprimer d'emplois (Filmer et Fox, 2014).

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ayant obtenu de bons résultats en matière de réduction de la pauvreté, le PIB (produit intérieur brut) par travailleur a augmenté dans les régions où la main-d'œuvre est stable ou en expansion. Ce résultat remet en question l'idée

¹³ Voir également: Institut international d'études sociales 2006. *Matériels pédagogiques concernant le travail décent*. Genève. Anker, R. et al. 2003. Measuring decent work with statistical indicators. Dans: OIT 2003. *International labour review*, vol. 142, n° 2, Genève.

selon laquelle, dans l'agriculture, la réduction des excédents en main-d'œuvre permettrait d'obtenir des augmentations de la productivité et de réduire la pauvreté (FAO, 2012).¹⁴

En outre, en plus des arbitrages, il existe de nombreux éléments **complémentaires potentiels** entre les interventions d'ERD, par exemple:

- la sécurité de l'emploi augmente la motivation et la productivité des travailleurs;
- quand les renouvellements de personnel diminuent, les travailleurs peuvent davantage apprendre dans le cadre de leur emploi, et ils acceptent plus facilement les demandes visant à élever la productivité et à moderniser l'entreprise.

3.3 Adopter une approche intégrée pour promouvoir l'ERD

► **Adoption d'une approche intégrée: premièrement, dans toutes les fonctions principales (par ex., renforcement des capacités et production de connaissances); deuxièmement, dans le cadre des quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent.** Pour garantir le succès de l'approche, les interventions à grande échelle ou à l'échelle d'un secteur doivent être axées sur des solutions intégrées dans lesquelles le renforcement des capacités, l'appui institutionnel, la production de connaissances et les partenariats en matière d'ERD se renforceront mutuellement (une approche qui viserait à développer les compétences des jeunes sans faciliter leur accès au marché et au crédit pourrait être vouée à l'échec).

Concrètement, toutes les principales interventions de développement agricole (stratégies de développement agricole, ou programmes d'investissement à grande échelle) doivent inclure et budgétiser des **activités essentielles recommandées en matière d'ERD**, à savoir:

- les évaluations de l'ERD, centrées, le cas échéant, sur un élément spécifique de l'ERD (par ex., travail des enfants) ou de la chaîne de valeur;
- les activités de **renforcement des capacités** liées à l'ERD, portant sur:
 - les aspects quantitatifs et qualitatifs du travail;
 - le secteur public et le secteur privé (y compris les OP et les AGL);
 - les parties prenantes des secteurs de l'emploi (Ministère du travail, inspecteurs du travail) et de l'agriculture (Ministère de l'agriculture, services de vulgarisation);
- des activités visant spécifiquement à promouvoir **l'engagement des jeunes** dans le développement agricole (renforcement des compétences, appui à l'entrepreneuriat; accès au crédit, à la terre, aux outils productifs et aux marchés; coopération de groupe);
- des activités visant spécifiquement à promouvoir **l'émancipation économique des femmes** et à réduire les inégalités entre les sexes (développement des compétences, appui à l'entrepreneuriat; accès au crédit, à la terre, aux outils productifs et aux marchés; et services de soutien [soin des enfants] et coopération de groupe);
- des activités visant spécifiquement à **améliorer les conditions de travail** dans le secteur agricole, mettant au premier plan la prévention et l'élimination du travail des enfants et du travail forcé, la SST, la situation des migrants, et les conditions des travailleurs occasionnels et saisonniers;
- des activités visant spécifiquement à **améliorer l'environnement institutionnel et politique** pour promouvoir le travail décent dans l'agriculture (élaboration de réglementations SST, intégration d'une section sur le travail décent dans une politique agricole à l'étude).

¹⁴ Voir également: Binswanger. 1986. Dans DFID (2004) *Agriculture, growth and poverty reduction*. Dewbre, J., Cervantes-Godoy, D. et Sorescu, S. 2011. *Agricultural progress and poverty reduction: Synthesis report*. OCDE Food, Agriculture and Fisheries Working Papers, n° 49, Publications OCDE. Upton, M. et Otte, J. 2004. *Pro-poor livestock policies: Which poor to target?* Research Report, DFID (disponible à l'adresse: http://www.dfid.gov.uk/r4d/PDF/Outputs/Livestock/PPLPrep-ipalp_targetgroups.pdf).

En outre, **l'intégration entre les quatre piliers du travail décent est importante**. L'Agenda pour le travail décent comprend diverses priorités qui reposent sur les quatre piliers définis par l'OIT, à savoir: la création d'emplois et le développement de l'entreprise (Pilier I); la protection sociale (Pilier II); les normes et les droits au travail (Pilier III); et la gouvernance et le dialogue social (Pilier IV). Les quatre piliers sont bien entendu liés de façon indissociable: il est crucial de créer des synergies entre eux. Logiquement, chaque intervention spécifique reflètera les circonstances nationales et locales, en tenant compte des différents niveaux de développement et des capacités nationales. La portée d'une intervention peut aussi être très spécifique, sans que cela porte atteinte au caractère intégré du travail décent. **Le tableau 3 donne des exemples d'interventions ERD qui pourraient être incluses dans des stratégies et programmes agricoles relevant des quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent.**

Tableau 3. Exemples d'actions renforçant l'ERD dans les quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent

Création d'emplois et développement de l'entreprise (Pilier I)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'accès des femmes et des jeunes aux ressources productives, à l'information, au crédit, à des technologies adaptées et à la formation pour leur permettre de bien gérer leur propre activité ou de monter une entreprise - Soutenir l'établissement et la formalisation des MPME et faciliter leur accès aux marchés, à la formation, aux services financiers et aux autres actifs productifs - Fournir un appui aux pauvres des zones rurales, en particulier aux jeunes et aux femmes, pour leur permettre d'accéder aux marchés et aux chaînes de valeur agroalimentaires dans des conditions équitables et décentes (en promouvant la coopération de groupe et l'action collective des plus petits intervenants de la filière; en aidant les jeunes à élaborer des plans d'activités en vue de l'acquisition de machines pour de nouvelles entreprises formelles de prestations de services, notamment dans le domaine de la production, la maintenance et la réparation de véhicules de transport; en créant des centres d'incubation d'agroentreprises pour promouvoir la création de start-ups par des jeunes titulaires d'un diplôme universitaire ou qualifiés dans ce domaine; en intégrant des considérations relatives au travail décent dans les lois et règlements relatifs à l'agriculture contractuelle) - Relier l'ensemble des mesures incitant à investir dans l'agriculture à des améliorations de l'emploi (nombre et qualité des emplois créés) et des compétences de la main-d'œuvre locale (par ex., intégration de considérations relatives au travail décent dans les outils gouvernementaux de sélection de nouveaux investissements) - Promouvoir et/ou mettre en œuvre des programmes de création et de diversification des emplois dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes et les femmes (initiatives d'emplois verts, écotourisme rural, investissement dans des activités rurales à fort coefficient de main-d'œuvre, telles que infrastructures rurales, systèmes de «coupons» pour stimuler la demande de services d'aide au développement des entreprises fournis par des entreprises rurales dirigées par des jeunes ou des femmes, etc.) - Mettre en œuvre des programmes d'éducation et de formation technique et professionnelle (EFTP) différenciés selon le sexe et l'âge, spécialisés dans les questions d'emploi et accompagnés de services d'appui à l'entrepreneuriat ou d'insertion dans l'emploi - Améliorer la gestion des migrations de la main-d'œuvre rurale, en renforçant les opportunités d'emploi dans les zones rurales pour éviter l'émigration de détresse, tout en favorisant une mobilité «informée» de la main-d'œuvre et en tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes
---	---

Pilier de l'Agenda pour le travail décent	Actions ERD
Protection sociale (Pilier II)	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser les systèmes de protection sociale qui renforcent la productivité (comme les transferts monétaires) et les programmes de travaux publics orientés vers le développement dans les zones rurales - Encourager l'adoption de normes SST applicables aux travailleurs ruraux, notamment la promotion de technologies et de pratiques plus sûres dans la petite agriculture et l'agriculture commerciale (par ex., la gestion intégrée des ravageurs par des services de vulgarisation et des réseaux d'écoles pratiques d'agriculture) - Promouvoir de meilleures conditions de travail et d'emploi, en particulier en ce qui concerne la protection de la maternité et les horaires de travail (au moyen de normes privées volontaires ou d'initiatives d'agriculture sociale) - Soutenir des technologies permettant d'économiser la main-d'œuvre pour alléger la charge de travail des femmes ainsi que des services de soins pour les ménages pauvres dans les zones touchées par le VIH et le sida (ou d'autres maladies)
Normes et droits au travail (Pilier III)	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir une production agricole socialement responsable pour les petits producteurs et les MPME, en cherchant à réduire les discriminations à l'encontre des femmes et des jeunes, et à promouvoir une conduite professionnelle responsable (notamment grâce à des campagnes d'éducation, à l'adoption de normes privées, à une collaboration renforcée entre les vulgarisateurs, les travailleurs sociaux et les inspecteurs du travail, en ce qui concerne les droits des travailleurs) - Prévenir et éliminer le travail des enfants grâce à des activités de sensibilisation, à des mécanismes de contrôle multipartites, à des incitations associées à la fourniture d'une protection sociale et d'autres moyens d'existence pour les ménages pauvres - Protéger les adolescents qui ont atteint l'âge minimum d'admission à l'emploi (14-15 ans) mais qui n'ont pas encore 18 ans, contre les abus et les travaux dangereux (notamment au moyen de cadres juridiques et de normes du secteur privé), tout en les aidant à suivre des études ou une formation et à accéder à des opportunités d'emploi adaptées - Réviser, adopter et faire respecter la législation pour donner effet aux normes internationales et les rendre applicables aux zones rurales (revoir les réglementations restrictives concernant les OP et les associations de travailleurs de l'économie informelle, mettre en application la législation sur les contrats de travail, la sécurité de l'emploi et la sécurité et la santé au travail dans les entreprises rurales) - Analyser les arrangements contractuels qui prévalent dans l'économie informelle, les pires formes de travail des enfants et les situations de discrimination
Gouvernance et dialogue social (Pilier IV)	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les organisations et les réseaux de producteurs et de travailleurs dans l'économie alimentaire rurale informelle et promouvoir leur ouverture aux jeunes et aux femmes - Promouvoir des accords collectifs dans le secteur agricole - Faire en sorte que les ruraux pauvres, notamment les jeunes et les femmes soient régulièrement représentés dans le dialogue social et le dialogue politique, à travers leurs organisations - Autonomiser les ruraux pauvres, en particulier les plus défavorisés (notamment les jeunes et les femmes), pour qu'ils puissent participer aux processus de prise de décision et aux mécanismes de gouvernance locaux

- **Sélectionnez des interventions ERD adaptées à votre contexte rural spécifique.** La sélection des actions ERD doit être spécifique au contexte et dépendre des facteurs socioéconomiques nationaux, régionaux et locaux qui prévalent là où a lieu l'intervention envisagée (aspects démographiques, niveau de revenu, modèles de transformation rurale et agricole, spécificités sous-sectorielles, normes liées au genre, etc.). La **classification des trois mondes ruraux proposée par Vorley (2002)** peut vous être utile (**voir le tableau 4**).

Tableau 4. Options stratégiques en matière d'ERD dans les trois mondes ruraux

Principales caractéristiques	Priorités/résultats des politiques liées à l'ERD	Exemples d'actions ERD
Monde rural 1 Minorité de producteurs agricoles <ul style="list-style-type: none"> - accès au capital, à l'organisation, à l'information et aux infrastructures - gros agriculteurs et entrepreneurs - souvent axés sur l'exportation, bien connectés - essentiellement des hommes 	<ul style="list-style-type: none"> - Réglementation/contrôle du marché formel - Gouvernance des marchés de la chaîne de valeur/verticale - Modèles commerciaux inclusifs et responsables - Amélioration du dialogue social et engagement des salariés ruraux 	Rendre les chaînes de valeur alimentaires modernes plus inclusives et adaptées aux droits des travailleurs ruraux <ul style="list-style-type: none"> - Mise en application de la législation du travail par le secteur public et contrôle des conditions de travail chez les fournisseurs - Législation sur le commerce équitable - Sensibilisation et dialogue politique sur les normes volontaires en matière de conduite professionnelle/investissements agricoles responsables - Aider les OP à adhérer à des opérations d'agriculture contractuelle responsable et à des programmes de plantations satellites en faveur des petits exploitants
Majorité de petits exploitants et de micro et petits entrepreneurs <ul style="list-style-type: none"> - orientation locale - peuvent avoir accès à la terre - pas formellement organisés sur le marché, susceptibles de mener des transactions avec le secteur informel - revenu provenant en partie d'un travail salarié hors exploitation - faible niveau de capitalisation et faible intégration avec les entreprises alimentaires d'aval - sujets à une baisse des termes de l'échange et subordination économique aux agroentreprises - institutions d'état et entreprises agroalimentaires modernes généralement inaccessibles 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorations sur le marché informel - Petites exploitations agricoles plus productives - Organisation de travailleurs et de producteurs - Gouvernance de marché horizontale - Innovation et développement de l'entreprise - Réduction des inégalités selon le sexe et l'âge, notamment dans l'accès à la terre et aux autres ressources productives - Opportunités accrues de diversification des moyens d'existence ou de changement d'emploi 	Améliorer de manière durable la situation de la majorité des producteurs et des entrepreneurs ruraux afin qu'ils contribuent à accroître la demande de main-d'œuvre et le dynamisme de l'économie rurale <ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du secteur informel, notamment mesures et incitations à la formalisation - Appui au secteur agricole et aux chaînes de valeur, y compris mise en place de services de proximité pour les petits producteurs - Appui à la diversification des moyens d'existence et à l'emploi non agricole relié au développement de la chaîne de valeur alimentaire (par ex., dans les services ruraux) - Investissements dans des infrastructures corporelles à forte intensité d'emplois, notamment dans des espaces de marché locaux, et dans la transformation, l'entreposage et le stockage au niveau local - Appui aux petits producteurs et entrepreneurs ruraux pour accéder au crédit/capital, à la terre et aux marchés (notamment par le biais de quotas sur les marchés publics, de modèles commerciaux inclusifs) - Appui technique et renforcement des capacités des organisations de producteurs et des groupes de travailleurs ruraux informels - Renforcement des services de vulgarisation à l'appui de l'entrepreneuriat, et des services d'aide au développement des entreprises dans les zones rurales, en particulier pour les femmes et les jeunes - Appui à la diversification et la gestion des migrations rurales/de l'utilisation des envois de fonds des travailleurs émigrés - Législation du travail intéressant les zones rurales et sa mise en application, et adoption de normes du travail, même dans les contextes informels (notamment au moyen de normes privées) - Prévention et réduction du travail des enfants, en particulier dans ses pires formes

Source: Vorley, B. 2002 (adapté). *Sustaining agriculture: Policy, governance, and the future of family-based farming*. A synthesis of the Collaborative research project policies that work for sustainable agriculture and regenerating rural livelihoods. IIED, Londres. Vorley, B., Cotula, L. et Chan, M. 2012 (adapté). *Faire pencher la balance: Vers des politiques façonnant des investissements et des marchés agricoles favorables aux petits agriculteurs. Rapport de recherche – Résumé* IIED. IIED et Oxfam (disponible à l'adresse <https://pubs.iied.org/pdfs/G03470.pdf>). La classification des trois mondes ruraux proposée par Vorley est un outil précieux pour examiner les priorités des politiques ERD dans les différents contextes ruraux. Les possibilités de réduire la pauvreté rurale et de garantir la sécurité alimentaire grâce à des interventions de développement agricole, et les canaux à travers lesquels cela peut être fait, diffèrent selon le monde rural dans lequel est menée une intervention. Il peut être utile d'établir une distinction entre ces trois mondes pour cibler les résultats et les stratégies sur un impact précis. Les planificateurs doivent cependant éviter de cataloguer les ménages comme appartenant à un seul monde rural. Les politiques doivent notamment tenir compte des situations différentes des femmes et des hommes, des adultes et des jeunes, vivant en milieu rural. Ainsi, un ménage peut avoir des caractéristiques du monde rural 1, si l'on se place du point de vue de l'homme chef de famille, mais sa femme peut avoir des caractéristiques du monde rural 3 (peu de terres ou d'autres actifs lui appartenant en propre, travailleuse non rémunérée sur l'exploitation de son conjoint). Il est indispensable de tenir compte de ces complexités lorsque l'on conçoit des interventions intégrées en faveur des pauvres.

Principales caractéristiques	Priorités/résultats des politiques liées à l'ERD	Exemples d'actions ERD
Monde rural 3 Groupe hétérogène, comprenant principalement des agriculteurs autochtones, des communautés pastorales, des ouvriers sans terres, des métayers, des salariés et des ménages dirigés par des femmes ou par des jeunes <ul style="list-style-type: none"> - axé sur la subsistance - accès limité aux ressources productives - souvent sans terres - sans qualifications ni instruction - moyens d'existence diversifiés faits de travaux non agricoles, de migrations temporaires et d'agriculture - tributaire d'une main-d'œuvre familiale «occasionnelle» et sous-payée 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des marchés du travail et des conditions de travail en milieu rural, tant dans l'agriculture de subsistance que dans l'emploi rural salarié - Éducation et soins de santé - Couverture sociale - Garantie des droits à la terre et aux ressources naturelles - Réduction des inégalités selon l'âge et le sexe 	Améliorer la résilience des plus pauvres, grâce à une protection sociale, des incitations à l'action collective, au développement des compétences et à un appui au travail indépendant: <ul style="list-style-type: none"> - Investissements dans l'éducation et les soins de santé - Développement des compétences, adapté aux femmes et aux jeunes, accompagné de liens financiers et d'un appui entrepreneurial ou de services d'insertion dans l'emploi - Création d'emplois (notamment par le biais de programmes publics de garantie de l'emploi) - Mobilisation sociale, renforcement des institutions et autonomisation des ruraux pauvres, grâce à des groupes autonomes reliés à des groupes communautaires plus importants - Accès accru aux actifs (terres/crédit) pour accroître la résilience des moyens d'existence, en particulier des plus défavorisés, comme les femmes et les jeunes - Appui au développement de l'entrepreneuriat, notamment en vue de la création de micro et petites entreprises dans le secteur des services locaux, en particulier pour les femmes et les jeunes - Établissement de socles de protection sociale et programmes de transferts monétaires - Prévention et réduction du travail des enfants, en particulier dans ses pires formes - Appui à l'élaboration d'une législation du travail pertinente pour les zones rurales et à la mise en place de partenariats novateurs pour promouvoir les normes du travail dans la pratique, en particulier en ce qui concerne les enfants qui travaillent, les jeunes, les femmes, les migrants et les autres groupes défavorisés

► **Adopter de bonnes pratiques et des approches efficaces reconnues.**

- Donner la priorité aux bonnes pratiques pertinentes déjà identifiées par votre pays ou région et les renforcer.
- Consulter des techniciens spécialisés (FAO ou OIT) des bureaux nationaux ou régionaux – ils peuvent vous aider à identifier les meilleures solutions à un problème. La FAO facilite la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour réaliser les objectifs de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et d'agriculture durable.¹⁵
- Consulter la **liste des répertoires utiles de bonnes pratiques ou de rapports d'évaluation des programmes à l'encadré 12.**

► **Promouvoir des partenariats pour renforcer la cohérence des politiques et atteindre les résultats fixés.** Les interventions axées sur le développement agricole et l'emploi doivent être examinées dans le contexte des politiques économiques et de développement plus générales (auxquelles elles sont reliées verticalement) et en lien avec d'autres domaines thématiques (auxquels elles sont reliées horizontalement). Une **approche intégrée** – plutôt que des interventions isolées et une perspective sectorielle – doit être adoptée pour atteindre les objectifs à long terme relatifs au secteur agricole et à l'ERD. La promotion de l'ERD est une activité continue, qui requiert une cohérence entre la politique agricole et tous les domaines de politique qui contribuent au développement agricole et rural, à savoir: l'emploi, le développement du secteur privé/des entreprises et le commerce, la valorisation des femmes et des jeunes, la protection sociale, les migrations et les envois de fonds des émigrés, la gestion des ressources naturelles et de l'écosystème, l'éducation et la nutrition. Enfin, certains problèmes doivent être résolus ensemble, pour avoir un impact. Par exemple,

¹⁵ Pour plus d'informations sur la coopération Sud-Sud à la FAO, consulter la page: <http://www.fao.org/partnerships/south-south-cooperation/fr/>

le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes ne garantit pas l'accès à des emplois de bonne qualité s'il n'est pas accompagné de mesures visant à rendre l'environnement plus propice au développement des entreprises dans les zones rurales et de la mise en œuvre de programmes intégrés d'appui aux jeunes entrepreneurs (visant notamment à faciliter leur accès au crédit et aux ressources productives). De même, pour réduire les excédents de capacités dans un sous-secteur spécifique, il peut être nécessaire d'adopter une stratégie concertée pour transférer de la main-d'œuvre à d'autres segments d'une chaîne de valeur ou même à d'autres secteurs. **L'encadré 13 souligne l'importance de relier l'ERD à des interventions de protection sociale**, alors que l'on trouve un aperçu des **aspects relatifs à l'ERD les plus fréquemment soutenus par les différents domaines de politique**, au tableau 5.

ENCADRÉ 12. Répertoires utiles de bonnes pratiques en matière d'ERD

- Banque mondiale. Répertoire des évaluations d'impact.
- Abdul Latif Jameel Poverty Action. (les marchés du travail et l'agriculture font partie des secteurs de la base de données).
- Inventaire sur l'emploi des jeunes.
- Répertoire des évaluations d'impact.
- FAO. 2011. Bonnes pratiques socioéconomiques dans la production bioénergétique moderne.
- FAO. 2012. Des institutions rurales innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire.
- YUNGA, FAO, CTA, FIDA. 2014. Les jeunes et l'agriculture: Principaux enjeux et solutions concrètes.
- OIT Plateforme sur les bonnes pratiques en matière d'emploi des jeunes.
- OIT Taqeen. Impact research for youth employment.
- OIT. Base de données sur les bonnes pratiques – Politiques et programmes de migration de la main-d'œuvre.
- OIT. 2014. Recueil de bonnes pratiques sur la lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture.
- OIT. 2011. Bonnes pratiques d'inspection du travail dans le secteur rural, et plus particulièrement l'agriculture.

ENCADRÉ 13. Relier la protection sociale et la promotion de l'ERD pour favoriser une croissance agricole inclusive

«Les programmes de protection sociale peuvent aider les ruraux pauvres à satisfaire leurs besoins essentiels, en facilitant l'accès à l'alimentation et aux produits de consommation de base, et ils peuvent aussi renforcer le capital humain et les investissements en milieu rural. Il est largement démontré que la protection sociale laisse plus de choix aux travailleurs, et que de nombreux bénéficiaires préfèrent consacrer à des activités agricoles qu'ils gèrent eux-mêmes, voire à des activités non agricoles, du temps auparavant absorbé par un emploi agricole salarié occasionnel qu'ils exerçaient faute de mieux.

C'est notamment le cas pour les programmes d'aide sociale financés par l'impôt, qui prennent la forme de transferts ayant une fonction d'«assistance sociale» visant à atténuer l'incidence ou l'ampleur de la pauvreté chronique. Les programmes les plus courants sont les suivants: 1) les aides non assorties de conditions, autrement dit les programmes qui consistent à distribuer des aides en espèces, des bons ou des dons en nature (comme de la nourriture) sans aucune contrepartie de la part des bénéficiaires; 2) les aides conditionnelles, qui sont identiques à la catégorie susmentionnée à ceci près que les bénéficiaires doivent respecter certaines conditions, souvent axées sur l'amélioration du capital humain de leurs enfants; 3) les programmes de travaux publics, également appelés «espèces ou vivres contre travail» ou programmes d'emploi garanti, qui exigent des bénéficiaires qu'ils fournissent un travail afin de créer ou de conserver des biens de production au profit d'un ménage ou d'une communauté.»

FAO. 2015. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Protection sociale et agriculture: Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale*.

Tableau 5. Aspects intéressant l'ERD couramment traités dans d'autres politiques liées au développement rural

Politiques, stratégies et programmes connexes	Aspects liés à l'ERD fréquemment soutenus
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emplois en milieu rural - Mise en application des normes internationales du travail applicables aux travailleurs ruraux, dans le droit et la pratique - Réduction/prévention des pires formes de travail des enfants - Réduction des barrières à l'entrée des femmes et des jeunes sur le marché du travail - Programmes de travaux publics - Fixation et mise en application d'un salaire minimum vital dans les secteurs ruraux ou l'agriculture - Développement de systèmes d'information sur le marché du travail - Développement des compétences pour tous, y compris les ruraux, en prenant en compte les besoins du secteur privé - Information des travailleurs migrants et des autres groupes défavorisés sur les droits au travail
Développement des MPME et du secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> - Services d'aide au développement des entreprises dans les zones rurales - Conditions de travail décentes pour les salariés des MPME rurales - Appui à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes - Simplification des procédures d'enregistrement des entreprises, de la fiscalité et des autres formalités administratives, pour encourager la formalisation dans les zones rurales - Aider les MPME rurales à se mettre en conformité avec les systèmes de certification pertinents et les codes de conduite pour pouvoir accéder aux marchés, obtenir de meilleurs rendements et créer plus de valeur ajoutée - Développement des compétences dans les zones rurales, en tenant compte des besoins du marché du travail
Commerce/exportation	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion des exportations du secteur agricole, comme moteur de la création d'emplois - Mise en conformité avec les systèmes de certification, les normes de responsabilité sociale des entreprises et les normes de qualité pour pouvoir accéder aux marchés, obtenir de meilleurs rendements et créer plus de valeur ajoutée
Promotion de la jeunesse	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'emplois et promotion de l'entrepreneuriat pour les jeunes - Développement des compétences et information sur l'emploi des jeunes - Autonomisation des jeunes pour leur permettre de s'engager dans le dialogue politique et social
Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Extension de la protection sociale aux travailleurs ruraux, y compris dans le secteur informel - Améliorations de la santé et de l'éducation des travailleurs ruraux, notamment grâce à des mesures de SST et de protection de la maternité, à des investissements dans le capital humain des enfants, et à la réduction du travail des enfants et de la charge de travail des femmes - Liens entre la protection sociale (aides monétaires conditionnelles) et la productivité agricole/ création d'emplois (grâce à un effet multiplicateur sur l'économie locale) - Programmes de travaux publics - Retrait progressif des filets de sécurité grâce à la création d'emploi et au développement des compétences
Migration et envois de fonds des travailleurs émigrés	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des migrations rurales, réduction des migrations liées aux crises - Renforcement des institutions financières dans les zones rurales, pour assurer le transfert efficace des fonds vers les zones rurales, et promouvoir leur utilisation efficace et leur investissement dans le développement agricole et rural - Alphabétisation financière des ménages bénéficiaires des transferts de fonds pour leur permettre d'investir dans des activités productives - Gestion des programmes de travaux agricoles saisonniers - Gestion des flux de travailleurs/migrants nécessaires pour compenser les éventuelles pénuries de main-d'œuvre découlant de l'intensification durable de l'agriculture
Terres	<ul style="list-style-type: none"> - Égalité des sexes en matière d'accès à la terre et de régimes fonciers - Accès des jeunes à la terre - Sécurisation foncière dans le droit coutumier pour les communautés et les particuliers

Politiques, stratégies et programmes connexes	Aspects liés à l'ERD fréquemment soutenus
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Potentiel de création d'emplois des mesures d'adaptation et d'atténuation liées au changement climatique et de l'agriculture verte - Mesures visant à garantir que les nouveaux emplois verts seront aussi des emplois décents (respect des principales normes du travail) - Alphabétisation environnementale des travailleurs ruraux, notamment des jeunes et des femmes
Genre	<ul style="list-style-type: none"> - Égalité des sexes sur le marché du travail rural, en termes de salaires, de représentation, d'accès à l'emploi, à la formation et aux ressources productives, lutte contre la ségrégation contractuelle (cantonnement des femmes dans des emplois saisonniers, occasionnels ou à temps partiel) et la ségrégation professionnelle (dans des emplois mal payés, non qualifiés), etc. - Émancipation économique des femmes rurales grâce à un emploi décent/à l'entrepreneuriat rural - Appui aux productrices agricoles pour accroître leur productivité et leur accès aux marchés - Mesures d'appui (technologies, services) visant à réduire la charge de travail reproductif des femmes et incitations visant à favoriser leur accès à des activités productives et à un emploi décent
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> - Accès des femmes et des filles des zones rurales à l'enseignement primaire, post-primaire, et à l'EFTP - Intégration de compétences entrepreneuriales adaptées à l'agriculture et au monde rural dans les programmes d'EFTP - Accès gratuit et universel à un enseignement de base, comme moyen de lutte contre les pires formes de travail des enfants
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Liens entre l'amélioration des conditions de travail (services de garderie et aménagements du temps de travail pour les femmes allaitantes dans les zones rurales par ex.) et les résultats en matière de nutrition - Programmes d'alimentation scolaire visant à améliorer les taux de fréquentation scolaire et à dissuader les pires formes de travail des enfants dans les zones rurales - Liens entre la malnutrition et la productivité de la main-d'œuvre

Les parties prenantes du secteur agricole doivent collaborer avec le Ministère du travail et le secteur privé et partager leurs responsabilités (notamment par l'intermédiaire d'OP, de syndicats et d'autres organisations de travailleurs). Leurs rôles peuvent varier mais tous ces acteurs doivent faire avancer l'Agenda pour l'ERD:

- **Les États et les gouvernements** sont responsables au premier chef de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la réduction de la pauvreté rurale. Ils sont aussi liés par des conventions internationales et d'autres instruments intéressant le droit au travail. Les États doivent en particulier:
 - favoriser un environnement propice à l'ERD dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, en mettant en œuvre les sauvegardes appropriées (sachant que les gouvernements sont responsables de la législation, des politiques, de l'administration publique et de la fourniture des biens collectifs);
 - promouvoir une participation significative des parties prenantes pertinentes aux décisions concernant les systèmes agricoles et alimentaires (notamment en créant des plateformes multipartites et multisectorielles inclusives et équitables;
 - protéger les droits des travailleurs du secteur de l'alimentation et de l'agriculture – conformément aux normes internationales du travail applicables et en concertation avec leurs organisations et employeurs respectifs – lors de la formulation et la mise en application de la législation sur le travail.
- Le **secteur privé**, y compris les agriculteurs, a un rôle majeur à jouer, en tant que moteur principal de la croissance et du dynamisme de l'économie, dans la création d'emplois et l'amélioration des normes du travail. Le secteur privé doit en particulier:
 - respecter les lois et les réglementations nationales ainsi que le droit international applicable, et agir avec la diligence voulue pour éviter d'enfreindre les droits fondamentaux, notamment les droits du travail;

- contribuer au développement durable des chaînes de valeur, conformément à sa responsabilité sociale (attestée par la prolifération d'initiatives et de normes de responsabilité sociale des entreprises du secteur privé) et, par conséquent, associer et protéger les communautés locales (en investissant dans le capital humain et social et le développement économique local) pour obtenir des succès commerciaux (un environnement social stable est un plus et crée un climat favorable à l'investissement et aux échanges).
 - **Les petits producteurs** sont les principaux investisseurs agricoles et ils jouent un rôle crucial dans la durabilité des systèmes alimentaires. Ils doivent, en particulier, se conformer aux droits et aux réglementations nationales, en agissant avec la diligence voulue pour éviter d'enfreindre les droits humains (notamment les formes dangereuses de travail des enfants dans l'agriculture familiale).
 - **Les organisations de producteurs** doivent participer aux processus de politique, de programmation et de suivi concernant le secteur de l'alimentation et de l'agriculture; et renforcer les capacités de leurs membres à défendre leurs droits (notamment leurs droits au travail) et à accéder aux services de vulgarisation, de conseil et de crédit, ainsi qu'à l'éducation et la formation.
 - **Les organisations de travailleurs** ont un rôle essentiel à jouer dans la promotion et la mise en œuvre du travail décent et dans la participation au dialogue social et politique en faveur de systèmes agricoles et alimentaires socialement durables.
- **Planifier en temps voulu les éventuels changements organisationnels requis.** Pour promouvoir une théorie du changement inclusive en matière d'ERD, les ministres compétents et les autres parties prenantes pertinentes devront vraisemblablement introduire quelques changements organisationnels. Pendant longtemps, les parties prenantes du secteur agricole ont considéré que l'emploi n'était pas une question prioritaire – en effet, il n'y a «que» 10 ans que l'OIT a lancé son appel mondial en faveur du travail décent et de nombreuses organisations doivent encore s'adapter aux exigences de l'ERD. Les changements organisationnels pourraient concerner le mandat, la structure, les collaborations ou les crédits budgétaires, et ces changements doivent être échelonnés dans le temps avec soin pour faciliter la phase de mise en œuvre. **L'encadré 14 donne des exemples de changements liés à l'ERD à apporter dans l'organisation du Ministère de l'agriculture.**

ENCADRÉ 14. Propositions de changements à apporter dans l'organisation du Ministère de l'agriculture pour renforcer l'ERD

- Mentionner explicitement la promotion de l'ERD dans la vision/déclaration de mission du Ministère.
- Adopter une stratégie et un plan opérationnel à long terme pour renforcer l'ERD.
- Adhérer à un partenariat formel en faveur de la promotion de l'ERD (par ex., avec le Ministère du travail responsable de l'intégration du travail décent dans les différents secteurs).
- Devenir membre d'un Comité national lié à l'ERD (un comité directeur national sur le travail des enfants).
- Créer des postes réguliers, ainsi que des unités et des services liés à l'ERD.
- Mettre en place des services de formation pour renforcer les compétences et les connaissances du personnel en matière d'ERD.
- Accroître les ressources allouées à l'ERD.

L'exemple du Brésil:

En 2009, le Brésil a institué par décret un Comité exécutif interministériel pour l'Agenda national du travail décent au sein duquel siègent le *Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento* et le *Ministério do Desenvolvimento Agrário*. Un Sous-Comité spécial pour la politique en faveur des jeunes a également été constitué pour garantir la coordination des actions en faveur de la jeunesse. Le Sous-Comité a coordonné l'élaboration de l'Agenda national du travail décent pour les jeunes, présenté en juillet 2011, qui accorde une priorité à l'ERD et à la contribution de l'agriculture familiale.

Phase 3. Ressources supplémentaires concernant l'intégration de l'emploi rural décent dans l'analyse des résultats et des stratégies

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES

GCGAI. Research Program on Aquatic Agricultural Systems. Penang, Malaisie. Dans: Higgins, K. et Turner, L. 2010. Tips and tools for Aid for Trade, inclusive growth and poverty reduction.

FAO. 2011. Analyse sociale pour les projets d'investissement agricole et rural. Guide du gestionnaire. Liste des questions de protection intéressant le secteur agricole pour la Banque mondiale, la BASD, la BAfD et la BID.

FAO. 2013. Guidance on how to address decent rural employment in FAO country activities (Seconde édition) et Quick reference.

FAO. 2014. Turning family farm activity into decent work.

FAO. 2016. Note d'information n° 3: Protection sociale et emploi rural décent.

FAO. 2016. Note d'information n° 4: Réduire les migrations de détresse grâce à l'emploi rural.

Filmer, D. et Fox, L. 2014. *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*. Série Forum pour le développement de l'Afrique. Washington, DC, Banque mondiale. Parcours d'emploi dans l'agriculture pour l'avenir.

FIDA. 2008. A sourcebook. Institutional and organizational analysis for pro-poor change: meeting IFAD's millennium challenge.

Losch, B., Fréguin-Gresh, S. et White, E. 2011. Rural transformation and late developing countries in a globalizing world. A comparative analysis of rural change. Final Report of the Rural Structure Program, Revised Version. Washington, DC, Banque mondiale.

Phase 4. Élaboration d'un système de S&E – Suivi de l'ERD

Toute cette phrase répond à la question: **Comment savoir si nous sommes sur la bonne voie pour atteindre les résultats?**



Le système de S&E permet à l'équipe d'intervention de suivre les résultats. Il favorise aussi une réflexion critique en vue de prendre des mesures correctives s'il y a lieu et de tirer des enseignements pour l'avenir.

Il est fondamental d'intégrer des considérations d'ERD dans le système de S&E pour confirmer les engagements exprimés durant les phases précédentes de la planification stratégique. Si la création d'emplois et le travail décent sont jugés prioritaires, ils doivent aussi permettre de mesurer le succès.

L'intégration de la dimension de l'ERD dans cette phase de planification stratégique se fait en plusieurs étapes:

- choix des indicateurs et des objectifs intéressant l'ERD (4.1);
- élaboration d'un plan de S&E détaillé pour répondre aux besoins d'information sur l'ERD (4.2);
- adoption de stratégies d'atténuation pour faire face au manque de données suffisamment ventilées sur l'ERD (4.3).

4.1 Choix des indicateurs et des objectifs d'ERD

► **Associer des représentants des travailleurs et des employeurs à la sélection et au suivi des indicateurs et des objectifs.** Les principales parties prenantes doivent s'accorder sur des indicateurs et des objectifs pour promouvoir leur appropriation. Veiller à ce que les principales parties prenantes du secteur agricole (Ministère de l'agriculture, OP, agroentreprises, services de vulgarisation, etc.) et du secteur de l'emploi (Ministères du travail, de la parité hommes-femmes et de la protection sociale, services d'inspection du travail, organisations de travailleurs, etc.) interviennent et approuvent l'ensemble d'indicateurs choisis.

► **Choisir des indicateurs SMART.** D'une manière générale, les indicateurs doivent être **Spécifiques** à l'objectif, **Mesurables**, en termes quantitatifs ou qualitatifs, **Accessibles** pour un coût raisonnable, **Réalistes**, c'est-à-dire correspondre aux besoins d'information des décideurs, et limités dans le **Temps** (pour que les utilisateurs sachent quand ils peuvent s'attendre à ce que l'objectif ou la cible soit atteint). L'ERD peut être mesuré au moyen d'indicateurs:

- **quantitatifs** (nombre, pourcentage, taux ou ratio);
- **qualitatifs** (conformité, qualité, degré ou niveau).

► **Inclure des indicateurs spécifiques à l'ERD.** Les indicateurs d'ERD doivent permettre d'évaluer aussi bien les aspects quantitatifs de la création d'emplois (nombre d'emplois créés) que les améliorations qualitatives des conditions de travail (par ex., amélioration de la stabilité du contrat d'emploi). L'OIT a dressé une liste complète des indicateurs du travail

décent pour les quatre piliers de l'Agenda pour le travail décent;¹⁶ bon nombre d'entre eux sont applicables à des interventions liées à l'agriculture ou au développement rural (indicateurs concernant les travailleurs pauvres, salaires réels moyens, taux d'emplois précaires, ou travail des enfants). **Pour une liste des indicateurs ERD proposés pour les interventions de développement agricole, se référer au tableau 6.** La liste couvre trois principaux domaines d'intervention visant à promouvoir l'ERD:

1. Création ou amélioration des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les ruraux
2. Normes du travail et droits des travailleurs ruraux
3. Environnement politique et institutionnel propice à l'ERD

La liste n'est pas exhaustive, et tous les indicateurs ne sont pas nécessairement utiles pour toutes les interventions. Les indicateurs au niveau des résultats et des produits, en particulier, dépendront de l'intervention envisagée et du contexte spécifique. Chaque intervention doit donner la priorité aux indicateurs les plus utiles ou les adapter. Par ailleurs, il est important d'examiner les indicateurs spécifiques à l'emploi, en même temps que ceux qui mesurent d'autres leviers du développement rural (transition des petits exploitants et développement des chaînes de valeur, protection sociale, éducation, infrastructures rurales, finances rurales, développement industriel, environnement des échanges et des affaires, recherche et vulgarisation agricoles, viabilité environnementale, etc.).

On trouvera à l'**annexe 4** des notes supplémentaires sur chaque indicateur et les sources de données correspondantes.

Tableau 6. Liste des indicateurs possibles d'ERD par principal domaine d'intervention et niveau de résultat

Niveau de résultat ⁵²	Indicateurs ERD ⁵³
Domaine d'intervention 1: Création ou amélioration des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les ruraux	
Impact	<ul style="list-style-type: none"> ▼ Taux de travailleurs pauvres dans les zones rurales ▲ Valeur de la production agricole par hectare/travailleur ▲ Salaires réels moyens dans l'agriculture ▲ Emploi des jeunes, formel et informel ▼ Pourcentage de femmes rurales travaillant comme collaboratrices familiales ▼ Âge moyen des petits producteurs et des propriétaires de MPME
Résultat à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Nombre de MPME (enregistrées) dans les zones rurales ▲ Pourcentage de MPME soutenues par l'intervention, qui sont encore opérationnelles ou en expansion après 3 ans ▲ Nombre de nouveaux emplois ruraux décents résultant (directement ou indirectement) de l'intervention ▲ Pourcentage de petits producteurs adhérant à des accords commerciaux collectifs durables ou à d'autres modèles d'entreprise inclusifs
Résultats à court terme	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Nombre de MPME créées dans le cadre de l'intervention ▲ Pourcentage de petits producteurs soutenus par l'intervention qui ont adopté des pratiques de production agricole durables ▲ Pourcentage de petits producteurs/MPME soutenus par l'intervention qui ont accédé à des ressources productives (crédit, terres, intrants et marchés, etc.) ▲ Nombre de ruraux pauvres soutenus par l'intervention qui trouvent un emploi salarié décent ou créent leur propre entreprise

¹⁶ Indicateurs de travail décent, concepts et définitions. Disponible à l'adresse http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---integration/documents/publication/wcms_229374.pdf.

Niveau de résultat ⁵²	Indicateurs ERD ⁵³
Produits	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Nombre de pauvres au chômage ou de ruraux sous-employés soutenus par l'intervention qui augmentent leurs compétences professionnelles et leur employabilité ▲ Nombre de pauvres au chômage ou de ruraux sous-employés soutenus par l'intervention dans la recherche d'un emploi ▲ Nombre de petits producteurs/OP bénéficiant d'un soutien pour accroître durablement leur productivité et commercialiser leur production ▲ Nombre de MPME et d'OP rurales bénéficiant d'un appui pour accéder aux services d'appui aux entreprises ▲ Nombre de prestataires de services mis en capacité de soutenir des MPME rurales ▲ Nombre de PPP formalisés entre des intervenants des chaînes de valeur agricoles pour stimuler la création d'emplois pour les jeunes ▲ Nombre de programmes de travaux publics durables mis en œuvre par l'intervention
Domaine d'intervention 2: Normes du travail et droits des travailleurs ruraux	
Impact	<ul style="list-style-type: none"> ▼ Taux de travail des enfants dans l'agriculture ▼ Cas de lésions mortelles/non mortelles liées au travail dans l'agriculture ▼ Écart de salaires hommes/femmes dans l'agriculture ▼ Travailleurs occasionnels dans l'agriculture/secteur rural (en % de l'emploi total)
Résultat à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Pourcentage de petits producteurs et d'autres travailleurs ruraux membres d'OP ou d'organisations de travailleurs/de syndicats et d'autres groupes communautaires ▲ Ratio d'adoption de mesures minimales de SST dans le secteur de la petite agriculture/les MPME rurales ▲ Nombre ou pourcentage de ménages ruraux bénéficiant d'un appui qui faisaient travailler des enfants âgés de 5 à 11 ans et qui les retirent de ces activités ▲ Nombre d'enfants ruraux âgés de 5 à 17 ans «retirés» des travaux dangereux
Résultat à court terme	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Pourcentage de petits producteurs bénéficiant d'un appui ayant adopté des pratiques qui renforcent le travail décent ▲ Pourcentage de MPME/OP bénéficiant d'un soutien qui introduisent des innovations pour promouvoir les normes du travail ou suivre leur application dans la pratique ▲ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires dans lesquelles des plans d'action sont en place pour promouvoir les normes du travail
Produits	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Nombre d'organisations de producteurs/de travailleurs renforcées ou créées ▲ Nombre de parties prenantes agricoles et rurales ayant reçu une formation sur les normes de travail décent, notamment en ce qui concerne la SST, l'égalité au travail, la double charge de travail des femmes, la prévention du travail des enfants ▲ Nombre de MPME/OP/ménages de petits producteurs bénéficiant d'un soutien pour adopter des normes volontaires/certification de production agricole socialement responsable ▲ Nombre de prestataires de services locaux ayant reçu une formation et un appui pour développer des équipements permettant d'économiser la main-d'œuvre ▲ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires bénéficiant d'un appui pour améliorer l'application des normes du travail dans la pratique ▲ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires pour lesquelles il existe une analyse spécifique des normes du travail
Domaine d'intervention 3: Environnement politique et institutionnel propice à l'ERD	
Impact	Comme pour les domaines d'intervention 1 et 2
Résultat à moyen terme	<ul style="list-style-type: none"> ▲ ERD intégré dans les objectifs stratégiques du Ministère de l'agriculture ▲ Nombre d'indicateurs sur les marchés du travail agricoles et ruraux suivis dans les systèmes d'information sur le marché du travail ▲ Degré de ratification des conventions de l'OIT applicables aux zones rurales et au secteur agricole ▲ Couverture des travailleurs agricoles dans les dispositions de la législation nationale du travail ▲ Couverture et adéquation des systèmes d'inspection du travail dans les zones rurales ▲ Ratio (ou nombre) de transactions d'investissement prenant en compte le travail décent/la protection des droits des travailleurs

Niveau de résultat ⁵²	Indicateurs ERD ⁵³
Résultat à court terme	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Nombre de politiques/stratégies/programmes d'agriculture et de développement rural nouveaux ou révisés incluant des résultats, des indicateurs et des budgets liés à l'ERD ▲ Adoption de politiques ou de lignes directrices nationales concernant l'investissement agricole durable ou la conduite professionnelle responsable dans les chaînes d'approvisionnement agricole ▲ Adoption d'une législation nationale sur l'agriculture contractuelle renforçant l'ERD ▲ Agents de contact/personnel dédiés à l'ERD dans les principaux ministères compétents en matière d'agriculture ▲ Existence de mécanismes interinstitutionnels pour promouvoir l'ERD ▲ Nombre de mécanismes visant à améliorer la sécurité et la santé au travail des travailleurs agricoles, y compris dans l'agriculture de subsistance et dans des micro et petites entreprises rurales informelles ▲ Nombre de centres de recherche agricole produisant des connaissances sur les marchés du travail ruraux et le travail décent
Produits	<ul style="list-style-type: none"> ▲ Nombre de décideurs et de planificateurs au sein du Ministère de l'agriculture, des administrations gouvernementales locales et des principales OP ayant reçu une formation sur l'intégration de l'ERD dans la planification stratégique ▲ Nombre d'employés des services statistiques ayant reçu une formation en matière de collecte, de diffusion et d'analyse des données sur le travail décent dans l'agriculture et les zones rurales ▲ Nombre de vulgarisateurs ayant suivi une formation sur les technologies et les pratiques agricoles qui renforcent l'ERD ▲ Nombre d'inspecteurs du travail/de vulgarisateurs ayant reçu une formation sur l'application des normes internationales du travail aux zones rurales ▲ Nombre de partenariats (par ex. PPP) formalisés pour promouvoir l'ERD ▲ Évaluation disponible des dangers et des risques dans l'agriculture et plan d'action connexe ▲ Nombre d'activités de recherche consacrées au travail décent dans le secteur agricole

- **Mentionner explicitement les groupes cibles de l'ERD et renforcer la ventilation des données.** Il est important de ventiler les indicateurs et les objectifs selon le sexe et l'âge. En ce qui concerne l'âge, les tranches d'âge les plus pertinentes sont les suivantes: enfants (5-17 ans); adolescents (14/15-17 ans);¹⁹ jeunes (15-24 ans et/ou 15-35 ans);²⁰ adultes (18-60 ans) et personnes âgées (≥ 60 ans). Les spécificités du producteur en termes de taille et d'ethnicité (par ex., peuples autochtones) doivent être prises en compte, de même les autres inégalités possibles en matière d'accès, de contrôle et d'utilisation des ressources et des actifs productifs (petits producteurs/moyens producteurs). Les indicateurs doivent en particulier aider à évaluer les effets d'une intervention parmi les groupes cibles défavorisés dans l'emploi rural (jeunes, femmes, travailleurs migrants, peuples autochtones, travailleurs occasionnels, handicapés, travailleurs sans terres, petits exploitants agricoles, etc.).

¹⁷ Les indicateurs de résultat ou d'impact à long terme mesurent les effets d'une intervention sur l'ERD, pour les bénéficiaires de l'intervention ou pour le secteur, la région ou le pays. Les indicateurs de résultat à moyen terme mesurent les effets de l'intervention en termes de changements organisationnels et institutionnels rendant l'environnement plus propice à l'ERD, au niveau sectoriel ou national. Les indicateurs de résultat à court terme mesurent les changements de comportements en faveur de l'ERD, induits par l'intervention (bénéficiaires adoptant des pratiques bénéfiques pour l'ERD, décideurs intégrant l'ERD dans leurs politiques et stratégies, etc.). Ces indicateurs peuvent généralement être collectés plus facilement et pour un moindre coût que les indicateurs de résultat à long/moyen terme et ils peuvent être utilisés pour prendre des mesures correctives. Il peut s'agir d'indicateurs d'accès, d'utilisation, d'adoption et de satisfaction des services fournis par l'intervention. Les indicateurs de produits mesurent le renforcement de la sensibilisation, des connaissances ou des capacités liées à l'ERD ou l'intégration de la dimension de l'ERD dans les biens et services fournis par l'intervention.

¹⁸ Les flèches placées devant chaque indicateur indiquent le sens dans lequel le changement devrait aller. Elles ne doivent cependant pas être confondues avec les indicateurs eux-mêmes qui, par définition, sont neutres.

¹⁹ Les jeunes âgés de 15 à 17 ans ont déjà l'âge minimum requis pour travailler (14 ou 15 ans dans la plupart des pays), mais ils ont plus de difficultés à accéder aux ressources productives et aux services ou à adhérer à des organisations qui les représentent, du fait qu'ils sont mineurs. Beaucoup travaillent dans l'agriculture et sont vulnérables et exposés à des risques pour leur santé et leur sécurité. À l'échelle mondiale, environ 47 millions de jeunes âgés de 15 à 17 ans effectuent des travaux dangereux, soit 40 pour cent de tous les jeunes qui occupent un emploi et 28 pour cent de tous ceux qui sont impliqués dans le travail des enfants. Ce stade de leur vie est généralement décisif, car c'est celui de la transition du monde scolaire à celui du travail, et vraisemblablement celui où ils ont la possibilité de sortir de la pauvreté. S'ils sont soumis à une ou plusieurs des contraintes que l'on a décrites durant cette période critique, leur accès à un emploi productif et décent sera compromis et ils risquent de devenir une génération sacrifiée.

²⁰ Dans un souci de cohérence statistique entre les régions, les Nations Unies définissent les «jeunes» comme les personnes âgées de 15 à 24 ans, sans préjudice d'autres définitions données par les États Membres. Selon la définition de la Charte africaine de la jeunesse, les jeunes entrent dans la catégorie des 15-35 ans.

- **Envisager de rendre explicites les dimensions de l'emploi des indicateurs non spécifiques à l'emploi.** Avec les systèmes de suivi et d'évaluation incluant l'ERD, il n'est pas forcément nécessaire d'intégrer un plus grand nombre d'indicateurs dans le cadre logique. Vous devrez peut-être reformuler des indicateurs existants (plutôt que d'en créer de nouveaux) conformes à votre théorie du changement intégrant l'ERD. Par exemple, l'indicateur «nombre de rapports statistiques sur les données agro-industrielles produites et diffusées dans les trois ans suivant la mise en œuvre» pourrait être reformulé afin de préciser que les rapports statistiques doivent aussi inclure des données sur l'emploi. D'autre part, on pourrait ajouter à l'indicateur «pourcentage d'agriculteurs dans l'agriculture contractuelle», le qualificatif «responsable», en spécifiant dans le descriptif de programme que les accords d'agriculture contractuelle feront aussi l'objet d'un suivi pour évaluer leurs effets sur les conditions de travail, les discriminations selon le sexe et le travail des enfants.

4.2 Élaboration d'un plan de suivi et d'évaluation détaillé pour répondre aux besoins d'informations en matière d'ERD

- **Intégrer les besoins d'information et les parties prenantes en matière d'ERD dans le plan de suivi et d'évaluation détaillé.** Les informations sur le S&E incluses dans le cadre logique standard portent généralement sur des indicateurs, des données de référence, des objectifs et les moyens de vérification, ce qui n'est pas toujours suffisant. Il est conseillé d'élaborer un plan de suivi et d'évaluation plus détaillé définissant des besoins d'informations supplémentaires et spécifiant les méthodes, la fréquence et les responsabilités de collecte des données. Il s'agit d'une recommandation générale qui ne s'applique pas uniquement aux considérations relatives à l'ERD, mais elle revêt une importance cruciale pour l'intégration de la problématique de l'emploi, sur laquelle on dispose souvent d'informations limitées: l'établissement d'un plan de suivi et d'évaluation peut contribuer à faire plus de transparence sur les besoins d'information.
- **Toujours créer une base de référence.** Chaque indicateur devrait être mesuré avant la mise en œuvre de l'intervention. Une base de référence fournit des points de repère par rapport auxquels les changements en matière d'ERD peuvent être suivis au fil du temps et évalués. Les informations disponibles sur les marchés du travail ruraux sont souvent peu nombreuses et insuffisamment ventilées. Néanmoins, il est important d'intégrer les informations existantes dans le plan de S&E, en concertation avec les bureaux de la statistique, les divisions des statistiques agricoles et les observatoires du marché du travail.
- **Utiliser des méthodes qualitatives pour recueillir des informations sur le POURQUOI et le COMMENT.** Le suivi des indicateurs (quantitatifs et qualitatifs) est assurément un instrument puissant pour évaluer la taille et l'ampleur des changements observés dans les zones ciblées par une intervention. Toutefois, on ne comprend pas toujours bien «pourquoi» et «comment» ces éventuels changements se produisent. Imaginons par exemple une théorie du changement relative à une intervention qui aurait prévu qu'en offrant aux femmes rurales des emplois dans le secteur des services ruraux, on réduirait la pauvreté et on améliorerait la nutrition, mais que l'évaluation à mi-parcours ne révèle par la suite aucun effet positif sur la nutrition, malgré l'augmentation des revenus des femmes. Une analyse qualitative des perceptions des bénéficiaires peut être utile pour expliquer les causes d'un résultat imprévu (par ex., l'augmentation du temps de travail des femmes entraînant des déficits dans le domaine des soins). C'est pourquoi, le plan de S&E doit comprendre, en plus des informations nécessaires pour suivre les indicateurs, d'autres évaluations permettant de répondre à des besoins d'information plus généraux. Les risques et les hypothèses identifiés dans le cadre logique peuvent déjà donner une indication des aspects supplémentaires à inclure dans le suivi, que ce soit pour garantir le succès de l'intervention ou pour prévoir des mesures correctives. Vous pourriez en particulier souhaiter recueillir des informations critiques liées à l'ERD, sur:

- les perceptions concernant le travail des enfants, les dangers et les risques dans l'agriculture;
- les perceptions, les besoins et les aspirations de la jeunesse rurale;
- l'intérêt qu'ont des MPME à intégrer le circuit formel et à garantir l'application des salaires minimum et d'autres normes du travail, et les contraintes qui les en empêchent;
- les priorités et les perceptions de la direction et des membres des OP, concernant l'inclusion des femmes et des jeunes;
- les capacités des services de vulgarisation et leur connaissance de la question de l'ERD.

► **Suivre les effets sur l'emploi (que votre intervention comprenne ou non des résultats concernant spécifiquement l'ERD).** Les résultats qui ne sont pas spécifiques à l'emploi (par ex., intensification de l'agriculture) peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur l'emploi (dégradation des conditions de travail, augmentation de la charge de travail des femmes, augmentation du travail des enfants). Compte tenu des ressources limitées disponibles pour le S&E, il faut donner la priorité à certains effets et se concentrer sur ceux-ci. Il peut s'agir de **violations du droit du travail**, un problème généralisé dans le secteur agricole sur lequel on est très mal informé. Exemples d'aspects pertinents à suivre:

- les pires formes de travail des enfants (activités dangereuses);
- le travail forcé et les discriminations selon le genre dans le secteur informel (discriminations à l'encontre des travailleuses dans l'accès à la formation et aux ressources productives);
- la sécurité et la santé au travail;
- les droits des travailleurs agricoles salariés migrants et occasionnels, liés aux contrats, aux salaires et aux conditions de vie.

Compte tenu des difficultés considérables que rencontrent les jeunes pour accéder à des opportunités d'emploi décent dans les zones rurales, il convient également de suivre de manière systématique les effets des interventions de développement agricole sur l'emploi des jeunes.

4.3 Adoption de stratégies visant à remédier au manque de données suffisamment ventilées sur l'ERD

► **Être préparé à faire face à la disponibilité limitée de données et d'informations sur l'ERD et élaborer des stratégies pour remédier à ce problème.** Les enquêtes portant spécifiquement sur l'emploi rural sont rares dans la plupart des pays à faible revenu et dans les pays en développement en général. La plupart des données disponibles sur l'emploi rural proviennent: de recensements de la population qui sont peu fréquents (généralement tous les 10 ans); d'enquêtes sur la main-d'œuvre, qui sont relativement rares (en particulier dans les pays à faible revenu); et, à défaut, d'enquêtes sur le budget des ménages, qui ne recueillent que quelques informations de base sur l'emploi (FAO, 2015). De la même manière, les enquêtes agricoles se concentrent principalement sur la production et la terre et tous les pays ne collectent pas d'informations sur le travail.²¹ La nature des marchés du travail ruraux – et plus particulièrement du travail agricole – engendre des problèmes particuliers, notamment une **pénurie de données et d'informations fiables** dans divers domaines:²²

- Les activités rurales tendent à être informelles, précaires, occasionnelles et/ou saisonnières et les travailleurs cumulent souvent plusieurs activités, agricoles et extra-agricoles, tout au long de l'année. Dans ces contextes, les informations sur la rentabilité du travail (indépendant ou salarié), le sous-emploi et la proportion d'emplois rémunérés/

²¹ Cf. Recensement de l'agriculture: rubriques relatives à l'emploi à inclure les modules complémentaires, disponible sur <http://www.fao.org/docrep/009/a0135f/a0135f05.htm#CH4>

²² Cf. Ressources de l'OIT sur les statistiques rurales (disponibles sur: <http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/statistics-overview-and-topics/rural-labour/lang--en/index.htm> et http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/projectdocumentation/wcms_153119.pdf).

non rémunérés) sont très incomplètes, en particulier dans le domaine de la petite agriculture.

- Il est difficile de mesurer avec précision la qualité de l'emploi et les données ne sont pas saisies comme il convient. Il s'ensuit que l'on dispose de peu d'informations sur des aspects comme la sous-utilisation des compétences, le cumul d'emplois et les heures de travail excessives, les pratiques et les réseaux informels de recrutement, et les inégalités selon le sexe et l'âge sur le marché du travail rural; la sécurité et la santé au travail (SST); ainsi que sur d'autres aspects d'ordre qualitatif connexes (accès à la protection sociale et au dialogue social).
- Enfin, on manque d'informations sur certaines questions comme les migrants ruraux et les flux migratoires, la mobilité professionnelle, l'emploi du temps des femmes et des jeunes ruraux, le travail des enfants, la propriété des actifs et le contrôle des ressources.

Au cours des deux dernières décennies, quelques progrès ont été accomplis, notamment dans le domaine de la collecte de données sur la main-d'œuvre rurale ventilées selon le sexe²³ et l'âge dans l'agriculture, mais il reste de nombreuses lacunes.²⁴

Lorsque les données sur les marchés du travail ruraux sont insuffisantes pour que l'on puisse tirer des conclusions claires sur la situation de l'emploi dans les zones rurales, et que l'on a les moyens de le faire, il peut être utile d'effectuer une enquête. On peut joindre un module spécifique à une enquête sur les ménages déjà existante (enquête sur le budget des ménages, enquête sur la main-d'œuvre, étude sur la mesure des niveaux de vie [LSMS]); ou organiser une enquête spéciale auprès d'un échantillon représentatif de la population rurale. Les résultats des enquêtes sont essentiels pour identifier les principaux défis à relever pour assurer le S&E. **On trouvera des indications sur les principales exigences techniques d'une enquête sur l'ERD, au tableau D de l'annexe 3.** Il est également recommandé de réaliser une analyse qualitative sur l'ERD (études de cas sur des priorités spécifiques en matière d'ERD).

Toutefois, à long terme, on aura besoin de systèmes d'information sur le marché du travail national solides, avec des informations ventilées par zone urbaine/rurale, âge et sexe, et qui tiennent compte des spécificités du monde rural. Il est impératif que les **pays en développement et leurs partenaires de développement investissent dans:**

- **des stratégies nationales** de collecte de données;
- **les capacités nationales**, pour produire et analyser des ensembles de données de bonne qualité, en temps voulu.

²³ La base de données agro-genre a été élaborée dans le cadre d'une initiative générale de la FAO visant à renforcer les capacités des systèmes statistiques nationaux dans le contexte du cycle 2010 du Programme du recensement mondial de l'agriculture. Elle a été créée conjointement par le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (RAF) et la Division de la statistique de la FAO, à Rome. La base de données fournit des exemples de questions et de formats de tableaux pour la collecte et l'analyse de données agricoles ventilées par sexe. Parmi les rubriques directement liées à l'emploi, on peut citer: l'accès aux ressources productives; la production et la productivité; et la main-d'œuvre et l'utilisation du temps. La plupart des questions concernent les activités agricoles de subsistance et commerciales entreprises dans de petites unités de production agricole, car c'est le type d'exploitation dominant dans la plupart des pays africains.

²⁴ La Division statistique de la FAO (ESS) compile des séries de données chronologiques pour faciliter la formulation et l'analyse des politiques rurales. La collaboration avec le Bureau de statistique de l'OIT comprend aussi bien des travaux méthodologiques que la préparation de séries de données statistiques sur la main-d'œuvre agricole et rurale. L'élaboration d'un cadre structuré de statistiques sur la main-d'œuvre agricole était une initiative conjointe, actuellement alimentée par des statistiques provenant de la base de données statistiques de l'OIT sur le travail (LABORSTA) et d'autres sources internationales ou nationales. Plus spécifiquement, le Programme mondial de recensement de l'agriculture 2010 recommande une approche modulaire et donne des directives sur les modalités de coordination des recensements de l'agriculture et de la population. Les concepts de l'emploi ont été amendés conformément aux normes de l'OIT de façon à mieux refléter la structure de l'emploi dans les zones rurales. L'approche proposée par la FAO pour le dernier cycle de recensements de l'agriculture devrait renforcer encore la production et l'utilisation de données agricoles ventilées selon l'âge et le sexe dans ce secteur, et inciter les pays à fournir plus d'informations sur la répartition des rôles et des responsabilités entre les hommes et les femmes dans le secteur agricole.

- **Veiller à ce que les choses restent simples et gérables.** Un système de S&E doit être conçu et entretenu avec soin. Les systèmes trop complexes (en raison de la multiplicité ou de la complexité des indicateurs et des autres besoins d'information) coûtent chers et ont peu de chances d'être efficaces. Il faut donc éviter de sélectionner un trop grand nombre d'indicateurs. Par ailleurs, il faut minimiser le coût de la collecte de données supplémentaires, en utilisant autant que possible des données secondaires pertinentes en termes de calendrier et de groupes de population (archives gouvernementales ou données recueillies auprès d'entités non gouvernementales – au niveau national ou international). La sélection finale des indicateurs dépendra inévitablement de critères comme la disponibilité des données, la fréquence de la collecte, l'actualité et la qualité des données.
- **Envisager l'utilisation de l'ERD comme critère d'évaluation spécifique ou comme une dimension d'évaluations d'impact plus générales sur le revenu, les actifs et l'autonomisation des populations rurales.** Les interventions agricoles de grande ampleur peuvent comprendre des évaluations finales ou à mi-parcours. Les résultats insérés dans le cadre logique (au niveau de l'impact et du résultat) servent généralement de base pour formuler les éventuelles questions à poser. Par exemple, l'intervention a-t-elle réussi à réduire le travail des enfants dans l'agriculture dans les zones ciblées par l'intervention? L'intervention a-t-elle réussi à contenir le vieillissement de la population agricole en recrutant des jeunes dans le secteur? L'intervention a-t-elle réussi à accroître la productivité des productrices?

Il est utile de faire de l'ERD un critère d'évaluation spécifique pour:

- mesurer les changements liés à l'ERD prévus dans le cadre logique;
- comprendre l'ensemble des effets positifs et négatifs d'une intervention sur l'emploi, y compris ceux qui ne correspondent pas aux prévisions (les résultats escomptés en matière de réduction de la pauvreté rurale ne sont pas atteints; le travail des enfants dans les exploitations rurales des zones ciblées a considérablement augmenté);
- être mieux informés sur les marchés du travail ruraux et les conditions de travail dans les zones rurales.



FAO. 2015. Handbook for monitoring and evaluation of child labour in agriculture. Measuring the impacts of agricultural and food security

Le manuel donne des conseils et des outils pour évaluer l'impact des programmes relatifs à l'agriculture et à la sécurité alimentaire et des projets concernant le travail des enfants dans l'agriculture familiale. Il aide les programmes agricoles à: intégrer la prévention ou la réduction du travail des enfants au stade de la conception; suivre les effets prévus ou imprévus de ces programmes et projets sur le travail des enfants; évaluer leur impact sur le travail des enfants dans leur zone d'intervention.

FAO. 2015. ESS Working paper n° ESS 15-10. decent work indicators for agriculture and rural areas. Conceptual issues, data collection challenges and possible areas for improvement

Ce document évalue la pertinence des concepts et des indicateurs de travail décent pour les zones rurales et l'emploi dans l'agriculture. Il propose un choix d'indicateurs pertinents et d'options en vue de les intégrer dans les enquêtes agricoles nationales existantes, en soulignant les principaux problèmes pratiques et les solutions possibles.

Phase 4. Ressources supplémentaires utiles pour rendre le système de S&E plus inclusif en matière d'ERD

RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES

- Banque mondiale. Page internet sur les Types de données concernant le suivi de la pauvreté.
- BIT. 2012. Les indicateurs du travail décent en Afrique. Une première évaluation à partir des sources nationales.
- Coudouel *et al.* 2002. Mesure et analyse de la pauvreté, Washington, DC, Banque mondiale.
- Johnson, M. et Flaherty, K. 2011. Strategic analysis and knowledge support systems for agriculture and rural development in Africa: Translating evidence into action. Food Security in Practice Technical Guide 6. Washington, DC, IFPRI.
- FAO. 2011. Social analysis for agriculture and rural investment projects: Managers Guide; Practitioners Guide; Field Guide.
- FAO. 2011. Including M&E in food security programme design: Minimum requirements.
- FAO. 2015. Handbook for monitoring and evaluation of child labour in agriculture Measuring the impacts of agricultural and food security.
- FAO. 2015. ESS Working Paper n° ESS 15-10. Decent work indicators for agriculture and rural areas conceptual issues, data collection challenges and possible areas for improvement.
- FIDA. 2002. A guide for project M&E, Rome.
- FIDA. 2009. Manuel de l'évaluation. Méthodologie et processus. Rome.
- GDPRD, FAO et Banque mondiale. 2008. Tracking results in agriculture and rural development in less-than-ideal conditions. A sourcebook of indicators for monitoring and evaluation.
- GNUD. 2011. Results-based Management Handbook.
- IDEAS. Site internet de l'Association internationale de l'évaluation du développement (IDEAS).
- Mayne, J. 2008. Contribution analysis: An approach to exploring cause and effect. ILAC Brief 16.
- OIT. 2012. Decent work indicators: concepts and definitions: ILO manual. First edition. Genève.
- Stern, E., Stame, N., Mayne, J., Forss, K., Davies, R. et Befani, B. 2012. Broadening the range of designs and methods for impact evaluation. Working Paper 38. Londres, Department for International Development.



Bibliographie

- Banque Mondiale.** 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement*. Washington, D.C.
- Banque Mondiale.** 2015. Povcalnet. Online analysis tool for global poverty monitoring (available at <http://iresearch.worldbank.org/povcalnet/index.htm>). Dernier accès November 2015. Les valeurs de 1,25 et 2,00 dollars par jour correspondent aux seuils internationaux de pauvreté, mesurés en dollars PPA constants de 2005.
- Berg, B.** 2001. *Qualitative research methods for the social sciences*. Boston, Allyn and Bacon.
- Denzin, N. & Lincoln, Y.** 2005. *The SAGE handbook of qualitative research*. Thousand Oaks, Sage Publications.
- BIT.** 1999. *Rapport du Directeur-général: Un travail décent*.
- BIT, IPEC.** 2013. *Mesurer les progrès dans la lutte contre le travail des enfants – Estimations et tendances mondiales 2000-2012*. Genève
- BIT. 2011.** *Enfants dans les travaux dangereux: Ce que nous savons, Ce que nous devons faire*. IPEC, BIT. p. 92 -93. 2011 Liste des pays qui ont élaboré une liste des travaux dangereux, disponible à l'adresse http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_155428.pdf.
- BIT.** 2014. **Les règles du jeu: Une brève introduction aux normes internationales du travail**. Genève, p.12
- ECOSOC.** 2012. Déclaration ministérielle (2006), correspondant aux résolutions (2007/2 et 2008/18 de l'ecosoc et Déclaration ministérielle ECOSOC (2012).
- ECOSOC.** 2012. *Examen ministériel annuel. Déclaration ministérielle: Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux et en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement*. Les précédentes déclarations et recommandations pertinentes sur ce sujet sont la Déclaration ministérielle de l'ECOSOC (2006) et les Résolutions correspondantes de l'ECOSOC 2007/2 et 2008/18.
- FAO, FIDA, OIT.** 2010. *Gender dimensions of agricultural and rural employment: Differentiated pathways out of poverty – Status, trends and gaps*.
- FAO.** 1988. *Rapport du Conseil de la FAO, 94e Session, 1988*. Rome, Italie.
- FAO.** 2012. *Promouvoir des emplois ruraux décents pour plus de sécurité alimentaire: Raisons d'agir*. Rome, Italie.
- FAO.** 2014. *Cibles et indicateurs pour le Programme de développement pour l'après 2015 et les Objectifs de développement durable*. p. 11 (disponible en anglais à l'adresse http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/post-2015/FAO_TI_14_themes_24_06_2014.pdf). Rome, Italie.
- FAO.** 2014. *Construire une vision commune pour une alimentation et une agriculture durables – Principes et approches* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i3940f.pdf>). Rome, Italie.
- FAO.** 2014. *Développer des chaînes de valeur alimentaires durables – Principes directeurs*. p. 20. Rome, Italie.
- FAO.** 2014. *Promoting economic diversification and decent rural employment towards greater resilience to food price volatility* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/019/i3574e/i3574e.pdf>).
- FAO.** 2015. ESS Working Paper No. ESS 15-10. Decent work indicators for agriculture and rural areas conceptual issues, data collection challenges and possible areas for improvement (p. 14). Rome, Italie.
- FAO.** 2015. Fiche d'information sur l'emploi rural décent (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-bc270e.pdf>). Rome, Italie.

- FAO.** 2015. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture. Protection sociale et agriculture - Briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale.* Rome, Italie.
- FAO.** 2016. *The right to adequate food and the right to decent work: Joining forces in rural areas.* Rome, Italie.
- FIDA.** 2011. Nourrir les générations futures: jeunes ruraux aujourd'hui, agriculteurs productifs et prospères demain. Discussion en plénière, 34ème session du Conseil des gouverneurs. Rome, Italie.
- FIDA.** 2011. *Rural poverty report.* Rome, Italie.
- Filmer, D. & Fox, L.** 2014. *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne. Série Forum pour le développement de l'Afrique.* Washington, DC, Banque mondiale.
- Filmer, D., & Fox, L.** 2014. *Abrégé: L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne.* Washington, DC, Banque mondiale.
- Losch, B., Fréguin-Gresh, S. & White, E.** 2011. *Rural transformation and late developing countries in a globalizing world. A comparative analysis of rural change.* Final Report of the RuralStruc Program, revised version. Washington, DC, Banque mondiale.
- Nations Unies.** 2007. *The employment imperative.* Report on the World Social Situation 2007, Chapter IV, New York.
- Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.** 2014. *World urbanization prospects: The 2014 revision.* Edition CD-ROM (disponible sur <http://esa.un.org/unpd/wup/>).
- Nations Unies.** 2015. *World population prospects: 2015 revision.* New York.
- OIT, FAO, IUF.** 2007. *Les travailleurs agricoles et leur contribution à l'agriculture et au développement rural durables.* Genève.
- OIT, KILM.** 2015. 17. Pauvreté, répartition des revenus, emploi par catégorie de revenus et travailleurs pauvres. disponible sur: http://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/research-and-databases/kilm/WCMS_501569/lang--fr/index.htm.
- OIT.** 1999. *Rapport du Directeur-général: Un travail décent.* Genève
- OIT.** 2006. *Foire aux questions sur le travail décent: Faire du travail décent un objectif mondial.* Genève.
- OIT.** 2010. *Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'agriculture.* Genève.
- OIT.** 2011. *Assessing green jobs potential in developing countries: A practitioner's guide.* Genève.
- OIT.** 2012. *Tendances mondiales de l'emploi 2012: Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi.* Genève.
- OIT.** 2015. *Emploi Questions sociales Monde 2015 Des modalités d'emploi en pleine mutation.* Genève.
- OIT.** 2015. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015: Développer les investissements dans des emplois décents pour les jeunes.* Genève.
- OIT.** 2015. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2015: Développer les investissements dans des emplois décents pour les jeunes.* Genève.
- PNUD.** 2014. *Rapport sur le développement humain 2014* (disponible sur <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr14-report-fr.pdf>).
- UNRISD.** 2011. *Combattre la pauvreté et l'inégalité: changement structurel, politique sociale et conditions politiques.* Genève. Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: l'agriculture au service du développement.* Washington, DC. Banque mondiale. 2012. *World Development Report 2013: Jobs.* Washington, DC.

Annexe 1

Principales normes internationales (contraignantes et volontaires) applicables au travail décent dans l'agriculture et les zones rurales

Normes internationales du travail pertinentes pour les zones rurales, par secteur	
Liberté d'association	Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
	Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949
	Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
	Convention (n° 141) et Recommandation (n° 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
Travail forcé	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
	Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
Travail des enfants	Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973
	Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999
Égalité de chances et de traitement	Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958
	Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951
Consultations tripartites	Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 et Recommandation (n° 152) sur les consultations tripartites relatives aux activités de l'Organisation internationale du travail, 1976
Inspection du travail	Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, Protocole de 1995 et Recommandation (n° 81) sur la Convention sur l'inspection du travail, 1947
	Convention (n° 129) et Recommandation (n° 133) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
Politique de l'emploi	Recommandation (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964
	Recommandation (n° 169) concernant la politique de l'emploi (dispositions complémentaires), 1984
	Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975 et Recommandation (n° 195) correspondante, 2004
	Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983
	Recommandation (n° 189) sur la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises, 1998
	Recommandation (n° 193) sur la promotion des coopératives, 2002
	Recommandation (n° 198) sur la relation de travail, 2006
Salaires	Convention (n° 99) et Recommandation (n° 89) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
	Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
Temps de travail	Convention (n° 47) des quarante heures, 1935, et Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Source: Adapté de OIT. 2012. *Renforcer les capacités des travailleurs, des employeurs et des communautés en milieu rural par les normes internationales du travail. Points clés et orientations pour l'action pour protéger les droits du travail des travailleurs ruraux afin de leur permettre de contribuer au développement rural.*

Sécurité et santé au travail (SST)	Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, Protocole de 2002 à la Convention n° 155 et Recommandation n° 161, 1979
	Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006
	Convention (n° 184) et Recommandation (n° 192) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001
Sécurité sociale	Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
	Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927
	Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
	Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
	Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933
	Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
	Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
	Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
	Convention (n° 183) et Recommandation (n° 191) sur la protection de la maternité, 2000
	Recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012
Travailleurs migrants	Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
	Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975 et Recommandations
Gens de mer	Convention du travail maritime, 2006 (MLC)
Pêche	Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007 (entrée en vigueur 16 nov. 2017)
	Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
Peuples autochtones et tribaux	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989
Plantations	Convention (n° 110) sur les plantations, 1958, et Protocole de 1982 relatif à la Convention sur les plantations, 1958
Fermiers et métayers	Recommandation (n° 132) relative aux fermiers et métayers, 1968

Instruments internationaux des droits de l'homme contenant des dispositions sur le travail, applicables à tous les travailleurs ruraux

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1966)

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966)

Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966)

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979)

Convention relative aux droits de l'enfant (1989)

Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (2006)

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007)

Principales normes volontaires internationales intéressant l'agriculture et le développement rural, qui se réfèrent au travail décent

Norme	Texte pertinent
<u>Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires</u> , approuvés par le CSA (Comité de la sécurité alimentaire mondiale) à sa quarante-et-unième session, le 15 octobre 2014	<p>Principe 2: Contribuer à un développement économique durable et sans exclusion et à l'éradication de la pauvreté</p> <p>L'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires contribue à un développement économique durable et sans exclusion et à l'éradication de la pauvreté:</p> <ul style="list-style-type: none"> i. en respectant les principes et droits fondamentaux au travail, en particulier ceux des travailleurs du secteur agricole et alimentaire, tels que définis dans les principales conventions de l'OIT; ii. en contribuant à la mise en œuvre des autres normes internationales relatives au travail, le cas échéant, et tout particulièrement les normes pertinentes pour le secteur agroalimentaire et pour l'élimination des pires formes de travail des enfants; iii. en créant de nouveaux emplois et en favorisant le travail décent en améliorant les conditions de travail et la sécurité et la santé au travail, en garantissant un salaire minimum vital correct et/ou en offrant une formation pour l'avancement dans la carrière; iv. en accroissant le revenu, en créant de la valeur pour tous au moyen de contrats justes, en favorisant l'entrepreneuriat et les débouchés commerciaux, tant sur les exploitations que pour les parties prenantes en amont et en aval de celles-ci; v. en contribuant au développement rural, en améliorant la couverture sociale et la fourniture de biens et de services publics tels que la recherche, les soins de santé, l'enseignement, le renforcement des capacités, les finances, l'infrastructure ou le fonctionnement des marchés, et en renforçant les institutions rurales; [...]
<u>Principes pour le secteur de l'alimentation et de l'agriculture</u> , 2014 (dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies)	<p>Principe 4: Respecter les droits de l'homme, créer des emplois décents et aider les communautés à prospérer</p> <p>Les entreprises sont invitées à respecter les droits des agriculteurs, des travailleurs et des consommateurs. Elles sont invitées à améliorer les moyens d'existence, à promouvoir et assurer l'égalité des chances, de façon à ce que les communautés deviennent attractives pour y vivre, travailler et investir.</p>
<u>Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté</u> , approuvées par le Comité des pêches à sa trente-et-unième session en juin 2014	<p>Section 6. Développement social, emploi et travail décent</p> <p>6.6 Les États sont appelés à promouvoir des conditions de travail décentes pour tous les travailleurs du secteur de la pêche artisanale, aussi bien dans le secteur structuré que dans le secteur non structuré. Il leur appartient aussi de créer les conditions voulues pour que les activités de pêche des secteurs structurées et non structurées soient prises en compte de façon à assurer la durabilité de la pêche artisanale, dans le respect de la législation nationale. [...]</p> <p>6.10 Les États et les acteurs du secteur de la pêche artisanale, y compris les autorités traditionnelles et coutumières, se doivent de comprendre, reconnaître et respecter le rôle des pêcheurs migrants et des travailleurs du secteur de la pêche artisanale, dans la mesure où la migration constitue une stratégie de subsistance courante chez les artisans pêcheurs. Il appartient aux États et aux acteurs du secteur de la pêche artisanale de créer ensemble les cadres nécessaires à une intégration juste et appropriée des migrants qui pratiquent une exploitation durable des ressources halieutiques et ne portent pas préjudice à la gouvernance de la pêche à assise communautaire locale ni au développement de la pêche artisanale, en accord avec la législation nationale. Il faut que les États reconnaissent qu'il est important de veiller à la coordination entre leurs administrations respectives en ce qui concerne les migrations transnationales de pêcheurs et de travailleurs du secteur de la pêche artisanale. Il convient de décider des politiques et des mesures de gestion en consultation avec les institutions et les organisations d'artisans pêcheurs.</p> <p>6.12 Il convient que les États abordent les questions de santé au travail et le problème des conditions de travail abusives concernant tous les artisans pêcheurs et travailleurs du secteur de la pêche, en veillant à ce que la législation nécessaire soit mise en place et appliquée, conformément aux normes nationales et internationales relatives aux droits de l'homme et aux instruments internationaux auxquels ils sont Parties, comme le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les conventions pertinentes de l'Organisation internationale du travail (OIT). Toutes les Parties s'efforcent de garantir la prise en compte de la question de la santé et de la sécurité au travail comme faisant partie intégrante de la gestion des pêches et des initiatives de développement du secteur.</p> <p>6.13 Les États sont appelés à éradiquer le travail forcé, interdire la servitude pour dettes des femmes, des hommes et des enfants et adopter des mesures efficaces visant à protéger les pêcheurs et les travailleurs du secteur de la pêche, y compris les migrants, en vue d'une élimination complète du travail forcé dans le secteur de la pêche, y compris la pêche artisanale.</p> <p>6.14 Il appartient aux États d'assurer et de favoriser l'accès aux écoles et autres établissements d'enseignement qui répondent aux besoins des communautés d'artisans pêcheurs et permettent aux jeunes d'accéder plus facilement à des emplois rémunérés et décents, tout en respectant les choix de carrière de chacun et l'égalité des chances pour tous, garçons et filles, hommes et femmes.</p>

	<p>6.15 Il convient que les acteurs du secteur de la pêche artisanale reconnaissent l'importance du bien-être et de l'éducation des enfants pour l'avenir des enfants eux-mêmes, mais aussi de la société tout entière. Les enfants doivent aller à l'école et être protégés contre toute forme de maltraitance. Tous leurs droits doivent être respectés, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant.</p> <p>6.16 Toutes les parties se doivent de prendre acte de la complexité des enjeux relatifs à la sécurité concernant les pêches continentales et maritimes, ainsi que des causes multiples des défauts de sécurité. Ces considérations s'appliquent à l'ensemble des activités de pêche. Les États sont censés assurer l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de dispositions légales et réglementaires nationales appropriées et conformes aux directives internationales de la FAO, de l'OIT et de l'Organisation maritime internationale (OMI) applicables aux activités de pêche et à la sécurité en mer dans le cadre de la pêche artisanale.</p> <p>6.17 Il importe que les États reconnaissent que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales cohérentes et intégrées, s'inscrivant le cas échéant dans le cadre d'une coordination régionale, sont le meilleur moyen d'améliorer la sécurité en mer, y compris la santé et la sécurité au travail, dans les pêcheries artisanales (maritimes et continentales). En outre, Il faut que la sécurité en mer des artisans pêcheurs soit intégrée de manière plus générale dans la gestion des pêches. Il appartient aux États de contribuer, entre autres, à continuer à communiquer des informations sur les accidents au niveau national, à élaborer des programmes de sensibilisation à la sécurité en mer et à adopter une législation appropriée dans ce domaine pour la pêche artisanale. [...]</p>
<p><u>Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable</u>, adopté le 31 octobre 1995, par la Conférence de la FAO</p>	<p>Principes généraux</p> <p>6.13 Les États devraient veiller à ce que, dans la mesure où les lois et les règlements nationaux le permettent, les processus de décisions soient transparents et permettent de résoudre en temps voulu des questions urgentes. Conformément aux procédures appropriées, lors de la prise de décision relative à l'élaboration des lois et des orientations de politiques concernant l'aménagement et le développement des pêcheries, ainsi que l'assistance et les prêts internationaux, les États devraient faciliter la consultation et la participation effective de l'industrie, des travailleurs du secteur, des organisations environnementales et autres organisations intéressées.</p> <p>6.17 Les États devraient assurer que les installations et l'équipement utilisés pour la pêche, ainsi que toutes les activités dans le secteur de la pêche, permettent des conditions de vie et de travail sûres, saines et équitables, et soient conformes aux normes internationalement convenues, adoptées par les organisations internationales pertinentes.</p> <p>8 – Opérations de pêche</p> <p>8.1.5 Les États devraient veiller à ce que soient adoptées des normes de santé et de sécurité pour toutes les personnes employées dans le cadre d'opérations de pêche. Ces normes ne devraient pas être inférieures aux exigences minimales des accords internationaux pertinents concernant les conditions de travail et de service.</p> <p>8.1.7 Les États devraient, par des programmes d'éducation et de formation, renforcer la préparation et les compétences des pêcheurs et, le cas échéant, leurs qualifications professionnelles. Ces programmes devraient tenir compte des normes et directives internationales convenues.</p> <p>8.2.5 Les États du pavillon devraient veiller à ce que soient respectées, en ce qui concerne les navires de pêche et les pêcheurs, les prescriptions de sécurité appropriées conformément aux conventions internationales, aux codes d'usages internationalement adoptés et aux directives facultatives. Les États devraient adopter des prescriptions appropriées de sécurité pour tous les bateaux de petite taille qui ne sont pas couverts dans les conventions internationales, codes d'usages ou directives facultatives.</p> <p>8.2.8 Les États du pavillon devraient faciliter l'accès des propriétaires et des affrêteurs des bateaux de pêche aux services d'assurance. Les propriétaires ou affrêteurs de navires de pêche devraient être suffisamment assurés pour protéger les équipages de ces navires et leurs intérêts, pour indemniser les tierces parties en cas de pertes et de dommages et pour protéger leurs propres intérêts.</p> <p>8.2.9 Les États du pavillon devraient veiller à ce que les membres des équipages aient droit au rapatriement des marins, compte tenu des principes inscrits dans la Convention (n° 166) sur le rapatriement des gens de mer (révisée), 1987.</p> <p>8.3.2 Les États du port devraient prêter, conformément à leur législation nationale et au droit international, aux États du pavillon l'assistance appropriée lorsqu'un navire de pêche se trouve volontairement dans un port ou à un terminal au large de l'État du port et que l'État du pavillon du navire demande l'assistance de l'État du port en cas de non-observation de mesures sous-régionales, régionales ou mondiales de conservation et de gestion ou de normes minimales internationalement convenues pour la prévention de la pollution, pour la sécurité, la santé et les conditions de travail à bord des navires de pêche.</p> <p>8.4.1 Les États devraient veiller à ce que les opérations de pêche soient conduites en prenant dûment en considération la sécurité des pêcheurs et l'Accord de l'OMI visant à prévenir les collisions en mer, ainsi que ses prescriptions concernant l'organisation du trafic maritime, la protection de l'environnement marin et la prévention des dommages aux engins de pêches ou de leur perte.</p>

Code de conduite international sur la gestion des pesticides, 2014

Les groupes vulnérables comprennent les femmes enceintes et les mères allaitantes, les enfants à naître, les nourrissons et les enfants, les personnes âgées, les personnes touchées par le VIH/sida, ainsi que les travailleurs et les résidents fortement exposés aux pesticides sur le long terme.

- 3.6 Les pesticides dont la manipulation et l'application exigent l'utilisation d'un équipement protecteur individuel inconfortable, coûteux ou difficile à se procurer doivent être évités, notamment par les utilisateurs non industriels et par les travailleurs agricoles dans les climats chauds.
- 3.9 Toutes les parties concernées, y compris les agriculteurs et les associations d'agriculteurs, les chercheurs spécialisés dans la lutte intégrée contre les ravageurs et les vecteurs, les agents de vulgarisation, les conseillers agricoles, l'industrie alimentaire, les fabricants de pesticides biologiques ou chimiques et de matériel de traitement, les professionnels de la lutte contre les ravageurs, le personnel de santé publique, les groupes environnementaux et les représentants d'associations de consommateurs, ainsi que d'autres groupes d'intérêt public, doivent jouer un rôle actif de prévention dans la mise au point et la promotion de la lutte intégrée contre les ravageurs et les vecteurs.

Lorsqu'ils installent des unités de production de pesticides répondant à des standards appropriés dans les pays en développement, les fabricants et les gouvernements doivent coopérer pour:

- 5.5.2 prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger les travailleurs, les passants, les populations proches et l'environnement.

Les gouvernements doivent:

- 6.1.1 adopter des politiques et dispositions légales nécessaires relatives à la réglementation des pesticides et à la commercialisation et utilisation de ces produits tout au long de leur cycle de vie et prendre des dispositions pour en assurer une coordination et une mise en œuvre effectives, notamment en créant des services appropriés de formation, de conseil, de vulgarisation et de santé en se fondant sur les directives de la FAO et de l'OMS et, s'il y a lieu, sur les dispositions pertinentes d'instruments juridiquement contraignants. À cet effet, les gouvernements doivent prendre pleinement en compte des facteurs tels que les besoins du pays, les conditions économiques et sociales, le niveau d'instruction, les conditions climatiques et la disponibilité à un prix abordable d'équipements appropriés pour l'application des pesticides et la protection des utilisateurs;
- 6.1.2 ainsi que le recommande le Partenariat international de coopération sur le travail des enfants et l'agriculture, adopter une législation visant à empêcher que les pesticides soient utilisés par les enfants ou qu'ils ne leur soient vendus. Les pays qui ont ratifié la Convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants doivent inscrire les tâches comportant l'utilisation des pesticides sur la liste nationale des travaux dangereux pour les enfants;
- 6.1.3 adopter et mettre en application des lois régissant la publicité sur les pesticides dans tous les médias afin que celle-ci soit conforme aux conditions d'homologation en ce qui concerne les instructions et les mises en garde figurant sur les étiquettes, s'agissant notamment de l'entretien et de l'utilisation appropriés du matériel de traitement, de l'équipement protecteur individuel, des précautions particulières à prendre pour protéger les groupes vulnérables ou des dangers liés à la réutilisation des contenants.

L'industrie des pesticides doit:

- 5.2.4.6 (consentir tous les efforts possibles pour réduire les risques posés par les pesticides en) utilisant des emballages qui ne soient pas attrayants pour les enfants ni faciles à ouvrir par eux, notamment quand il s'agit de produits pour un usage domestique;
- 11.2.12 veiller à ce que les annonces publicitaires ne contiennent aucune représentation visuelle de pratiques potentiellement dangereuses, telles que: mélange ou application sans vêtement protecteur adéquat, utilisation à proximité d'aliments, utilisation par des enfants ou au voisinage de ceux-ci;

Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, adoptée par le Conseil d'administration du Bureau international du travail, 2006

Promotion de l'emploi

[...]

13. Pour stimuler une croissance et un développement économiques durables, relever le niveau de vie, répondre aux besoins en matière d'emploi et remédier au chômage et au sous-emploi, les gouvernements devraient formuler et appliquer, comme un objectif essentiel, une politique active visant à promouvoir le plein emploi productif et librement choisi.
14. Cela est particulièrement important dans le cas des gouvernements des pays d'accueil où les problèmes de chômage et de sous-emploi revêtent le plus de gravité, en particulier dans les régions en développement. À cet égard, il convient de garder à l'esprit les conclusions générales adoptées par la Conférence internationale tripartite sur l'emploi, la répartition des revenus et le progrès social et la Division internationale du travail (Genève, juin 1976), ainsi que par l'Agenda global pour l'emploi (Genève, mars 2003).
15. Les paragraphes 13 et 14 tracent le cadre dans lequel il devrait être dûment tenu compte, aussi bien dans les pays du siège que dans les pays d'accueil, de l'impact des entreprises multinationales sur l'emploi.

16. Les entreprises multinationales devraient, surtout lorsqu'elles exercent leur activité dans des pays en développement, s'efforcer d'améliorer les possibilités et normes d'emploi, compte tenu de la politique et des objectifs des gouvernements en matière d'emploi, ainsi que de la sécurité de l'emploi et de l'évolution à long terme de l'entreprise. [...]
18. Les entreprises multinationales devraient donner la priorité à l'emploi, à l'épanouissement professionnel, à la promotion et à l'avancement des ressortissants du pays d'accueil à tous les niveaux, en coopération, le cas échéant, avec les représentants des travailleurs qu'elles emploient ou des organisations auxquelles ils appartiennent et avec les autorités gouvernementales.
19. Lorsqu'elles investissent dans des pays en développement, les entreprises multinationales devraient tenir compte de la nécessité de recourir à des techniques qui génèrent des emplois, directement ou indirectement. [...]
20. Pour promouvoir l'emploi dans les pays en développement, dans le contexte d'une économie mondiale en expansion, les entreprises multinationales devraient, chaque fois que cela possible, envisager de conclure avec des entreprises nationales des contrats pour la fabrication de pièces et d'équipements, d'utiliser des matières premières locales et d'encourager progressivement la transformation sur place des matières premières. [...]

Égalité de chances et de traitement

21. Les gouvernements devraient mener des politiques visant à promouvoir l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi, en vue d'éliminer toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale ou sociale. [...]

Sécurité de l'emploi

25. Les entreprises multinationales ainsi que les entreprises nationales devraient s'efforcer d'assurer, par une planification active de l'emploi, un emploi stable aux travailleurs employés par chaque entreprise et s'acquitter des obligations librement négociées concernant la stabilité de l'emploi et la sécurité sociale. [...]

Formation

29. Les gouvernements devraient, en coopération avec toutes les parties intéressées, élaborer des politiques nationales de formation et d'orientation professionnelles étroitement liées à l'emploi, traçant ainsi le cadre dans lequel les entreprises multinationales devraient inscrire leur politique de formation.
30. Les entreprises multinationales devraient veiller, en déployant leurs activités, à ce que les travailleurs qu'elles emploient bénéficient à tous les niveaux, dans le pays d'accueil, d'une formation appropriée qui réponde aux besoins de l'entreprise ainsi qu'à la politique de développement du pays. Cette formation devrait, dans la mesure possible, développer des aptitudes utiles en général et promouvoir les possibilités de carrière. Cette responsabilité devrait s'exercer, le cas échéant, en coopération avec les autorités du pays, les organisations d'employeurs et de travailleurs et les institutions locales, nationales ou internationales compétentes.
31. Les entreprises multinationales qui exercent leurs activités dans des pays en développement devraient participer, au même titre que les entreprises nationales, à des programmes, y compris des fonds spéciaux, encouragés par les gouvernements des pays d'accueil et soutenus par les organisations d'employeurs et de travailleurs. Ces programmes devraient viser à encourager l'acquisition et le développement de compétences et à fournir une orientation professionnelle. Ils devraient être administrés conjointement par les parties qui les soutiennent. Autant que possible, les entreprises multinationales devraient, à titre de participation au développement national, fournir les services de personnel de formation qualifié pour aider à mettre en œuvre les programmes de formation organisés par les gouvernements. [...]

Salaires, prestations et conditions de travail

33. Les salaires, prestations et conditions de travail offerts par les entreprises multinationales ne devraient pas être moins favorables pour les travailleurs que ceux qu'accordent les employeurs comparables dans le pays concerné.
34. Lorsque les entreprises multinationales exercent leurs activités dans des pays en développement dans lesquels il n'existe pas d'employeurs comparables, elles devraient octroyer les meilleurs salaires, prestations et conditions de travail possibles, compte tenu des politiques gouvernementales. Ces conditions dépendent de la position économique de l'entreprise, mais elles doivent au moins être adéquates pour satisfaire les besoins essentiels des travailleurs et de leurs familles. [...]
35. Les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement, devraient s'efforcer d'adopter des mesures appropriées afin d'assurer que les groupes à bas revenus et les régions peu développées profitent autant que possible des activités des entreprises multinationales.

Âge minimum

36. Les entreprises multinationales ainsi que les entreprises nationales devraient respecter l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail, en vue d'assurer l'abolition effective du travail des enfants dans le cadre de leurs activités, et devraient prendre d'urgence, dans leur domaine de compétence, des mesures immédiates et efficaces pour assurer l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants.

Sécurité et santé

37. Les gouvernements devraient faire en sorte que les entreprises multinationales et les entreprises nationales appliquent des normes adéquates en matière de sécurité et de santé pour protéger leurs employés. [...]

38. Les entreprises multinationales devraient maintenir les normes de sécurité et de santé les plus élevées, conformément aux exigences nationales, compte tenu de l'expérience de chaque entreprise dans son ensemble, y compris la connaissance de risques particuliers. [...]

Voir aussi les sections sur: la liberté syndicale et le droit d'organisation, la négociation collective, la consultation, l'examen des réclamations, le règlement des conflits du travail.

Autres instruments volontaires pertinents

Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Conseil de la FAO, 2004)

Recueil de directives pratiques de l'OIT sur la sécurité et la santé dans les travaux forestiers (1998)

Principes directeurs de l'OIT pour l'inspection du travail dans la foresterie (2005)

OIT, Directives pour les agents chargés du contrôle par l'État du port effectuant des inspections en application de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007 (2011)

FAO, Directives techniques relatives à la certification en aquaculture (Comité des pêches, 2011)

FAO, Code modèle des pratiques d'exploitation forestière (1996)

FAO, Code des pratiques d'exploitation forestière pour l'Asie et le Pacifique (FAO, 1999)

FAO, Code régional d'exploitation forestière à faible impact dans les forêts denses tropicales humides d'Afrique centrale et de l'Ouest (2003)

FAO/OIT/OMI, Recueil de règles de sécurité pour les pêcheurs et les navires de pêche, Parties A et B (révisé 2005)

FAO/OIT/OMI, Directives volontaires pour la conception, la construction et l'équipement des petits navires de pêche (2005)

Annexe 2

Évaluations d'impact *ex ante* intéressant l'ERD

Objectif

L'évaluation des effets escomptés sur l'emploi d'une politique, d'une stratégie ou d'un programme peut s'inscrire dans une analyse d'impact socioéconomique plus générale. Ce type d'analyse est généralement conduit avant la mise en œuvre d'une politique ou d'un programme pour en prévoir les impacts, et générer des données probantes pour éclairer le dialogue sur les politiques et la prise de décisions.

Processus

La première étape d'une évaluation d'impact est une analyse qualitative des effets probables d'une intervention. Si cette analyse montre qu'elle peut avoir des effets significatifs sur l'emploi, on effectue une analyse plus approfondie; à cette fin, on peut opter pour des approches qualitatives et/ou quantitatives ou combiner les deux méthodes, selon qu'il est ou non possible de quantifier les impacts et selon la disponibilité des données.

Si les données ne sont pas disponibles ou difficilement quantifiables, on a le choix entre:

- a. Effectuer une analyse qualitative, basée sur des entretiens, des discussions de groupe et des études de cas.
- b. Collecter de nouvelles données quantitatives au moyen d'enquêtes «personnalisées», sachant toutefois que les enquêtes coûtent cher et qu'elles doivent être périodiquement mises à jour, pour suivre l'évolution de la situation à travers le temps.

Questions-guide sur l'ERD à inclure dans une évaluation d'impact *ex ante*

1. **Création d'emplois et d'entreprises, et marché du travail:** L'intervention facilite-t-elle la création d'emplois et d'entreprises dans les zones rurales? Dans quels secteurs? Entraîne-t-elle directement des pertes d'emploi? Ces suppressions d'emploi peuvent-elles être compensées par d'autres activités dans le cadre du programme ou de programmes connexes? (par ex., la mécanisation pourrait réduire la charge de travail des femmes, mais aussi entraîner des suppressions d'emplois, lesquelles pourraient être compensées par la fourniture de services liés aux intrants mécanisés). L'intervention a-t-elle des conséquences négatives pour certains groupes de ruraux occupant un emploi salarié ou travaillant à leur compte? Affecte-t-elle en particulier certains groupes d'âge (par ex., les jeunes, les personnes âgées)? Affecte-t-elle davantage les femmes rurales que les hommes, ou de manière différente? A-t-elle une incidence sur la demande de main-d'œuvre? A-t-elle un impact sur le fonctionnement du marché du travail rural? Une politique peut affecter le marché du travail en favorisant la concentration, ce qui portera atteinte à la compétitivité des petits producteurs et des micro et petites entreprises).
2. **Normes et droits relatifs à la qualité des emplois:** L'intervention a-t-elle un impact sur la qualité des emplois ruraux? Conduit-elle à une amélioration ou à une dégradation des conditions de travail dans les zones rurales et dans le secteur agricole en particulier (notamment pour les producteurs agricoles)? Entraîne-t-elle une augmentation ou une réduction du travail des enfants? Affecte-t-elle l'accès des travailleurs ou des demandeurs d'emploi des zones rurales à une formation professionnelle ou continue? Aura-t-elle une incidence sur la santé, la sécurité et la dignité des travailleurs? L'intervention affecte-t-elle

les droits et les obligations existants des travailleurs et des employeurs, en particulier en matière d'information et de consultation, de protection contre le licenciement et de sécurité sociale? A-t-elle un impact sur la protection des femmes et des jeunes au travail?

3. **Inclusion et protection sociales:** L'intervention a-t-elle un impact sur l'accès au marché du travail ou sur les transitions vers ou hors du marché du travail. Entraîne-t-elle directement ou indirectement une plus grande égalité/inégalité au travail (par ex., à travers la hausse/baisse du coût de services importants tels que les soins des enfants, la santé, la formation et l'éducation)? L'intervention affecte-t-elle des groupes d'individus, des entreprises, des localités spécifiques, en particulier les plus vulnérables ou les plus à risque en termes de pauvreté et de déficits de travail décent?
4. **Égalité des sexes, égalité de chances et de traitement et la non-discrimination:** L'intervention garantit-elle l'égalité de traitement et de chances pour tous? Implique-t-elle des différences de traitement entre les groupes ou les personnes, fondées par exemple, sur la race, l'appartenance ethnique ou l'origine sociale, la religion ou les croyances, le sexe, l'âge ou l'orientation sexuelle? L'intervention a-t-elle un impact différent sur les femmes et sur les hommes? Promeut-elle l'égalité hommes-femmes dans l'accès à l'emploi?
5. **Inclusion des jeunes:** L'intervention a-t-elle une incidence sur l'accès des jeunes au marché du travail, en particulier sur leur engagement dans l'agriculture? Promeut-elle des opportunités d'emploi, de formation et d'entrepreneuriat en faveur de la jeunesse? A-t-elle une incidence sur la protection des jeunes au travail, en particulier des femmes?

Sources d'information

Les principales sources d'information comparées au niveau international sur l'agriculture et l'ERD sont la FAO, l'OIT, la Banque mondiale et l'OCDE. Toutefois, les données sur les zones rurales et les contextes informels sont très incomplètes, en particulier en ce qui concerne:

- **L'emploi et le marché du travail.** Il est relativement facile de mesurer ces effets et les enquêtes sur la main-d'œuvre et les études sur la mesure des niveaux de vie fournissent des données. Néanmoins, la disponibilité des données varie suivant les pays et elle tend à diminuer aux niveaux de désagrégation les plus bas, en particulier en ce qui concerne les zones rurales, le sexe et certains groupes d'âge.
- **Les normes et les droits relatifs à la qualité de l'emploi.** Le système d'information NORMLEX de l'OIT fournit des données récentes sur l'application des normes internationales du travail, par pays, alors que la base de données NATLEX de cette même organisation contient des informations sur les législations nationales du travail, par pays. Le Programme de pays pour un travail décent (PPTD) de l'OIT peut aussi fournir des renseignements utiles pour comprendre la situation actuelle des normes du travail dans un pays donné. Cependant, les données concernant les zones rurales tendent à être très insuffisantes.
- **L'inclusion et la protection sociales.** Ce domaine peut être complexe, car les deux concepts revêtent de multiples dimensions. Les principales sources d'information sont les enquêtes sur la main-d'œuvre, les études sur la mesure des niveaux de vie et les enquêtes sur le budget des ménages.
- **L'égalité des sexes, l'égalité de chances et de traitement et la non-discrimination.** Les données provenant de sources officielles concernant les principaux indicateurs (chômage, éducation et pauvreté) sont généralement ventilées selon le sexe et l'âge. Les autres données – concernant notamment l'utilisation du temps, l'accès aux ressources, la formation ou les services ruraux – sont plus difficiles à trouver.
- **L'inclusion des jeunes:** Sauf pour les principaux indicateurs, comme les taux de chômage et de sous-emploi des jeunes, les données sont souvent très limitées – en particulier sur les zones rurales – et rarement ventilées selon le sexe ou l'âge.

Dans la mesure du possible, il faut ventiler les données et les informations selon le sexe et les principaux groupes d'âge (enfants de 5 à 17 ans; jeunes de 15 à 24 ans et/ou de 15 à 35 ans; adultes de 18 à 60 ans; personnes âgées ≥ 61 ans). Pour plus de détails sur les données et informations disponibles concernant l'ERD, voir l'annexe 3.

Ressources traitant d'approches plus complexes pour les évaluations d'impact *ex ante* (notamment pour des programmes sectoriels de grande ampleur)

Diverses organisations ont élaboré des outils complexes pour réaliser des évaluations d'impact *ex-ante*. Le choix de l'outil dépend des principales exigences et du ciblage de l'évaluation, mais il doit toujours être adapté au contexte.

- OIT: Évaluation des impacts sur l'emploi au moyen de la Matrice de comptabilité sociale (MCS). Le cas de l'Indonésie et du Mozambique.
- OIT. 2013. Methodologies for assessing green jobs. Policy brief.
- OCDE. Analyse de l'impact sur la pauvreté (AIP):
 - PIA Case Study Ghana. African Cashew initiative. 2010.
- Banque mondiale. Site Web sur l'Analyse de l'impact sur la pauvreté et le social (AIPS).
- Banque mondiale, Integrating a child and youth focus into Poverty and Social Impact Analysis (PSIA):
 - Key Questions for Child-Focused PSIA.
 - Key Questions for Youth-Focused PSIA.
- Ecorys. 2010. Review of Methodologies applied for the assessment of employment and social impacts.
- OCDE. 2007. Guide pratique pour l'analyse préalable de l'impact sur la pauvreté.
- Crissman, C.C., Abernethy, K., Delaporte, A. et Timmers, B. 2013. A Practical Guide for Ex-ante Impact Evaluation in Fisheries and Aquaculture.
- PNUD. 2012. Human development impact assessment of trade policy: A Toolkit.

Annexe 3

Réunir des données et des informations sur l'ERD

Sources nationales les plus courantes d'informations (données) quantitatives sur le travail:

Enquêtes multithématiques intégrées sur les ménages (études sur la mesure des niveaux de vie), enquêtes sur la vie familiale, recensements et enquêtes sur l'agriculture; enquêtes nationales sur la main-d'œuvre; recensement économique (établissements ou entreprises); enquêtes commerciales (établissements ou entreprises).²⁵

Méthodes ou sources d'informations qualitatives les plus couramment employées: entretiens avec des informateurs clés; plans d'action participatifs; évaluations des bénéficiaires et évaluations participatives, y compris entretiens communautaires; observation des participants; discussions de groupe; examens préalables rapides; analyses des chaînes de valeur; entretiens sur les «histoires de vie» et études de cas.

Pour mieux mesurer les résultats de l'intervention, deux stratégies différentes sont recommandées:

- **Premièrement, combiner la collecte de données primaires** (données recueillies pour la première fois par votre institution) **avec l'analyse de données secondaires** (données pertinentes sur l'ERD déjà collectées par des institutions nationales ou des partenaires de développement, telles que des séries de données mondiales). Les séries de données mondiales les plus complètes sur l'ERD, le développement agricole et la sécurité alimentaire sont les bases de données de l'OIT, de la Banque mondiale, de l'UNESCO, de l'OCDE et de la FAO. **Pour une liste des principales bases de données mondiales, se reporter au tableau A.**
- **Deuxièmement, combiner des méthodes quantitatives et des méthodes qualitatives** (approche dite des méthodes mixtes) pour mieux comprendre les besoins et les comportements de la population cible et obtenir des informations complémentaires pour interpréter les données qualitatives. Les méthodes qualitatives peuvent en particulier donner un aperçu des perceptions, des inégalités au sein des ménages, des priorités d'action en faveur des pauvres et de leur justification, des rôles assignés à chaque sexe et des croyances traditionnelles, des déterminants politiques et sociaux de la pauvreté, comme la confiance, le capital social, la corruption et les conflits. Soulignons l'utilité des méthodes qualitatives pour associer les principaux intéressés au processus de suivi et effectuer des recherches orientées vers l'action. Autant que possible, on s'efforcera de garantir la cohérence entre l'analyse qualitative et l'analyse quantitative (par ex. concevoir des études de cas qualitatives basées sur l'utilisation de sous-échantillons d'enquêtes plus importantes; observer des procédures formelles d'échantillonnage et d'enregistrement de données permettant d'analyser systématiquement les résultats qualitatifs et de les répliquer).

Ventiler les informations par sexe et principaux groupes d'âge. Dans les zones rurales, les écarts de productivité et de salaires et la situation dans l'emploi sont fortement influencés par le sexe et l'âge. Les femmes et les jeunes, en particulier, sont souvent défavorisés dans l'accès aux ressources productives, aux marchés, à la formation, à l'information et aux services de vulgarisation, et ces discriminations ont des répercussions négatives sur leur productivité et leur possibilité d'emploi. Dans la plupart des régions, la proportion de femmes et de jeunes exerçant leur

²⁵ Autres enquêtes importantes incluant des données sur la main-d'œuvre et sur l'emploi: enquêtes démographiques et sanitaires (EDS); enquêtes par grappes à indicateurs multiples (EGIM); enquêtes sur les migrations et les envois de fonds des travailleurs émigrés; Programme d'information statistique et de suivi sur le travail des enfants (SIMPOC); enquêtes rapides de surveillance et de satisfaction (utilisées pour évaluer dans quelle mesure les services publics et les programmes de développement atteignent les pauvres et leur procurent réellement des avantages, et pour suivre des indicateurs spécifiques).

activité comme travailleurs familiaux, ou dans l'agriculture de subsistance et l'économie informelle est particulièrement élevée. C'est pourquoi les données et les informations ventilées par sexe et par principaux groupes d'âge sont très importantes pour la planification stratégique des interventions agricoles visant à promouvoir une croissance rurale inclusive et à améliorer la productivité agricole.

La présente annexe fournit des informations et des orientations plus détaillées sur les sujets suivants:

- principales bases de données mondiales en rapport avec l'ERD (tableau A)
- principales sources nationales de données statistiques intéressant l'ERD, notamment portée, limites et avantages (tableau B)
- méthodes qualitatives les plus couramment utilisées pour les analyses (tableau C) (Berg, 2001)
- principales exigences techniques pour les enquêtes en rapport avec l'ERD (tableau D)

Tableau A. Principales bases de données mondiales en rapport avec l'ERD

Nom	Données et informations intéressant l'ERD	Lien
ILOSTAT	Population, main-d'œuvre, emploi, chômage, personnes hors de la main-d'œuvre, jeunes, temps de travail, gains et revenus liés à l'emploi, coût de la main-d'œuvre, accidents du travail, syndicats et négociation collective, grèves et lock-outs, travailleurs pauvres, inspection du travail	http://www.ilo.org/ilostat/faces/home/statisticaldata?_adf.ctrl-state=f9mjohg1q_213&clean=true&afrLoop=1115997160698824
NORMLEX et NATLEX	Application des normes internationales du travail Informations sur la législation nationale du travail, par pays et par sujet	http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.home
FAOSTAT	Population rurale, sécurité alimentaire, production	http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/home/E
Données Banque mondiale	Population rurale, emploi dans l'agriculture, emplois vulnérables, main-d'œuvre, taux d'activité, chômage, chômage à long terme, enfants occupés économiquement, employés dans l'agriculture, écart de pauvreté au seuil de pauvreté en milieu rural, part de femmes travaillant dans le secteur non agricole	http://data.worldbank.org/
ASPIRE: L'Atlas de la protection sociale	Couverture, incidence et adéquation des prestations d'aide sociale, assurance sociale et programmes du marché du travail basés sur des données issues d'enquêtes sur les ménages représentatives au niveau national	http://datatopics.worldbank.org/aspire/
UIS.Stat	Population rurale, taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans), taux nets de scolarisation, nombre d'enfants non scolarisés ayant l'âge de l'enseignement primaire – données ventilées par sexe, mais pas par zone de résidence (rurale/urbaine)	http://data.uis.unesco.org/
Indicateurs UCW sur le travail des enfants	Enfants économiquement actifs, type d'activité économique des enfants, intensité de l'activité économique des enfants, activité des enfants et revenu du ménage, travail des enfants	http://www.ucw-project.org/Pages/ChildLabIndicator.aspx
youthSTATS	Taux d'emploi dans la population totale, taux de sous-emploi dans la population totale, fréquentation scolaire, proportion de personnes non scolarisées, sans emploi ni formation, part de l'emploi informel dans l'emploi total, heures de travail, salaires, secteur d'emploi, degré d'instruction, travailleurs pauvres	http://www.youthstatistics.org/
Indicateurs par pays sur les MPME (IFC)	Nombre d'employés, nombre de MPME, PME par secteur (agro-entreprises), microentreprises par secteur (agro-entreprises)	http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/Industry_EXT_Content/IFC_External_Corporate_Site/Industries/Financial+Markets/msme+finance/sme+banking/msme-countryindicators
Base de données en ligne de l'OCDE sur l'emploi	Coûts de la main-d'œuvre, gains, protection de l'emploi, main-d'œuvre, heures travaillées, syndicats	http://stats.oecd.org/index.aspx?queryid=36324
World Population Prospects (UN DESA)	Données sur la population et les migrations	http://esa.un.org/wpp/index.htm

Tableau B. Principales sources nationales de données statistiques intéressant l'ERD

Source	Principales données sur l'emploi	Limites	Avantages
Recensements et enquêtes sur l'agriculture	- Informations sur l'exploitant agricole (sexe, statut juridique et âge), types de cultures/élevage et autres activités de production	<p>Essentiellement centrés sur les statistiques relatives à la production et à la terre tous les pays ne collectent pas d'informations sur la main-d'œuvre et ne présentent pas de tableaux ventilés par sexe et par âge.²⁶</p> <p>Données concernant les travailleurs permanents, saisonniers, à temps partiel et occasionnels, et l'agriculture, tant comme activité principale que secondaire, d'où un risque de surestimation de la main-d'œuvre agricole, due à des doubles comptages lorsque les travailleurs cumulent des emplois sur plusieurs exploitations.</p> <p>La couverture des informations est basée sur les exploitations agricoles de sorte que les enquêtes portent uniquement sur les unités économiques (exploitations agricoles) actives dans l'agriculture proprement dite, l'élevage et l'aquaculture. Cependant dans certains cas, les pays peuvent avoir besoin d'obtenir des données agricoles supplémentaires auprès de ménages vivant en zones rurales, ou dont des membres travaillent dans l'industrie agroalimentaire.</p> <p>Concernant la question du travail des enfants, risque élevé de sous-déclaration dans les recensements de l'agriculture, si les questions ne concernent que les membres des ménages en âge de travailler.</p>	<p>Peuvent fournir des informations détaillées sur de petites zones géographiques, ce qui en fait une source de données de référence idéale pour les activités agricoles. On pourrait obtenir des informations sur le travail concernant chaque membre du ménage en ajoutant des modules spécifiques au questionnaire principal²⁷ (Recensement de l'agriculture: informations relatives à l'emploi dans des modules complémentaires, disponibles à l'adresse: http://www.fao.org/docrep/009/a0135e/a0135e05.htm#CH4).</p>
Enquête nationale sur la main-d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> - Données sur les taux d'activité, l'emploi et le chômage - Profession - Gains - Heures travaillées 	<p>Relativement limitées et/ou peu fréquentes (en particulier dans les pays à faible revenu) ou non centrées sur les zones rurales.</p> <p>Les données sur l'emploi sont basées sur l'occupation principale, de sorte qu'elles peuvent être sous-estimées si l'agriculture est une activité secondaire.</p>	<p>C'est la meilleure source pour les informations sur le marché du travail, car elle fournit de bonnes données sur l'emploi au niveau macro-économique, utiles entre autres pour comprendre les tendances nationales actuelles de l'emploi et élaborer des indicateurs réalistes au niveau de l'impact.</p>

²⁶ L'actuel recensement mondial de l'agriculture (cycle 2006-2015) suggère de collecter des données sur deux apports en main-d'œuvre: a) *main-d'œuvre* fournie par les membres du ménage – *questionnaire ménage*: situation dans l'activité (des membres du ménage en âge de travailler), situation dans la profession principale (des membres économiquement actifs du ménage); temps de travail consacré à l'activité principale; temps de travail sur l'exploitation; b) *travailleurs salariés* – *questionnaire exploitation*: nombre d'employés sur l'exploitation, temps travaillé et sexe; mode de rémunération des employés; recours à des entrepreneurs pour travailler sur l'exploitation, par type. Une analyse des questionnaires du recensement agricole de 2006-2015 montre que la majorité des recensements ne collectent d'informations que pour savoir si les membres du ménage ont travaillé sur l'exploitation. Les données sur le temps travaillé sont rarement collectées (toujours en Europe). Les informations sur le «sexe des employés recrutés» sont souvent recueillies en Europe, mais plus rarement en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes, et dans la région Asie-Pacifique.

²⁷ En collaboration avec la Division de la statistique de la FAO, le Département des statistiques de l'OIT a élaboré les *Directives sur l'emploi – Supplément relatif au Programme de recensement mondial de l'agriculture 2000* et examiné le chapitre sur l'emploi concernant les lignes directrices relatives au Programme du recensement mondial de l'agriculture 2010, et plus particulièrement celles concernant les questions relatives au travail dans le module de base et celles concernant les questions à traiter dans le module complémentaire sur la main-d'œuvre agricole. Les directives du Programme mondial de recensement de l'agriculture 2010 recommandent d'inclure dans le module de base une série de rubriques intéressant l'emploi, à savoir: informations sur l'exploitant agricole (sexe, statut juridique et âge), types de culture/d'élevage et autres activités de production. En ce qui concerne les modules complémentaires, on trouvera des informations pertinentes liées à l'emploi sous les thèmes suivants: pratiques agricoles; services agricoles; caractéristiques démographiques et sociales; et main-d'œuvre agricole. L'approche proposée par la FAO pour le prochain cycle de recensement de l'agriculture (2020) devrait renforcer la collecte de données sur la main-d'œuvre agricole, en garantissant la ventilation des données par âge et par sexe, et encourager les pays à fournir davantage de renseignements sur les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes dans la production agricole. Ces directives sont en cours d'élaboration et le document final est attendu pour la fin 2015.

Source	Principales données sur l'emploi	Limites	Avantages
	<p>Une personne est considérée comme employée quand elle a travaillé au moins une heure au cours des 7 jours précédents.</p> <p>Pour l'exemple de l'Enquête intégrée sur la main-d'œuvre de la République-Unie de Tanzanie, réalisée en 2006, voir l'encadré 15.</p>	<p>Couverture limitée des aspects liés à la main-d'œuvre agricole/rurale: aucune donnée sur le revenu et peu d'informations sur les actifs des ménages; ventilation par sous-secteur d'activité insuffisante; méthodes d'échantillonnage inadéquates pour les zones agricoles/rurales.</p> <p>Fournissent des informations détaillées sur l'emploi de l'individu, permettant de bien comprendre les conditions de travail. En revanche, contiennent peu de questions sur le ménage et les membres du ménage hors de la main-d'œuvre.</p>	<p>Peuvent être décisives pour mesurer les taux d'emploi dans un groupe témoin en vue d'une éventuelle évaluation d'impact (par ex., agriculteurs non ciblés par l'intervention).</p> <p>La couverture des enquêtes sur la main-d'œuvre doit être élargie de façon à inclure:²⁸ l'emploi du secteur informel et ses caractéristiques; les gains; les heures travaillées, y compris le sous-emploi lié à la durée du travail et les heures de travail excessives; la stabilité de l'emploi mesurée en termes de continuité ou de discontinuité de l'emploi sur une période donnée (distinction entre les travailleurs réguliers, saisonniers et occasionnels); la protection sociale; le dialogue social, couvrant notamment l'affiliation à des syndicats et la négociation collective; les modes de migration des travailleurs et leurs conséquences; le travail des enfants; et les dimensions sexospécifiques sur le marché de l'emploi.</p> <p>On trouvera à l'encadré 10 un exemple d'enquête intégrée sur la main-d'œuvre prenant en compte d'importants aspects de l'ERD.</p>
Recensement de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation principale - Branche d'activité économique - Statut professionnel (travailleur indépendant, travailleur familial ou employé, etc.) 	<p>Faible fréquence (généralement décennale)</p> <p>Informations spécifiques à l'agriculture et à l'emploi limitées (par ex., seulement des catégories générales d'occupation et de branches d'activité)</p> <p>Toutefois, dans certains pays, le recensement peut accorder plus d'importance au secteur agricole, et inclure plus de détails (ventilation des branches d'activité en cultures alimentaires/cultures de plantation/pêche/élevage/et autres activités agricoles).</p>	<p>Couvre généralement l'ensemble de la population d'un pays, et fournit des données qui peuvent être ventilées par groupes de population et zone géographique, ce qui permet d'effectuer des comparaisons. Peut servir de base de sondage pour d'autres enquêtes.</p> <p>En ce qui concerne la main-d'œuvre, des données sont collectées pour chaque personne économiquement active, généralement définie sur la base du statut actuel (utilisation d'une période de référence courte, telle que les 7 jours précédant l'enquête – une approche inappropriée pour mesurer la main-d'œuvre agricole en raison du caractère saisonnier des activités du secteur).</p>

²⁸ Cf. le séminaire international de l'OIT sur l'utilisation d'enquêtes nationales sur la population active pour collecter des statistiques supplémentaires liées au travail, Genève, 2005 (disponible à l'adresse <http://www.unescap.org/stat/isie/reference-materials/Data-Collection/Methodology/ILO-International-Seminar-Use-of-National-LFS.pdf>). Dans les directives élaborées par l'OIT (2012) pour mieux quantifier l'emploi informel, il est reconnu que les périodes de référence généralement utilisées dans les enquêtes standards sur la main-d'œuvre peuvent être inappropriées pour les zones rurales et qu'il peut être nécessaire d'adopter des approches plus flexibles pour que les ruraux interrogés puissent donner des réponses rationnelles et pertinentes (disponible à l'adresse https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/publication/wcms_210443.pdf, p. 86).

Source	Principales données sur l'emploi	Limites	Avantages
Enquêtes sur les ménages, en particulier enquêtes sur le budget des ménages	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution du bien-être - Caractéristiques des revenus et de la pauvreté - Les enquêtes spécifiques sur l'emploi fournissent des données plus complètes sur l'ERD que les enquêtes démographiques et sanitaires 	<p>Ne couvrent généralement qu'un sous-ensemble/petite fraction des ménages</p> <p>Couvrent de nombreux sujets, peuvent être coûteuses et nécessitent du personnel qualifié aux stades de la conception, de la mise en œuvre et de l'analyse. Centrées sur les indicateurs de bien-être (éducation, santé, consommation) plutôt que sur l'emploi et les gains</p> <p>Compréhension limitée de la distribution des ressources au sein des ménages, en particulier des revenus et de la consommation.</p>	<p>Largement utilisées pour l'analyse, le suivi et l'évaluation des effets quantitatifs à moyen/ long terme des interventions de réduction de la pauvreté. Produisent des données statistiques solides.</p> <p>Rendent compte de l'utilisation du temps, de l'emploi saisonnier, à court terme et à temps partiel, des salaires et des revenus du travail et fournissent des mesures indirectes de l'emploi informel.</p> <p>Lien avec des variables pertinentes, dont le sexe, l'âge, le revenu, l'instruction et la sécurité alimentaire.</p> <p>Offrent un aperçu de l'emploi informel, par ex., de la part des travailleurs familiaux dans l'emploi total.</p> <p>Fournissent des données qui peuvent être ventilées pour montrer les résultats afférents à différents groupes de population sur les bénéficiaires et les non-bénéficiaires.</p> <p>Si leur conception le permet, elles peuvent fournir des données sur de multiples sujets en rapport avec l'ERD, tels que la main-d'œuvre, le revenu, l'éducation et les conditions de vie.</p>
Enquêtes multithématiques intégrées sur les ménages (études sur la mesure des niveaux de vie, enquêtes sur la vie familiale, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'activité, travail salarié, activités des entreprises non agricoles, et activités domestiques au sein du foyer - Migrations - Entreprises, revenus, transferts et dépenses des ménages - Santé, éducation - Agriculture et propriété des actifs - Accès aux services et aux programmes sociaux 	<p>Enquêtes complexes, peu fréquentes, multithématiques – peuvent ne pas approfondir suffisamment certains aspects du travail, liés en particulier à la qualité de l'emploi (conditions de travail, travail des enfants, SST). Les méthodes d'échantillonnage ne sont pas toujours appropriées pour les zones agricoles/rurales.</p> <p>De nombreux pays n'ont pas les moyens financiers et humains d'effectuer des enquêtes d'une portée et d'une couverture suffisante sur une base régulière, en particulier en Afrique subsaharienne.</p>	<p>Conviennent en tant qu'enquêtes de référence – couvrent de multiples dimensions de la dynamique des ménages (emploi et contrôle/utilisation des actifs agricoles et des ressources financières, activités agricoles et non agricoles). Fournissent des données sur l'emploi et d'autres aspects à de multiples niveaux (individu, ménage et communauté).</p> <p>Permettent d'évaluer les liens entre les facteurs environnementaux/ conceptuels et les résultats en matière d'emploi découlant du programme de développement agricole et rural</p> <p>On s'efforce de recueillir de façon plus systématique des données complètes et détaillées, afin de créer des séries de données de panel comprenant des modules relatifs à des sous-secteurs agricoles tels que l'élevage (LSMS-ISA en Éthiopie et en République-Unie de Tanzanie).²⁹</p>

²⁹ Le projet d'étude sur la mesure des niveaux de vie dans le cadre d'enquêtes intégrées sur l'agriculture (LSMS-ISA) est une initiative de la Fondation Bill et Melinda Gates, conduite par l'équipe spéciale du Groupe recherche-développement de la Banque mondiale. Ce projet aide les gouvernements à produire des données de panel sur les ménages représentatives au niveau national faisant une large place à l'agriculture et au développement rural. Le projet appuie de multiples cycles d'une enquête par panel représentative au niveau national dans sept pays partenaires (Malawi, République-Unie de Tanzanie, Ouganda, Nigéria, Niger, Éthiopie et Mali). L'approche multi-thématique a pour objet d'améliorer la compréhension des liens entre l'agriculture, le statut socioéconomique des ménages, les activités économiques non agricoles, etc. Chaque enquête comprend des questionnaires Ménages, Agriculture et Communautés. Dans les enquêtes par panel, les informations pertinentes liées à l'emploi sont les suivantes: taux d'activité au cours des sept jours précédents, travail salarié, activités des entreprises non agricoles, et activités domestiques au sein du foyer.

Source	Principales données sur l'emploi	Limites	Avantages
Recensement économique (établissements ou entreprises)	<ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse de l'unité économique - Type d'activité économique - Statut juridique et propriété Peut aussi inclure des informations limitées sur le nombre de travailleurs embauchés, le volume des ventes et la valeur de la production.	Enquête à grande échelle et très coûteuse, qui ne collecte généralement que des informations économiques de base. Ne prend pas en compte l'emploi en dehors des établissements formels sauf s'il couvre les petites unités et des activités gérées par les ménages et mobiles.	Bénéfique lorsque l'intervention vise, entre autres objectifs, à créer de nouvelles entreprises agricoles à l'échelle nationale (par ex., au moyen de programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique à grande échelle).
Enquête économique (établissements ou entreprises)	<ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse de l'unité économique - Type d'activité économique - Statut juridique et propriété - Peut aussi inclure des informations limitées sur le nombre de travailleurs embauchés, les rémunérations et les salaires, le volume des ventes et la valeur de la production. 	Ne prend généralement pas en compte l'emploi en dehors des établissements formels sauf si elle couvre les petites unités et des activités gérées par les ménages et mobiles.	Moins coûteuse qu'un recensement économique, peut fournir des informations sur les effets potentiels des entreprises nouvellement créées sur la création d'emplois (par ex., nombre de nouveaux employés recrutés au cours de la dernière année d'activité).

Tableau C. Méthodes qualitatives les plus couramment employées pour les analyses

Méthodes	Caractéristiques
Entretien avec des informateurs clés	Entretien avec des personnalités influentes ou des personnes particulièrement bien placées pour comprendre l'intervention spécifique et ses effets sur l'ERD et/ou sur la population ciblée.
Plans d'action participatifs	Des parties prenantes sélectionnées contribuent activement à la collecte de données (au lieu d'être considérées comme un sujet de recherche ou comme des répondants) – ce qui renforce leur apprentissage au cours de la collecte et de l'analyse des données.
Évaluations des bénéficiaires et évaluations participatives	Les populations locales décrivent et analysent leur propre situation en matière de pauvreté et de bien-être. Des méthodes de classement, de cartographie, d'établissement de graphiques et de notation sont utilisées en combinaison avec des entretiens ouverts et des méthodes d'observation des participants. L'horizon temporel des évaluations participatives est souvent court.
Observation des participants³⁰	L'enquêteur prend part au phénomène social à l'étude; il s'agit de comprendre comment les choses sont organisées et priorisées; comment les gens interagissent; d'identifier les paramètres culturels et de comprendre les aspects que la communauté culturelle juge importants, dans les manières, le leadership, la politique, les interactions sociales, les tabous; de se faire connaître des membres de la communauté culturelle, de manière à faciliter le processus d'enquête. Cette méthode peut compléter d'autres sources de données pour renforcer leur validité, en permettant à l'enquêteur de mieux comprendre le contexte et le phénomène à l'étude.
Discussion de groupe	Généralement conduite par un modérateur qui facilite la discussion et par un preneur de notes. Dure environ 1 heure, avec un groupe de 8-10 personnes ayant en commun une série de caractéristiques.

Source: Berg, B. 2001. *Qualitative research methods for the social sciences*. Boston, Allyn et Bacon. Denzin, N. et Lincoln, Y. 2005. *The SAGE handbook of qualitative research*. Thousand Oaks, Sage Publications.

³⁰ Pour plus d'informations sur l'observation des participants: <http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/466/996>.

Méthodes	Caractéristiques
Évaluations rurales rapides (ERR) et évaluations rurales participatives (ERP) ³¹	<p>Une ERR crée un lien entre les enquêtes structurées et les méthodes de recherche non structurées (entretiens approfondis, groupes de discussion et études d'observation). Nécessite une triangulation (utilisation de plusieurs techniques/sources d'information pour faire des recoupements entre les réponses) pour comparer et compléter les informations provenant de différentes sources ou collectées selon des méthodes différentes. Des membres d'une équipe (multidisciplinaire) qui ont les aptitudes voulues pour aborder la même information ou la même question selon des perspectives différentes, interviennent.</p> <p>L'ERP a pour principal objectif de donner aux populations locales les moyens de jouer un rôle actif dans l'analyse de leurs propres conditions de vie, problèmes et potentialités, afin de chercher à changer leur situation.</p> <p>Certaines méthodes d'observation plus rapides (par ex., observation directe) peuvent être efficaces pour alerter rapidement, et sont souvent employées de manière régulière par le personnel de suivi des projets, mais elles doivent être planifiées avec soin (faites au moment voulu) et facilitées par des directives concernant les méthodes d'observation. Pour plus d'informations sur les méthodes participatives, voir http://www.participatorymethods.org/.</p>
Entretiens communautaires	Discussions avec un nombre variable de membres de la communauté. Utilisés occasionnellement pour compléter l'enquête auprès des ménages. Vise à recueillir des données et des informations sur la communauté.
Entretiens «histoires de vie»	Entretien approfondi, remémorant des expériences sur de longues périodes. Prend beaucoup de temps.
Analyse de la chaîne de valeur	<p>Particulièrement pertinente pour mesurer les effets d'une intervention sur l'ERD.</p> <p>Une analyse fonctionnelle de la chaîne de valeur couvre toute la gamme d'aspects fonctionnels du développement d'une chaîne de valeur (approvisionnement, commercialisation, transformation) et identifie ses acteurs.</p> <p>Une analyse sociale de la chaîne de valeur examine les incidences du développement de la chaîne de valeur sur les acteurs de la chaîne de valeur et sur la société. Pour être pertinente pour l'ERD, elle doit couvrir les aspects importants: avantages et risques tout au long de la chaîne; questions relatives à la pauvreté et aux conditions de travail; contraintes et inégalités selon le genre; et rôle des jeunes.</p>
Études de cas	Étude approfondie d'une question spécifique liée à l'intervention. Peut être utile pour identifier les bonnes pratiques et les enseignements à tirer.

³¹ Pour plus d'informations sur l'ERR: <http://www.fao.org/docrep/w3241e/w3241e09.htm> et <http://www.fao.org/docrep/006/w2352e/W2352E03.htm> et l'ERP: <http://www.fao.org/docrep/003/x5996e/x5996e06.htm>

Tableau D. Principales exigences techniques pour les enquêtes relatives à l'ERD³²

Catégorie	Exigences techniques
Échantillonnage	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à inclure dans des échantillons représentatifs au niveau national les «populations clandestines» (migrants saisonniers, enfants impliqués dans le travail des enfants, personnes victimes de la traite des êtres humains, personnes ne résidant pas dans des unités résidentielles «normales» ou ne figurant pas sur les listes officielles des ménages d'un village, etc.). - Adapter l'échantillonnage à la saisonnalité – la collecte des données devrait se faire en plusieurs cycles au cours d'une année afin de s'assurer que toutes les activités pertinentes sont prises en compte (les questionnaires peuvent être conçus de façon à fournir des informations complètes sur toutes les activités pendant une période de référence de 12 mois). - Pour saisir des données sur une question particulière (variation des salaires et déterminants dans l'emploi agricole) ou sur une population particulière (travail des enfants, travailleurs migrants saisonniers), le plan d'échantillonnage doit tenir compte des difficultés de trouver des répondants adaptés (en particulier pour les rubriques sur les «populations clandestines»), compte tenu de l'absence de bases de sondage adéquates. Noter que le cadre d'échantillonnage doit être basé sur le lieu de résidence ou sur l'emploi: lorsqu'un nombre significatif de travailleurs (en particulier dans l'agriculture, la cueillette) réside en zone urbaine et travaille de façon saisonnière dans l'agriculture, il peut être plus approprié d'adopter un cadre basé sur l'emploi, ou plus simplement un cadre dans lequel les travailleurs migrants saisonniers sont pris en compte indépendamment de leur lieu de résidence «permanent». - Il peut être utile d'effectuer préalablement à l'enquête une étude qualitative de cadrage et de consulter des experts pour découvrir si d'importants «groupes clandestins» sont présents dans un contexte national donné, identifier les lieux où ils sont concentrés et les types d'unités résidentielles dans lesquels ils vivent. Les méthodes d'échantillonnage peuvent ensuite être adaptées pour prendre en compte ces groupes dans l'enquête; s'il existe un recensement suffisamment récent de la population, on peut combiner les bases de sondage officielles existantes avec des listes complémentaires spéciales établies par les agents de terrain pour les répondants potentiels qui se trouvent temporairement dans la zone (travailleurs migrants, personnes sans domicile fixe, etc.) mais qui ne figurent pas dans les registres officiels.
Âge des répondants	<ul style="list-style-type: none"> - Pour que le travail des enfants ne soit pas sous-estimé, il convient de faire participer à l'enquête tous les membres âgés de 5 ans et plus qui contribuent à l'exploitation agricole (y compris les travailleurs familiaux), en faisant la distinction entre les personnes «en dessous de l'âge de travailler», et celles «en âge de travailler ou au-dessus» (généralement 15-64 ans). - Compte tenu de la complexité des questions qui sous-tendent le travail des enfants dans les zones rurales, il est recommandé de concevoir un module spécial sous la forme d'une enquête indépendante sur le travail des enfants.
Statut dans la profession³³	<ul style="list-style-type: none"> - Collecte des données basée sur la situation usuelle (et non sur la situation actuelle). La situation actuelle est la situation d'une personne au regard de l'activité par rapport à une période de référence courte (par ex., les 7 jours précédant l'enquête). Quoique couramment utilisée, cette situation présente des limites pour construire un cadre fiable pour le recensement agricole. En revanche, la situation usuelle est la situation au regard de l'activité principale sur une période de référence longue (par ex., les 12 derniers mois). L'application d'une combinaison de périodes de référence différentes (12 mois, 30 jours et 7 jours) aux mêmes questions ou à des questions différentes peut aussi réduire les biais. Les enquêtes couvrant l'utilisation du temps le jour précédent, offrent aux répondants une opportunité de signaler des activités non axées sur le marché, liées en particulier à leurs obligations familiales). Cette information est particulièrement utile pour prendre en compte le temps de travail des femmes rurales, dont la participation aux activités de subsistance et aux tâches domestiques réduit considérablement le temps qu'elles peuvent consacrer à des activités génératrices de revenu plus lucratives.

³² Sources des informations figurant dans les tableaux: FAO. 2015. ESS Working Paper n° ESS 15-10. [Decent work indicators for agriculture and rural areas conceptual issues, data collection challenges and possible areas for improvement](#).

³³ Les directives données dans [Le Programme mondial de recensement de la population et des logements de 2010 \(UNSD, 2008\)](#) recommandent de collecter les rubriques de données sur le travail suivantes (conformément aux recommandations de l'OIT): i) profession principale; ii) branche d'activité de la profession principale; iii) situation professionnelle, dans l'occupation principale. Les données sont collectées pour chaque personne économiquement active, définie en fonction de sa situation «actuelle» ou «usuelle». La situation actuelle est la situation d'une personne au regard de l'activité par rapport à une période de référence courte (par ex., les 7 jours précédant l'enquête). Quoique couramment utilisée, cette situation est peu appropriée pour construire un cadre fiable pour le recensement de l'agriculture, compte tenu du caractère saisonnier des activités agricoles. La situation usuelle est la situation d'une personne au regard de l'activité principale sur une période de référence longue (les 12 derniers mois). L'occupation liée à l'activité principale et la branche d'activité économique sont des concepts qui peuvent être utilisés pour identifier les personnes travaillant dans des occupations principales et des branches d'activités agricoles, sur la base des classifications nationales des professions et des branches d'activité.


	<ul style="list-style-type: none"> - Reconnaître les cumuls d'emploi et la diversification des activités génératrices de revenu. Une proportion significative des travailleurs cumule plusieurs emplois. Collecter des informations détaillées sur le type d'activité, le temps consacré et les revenus tirés – de l'activité usuelle, des principales activités économiques et des autres activités économiques. Une activité économique «secondaire» peut constituer la principale source de revenu, en particulier pour les ménages ruraux, compte tenu des variations saisonnières. Il est donc souhaitable de mentionner toutes les activités économiques pertinentes pratiquées au cours des 12 derniers mois, en tant que travailleur indépendant, travailleur salarié ou personne rentrant dans une autre catégorie de statut dans la profession. Une matrice de l'emploi pourrait être élaborée pour inclure une liste de contrôle de toutes les activités (pertinentes par rapport au contexte) auxquelles la personne a participé, ainsi que des renseignements sur la durée et la fréquence de chaque activité, de leurs variations saisonnières, du lieu où elle est pratiquée et sur l'éventuelle participation d'un enfant à l'exécution de l'activité. - Faire la distinction entre les statuts de travailleur indépendant, de travailleur salarié et de travailleur familial (ou emploi non rémunéré). La distinction doit être basée sur: a) la propriété des moyens de production (par ex., les travailleurs indépendants sont propriétaires de leurs moyens de production, alors que les travailleurs salariés et les travailleurs familiaux ne le sont pas); et b) la forme du paiement (les travailleurs salariés perçoivent une rémunération négociée, ce qui n'est pas le cas des travailleurs familiaux). Une classification uniquement basée sur les branches d'activité ou sur les professions est insuffisante. Plutôt que de recourir à un ensemble unique de questions standard pour chaque situation, on peut préparer des modules séparés pour recueillir des informations pertinentes dans chaque cas (agriculture pour compte propre, emploi salarié dans l'agriculture, activités non agricoles pour compte propre, emploi salarié dans des activités non agricoles, et questions concernant spécifiquement les travailleurs familiaux). - Réunir des informations détaillées sur les budgets agricoles pour obtenir une mesure plus précise de la rentabilité du travail dans les activités familiales. Cela pourrait se faire dans un module détaillé sur le budget agricole. - Dans la Classification tanzanienne type des professions (CTTP) et dans la Classification internationale type des professions (CITP), inclure la Classification des branches d'activité et des professions détaillée jusqu'au troisième chiffre, ainsi que des détails sur les activités spécifiques et l'utilisation du temps, afin de saisir les différences entre l'agriculture de subsistance et l'agriculture commerciale/axée sur le marché. - Tenir compte du travail reproductif des femmes. Les enquêtes saisissent souvent des données sur le temps consacré à la cuisine et à la collecte de bois de feu, mais c'est insuffisant. Prendre en compte le temps consacré aux obligations familiales (s'occuper des enfants, des personnes âgées, des malades, etc.) et aux autres tâches ménagères – en gros, il ne faut pas exclure les obligations familiales, les tâches ménagères et les travaux communautaires non rémunérés.
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir compte du caractère saisonnier de la production agricole. La demande de main-d'œuvre dans le secteur agricole (à la différence des secteurs manufacturiers et des services) peut monter en flèche en certaines saisons et diminuer fortement dans d'autres. Dans le secteur agricole, l'évolution de la demande dépend dans une très large mesure des conditions climatiques et des besoins saisonniers pour les récoltes. - Les résultats des enquêtes donnent généralement une indication de la situation au cours d'une semaine moyenne d'une saison (ou d'une année) particulière. Toutefois, la semaine de référence n'est pas toujours représentative de la saison – il y a peu de chances pour que les semaines d'une saison soient similaires sur le plan de l'emploi. Pourtant, si l'on pose comme hypothèse que la «semaine de référence» est représentative de l'ensemble de l'année (quatre saisons), les résultats peuvent être encore plus biaisés. Dans ce contexte, il est important de collecter des données à une fréquence très élevée tout au long de l'année (même si l'augmentation de la fréquence accroît généralement le coût de l'enquête). Ainsi, il est préférable de prévoir une collecte de données en continu, mensuelle ou trimestrielle, plutôt qu'une périodicité semestrielle ou annuelle. - Une autre méthode consiste à sélectionner un mois ou un trimestre représentatif, correspondant à une moyenne, en termes d'emploi dans l'économie. Si le secteur agricole tient une place importante dans l'économie et absorbe de nombreux emplois, un mois ou un trimestre représentatif correspondra à un moment de l'année où le taux de l'emploi dans ce secteur est moyen (ni un pic ni un creux).
Sélection et formation des enquêteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Employer des équipes de collecte des données qualifiées et conscientes des multiples dimensions de l'emploi (notamment des distinctions entre l'emploi indépendant et l'emploi salarié); au courant des particularités des modes de rémunération des différentes professions; familiarisées avec les contextes socioéconomiques difficiles du travail et n'employant pas d'expressions stigmatisantes (concernant la classe, la caste ou les activités professionnelles de bas de gamme). - Prévoir une formation approfondie sur les principaux concepts et indicateurs, et assurer une supervision étroite et soutenue sur le terrain, en particulier durant les premiers stades.
Traitement des données	<ul style="list-style-type: none"> - Ventiler par: zone (urbaine, rurale); âge et sexe; quintile de revenu de la population; situation dans l'emploi (emploi indépendant, travailleur familial, travailleur rémunéré/salarié, chômeur); niveau d'instruction; et lieu de résidence (rural, urbain). - Soulignons que la fiabilité des estimations concernant le sexe, l'âge et d'autres variables dépend dans une large mesure de la taille de l'échantillon (l'échantillon ventilé par sexe, âge, etc., doit avoir une taille suffisante).


Annexe 4

Liste annotée des indicateurs possibles d'ERD pour les interventions de développement agricole

Emploi rural décent (ERD) Domaine d'intervention 1


Création ou amélioration des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat pour les ruraux

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
Indicateurs de résultat ou d'impact à long terme (≥ 5 ans)		
▼ Taux de travailleurs pauvres dans les zones rurales	<p>Mesure l'impact de l'intervention sur la réduction de la pauvreté rurale, grâce au travail décent.</p> <p>Fournit le pourcentage de personnes employées vivant dans des ménages (ruraux) pauvres, dans la population employée totale. Les ménages pauvres sont ceux dont les dépenses de consommation ou les revenus sont inférieurs à un certain seuil, appelé «seuil de pauvreté».</p> <p>Ventiler les données disponibles selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) et définir des objectifs pour chacun de ces groupes.</p> <p>Autre indicateur possible:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de pauvreté rurale (population rurale vivant en dessous du seuil de pauvreté rural) <p>Ventiler les données selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) et par quintiles de revenu ou par quintiles de distribution de la taille des exploitations dans le pays.</p>	<p>Les enquêtes sur les ménages avec des variables qui fournissent des informations sur la pauvreté des ménages et l'activité économique de leurs membres sont une bonne source d'information.</p> <p>Les enquêtes sur les ménages qui collectent ces types de variables sont les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, les études sur la mesure des niveaux de vie comprenant des modules sur l'emploi, ou les enquêtes sur la main-d'œuvre contenant une section spécifique sur le revenu des ménages.</p> <div>  <p>Compte tenu du manque de données disponibles sur le revenu, une évaluation d'impact portant spécifiquement sur le revenu et les actifs des bénéficiaires de l'intervention peut être utile pour des programmes agricoles à grande échelle, afin de mesurer les variations des gains des travailleurs ruraux. L'enquête doit couvrir aussi bien les travailleurs indépendants que les travailleurs salariés, ceux qui travaillent dans les sous-secteurs agricoles et ceux qui exercent d'autres professions rurales liées à l'agriculture. La volatilité des revenus agricoles doit aussi être prise en compte.</p> </div>
▲ Valeur de la production agricole par hectare/travailleur	<p>Mesure la contribution de l'intervention à la productivité agricole (mesure indirecte de la croissance du revenu des agriculteurs).</p> <p>La valeur de la production agricole «par hectare» (en USD constants/ha) mesure la productivité en tant que production agricole par unité de terre, alors que la valeur de la production agricole «par travailleur» (en USD constants/travailleur) mesure la productivité de la main-d'œuvre agricole (mesure indirecte des revenus agricoles).</p> <p>Les petites exploitations tendent à afficher de meilleurs rendements par hectare que les grandes mais une production par travailleur plus faible.</p> <p>L'augmentation de la productivité du travail est une condition préalable pour obtenir une croissance soutenue du revenu; il est donc impératif de donner aux familles d'agriculteurs des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire les moyens d'accroître la productivité du travail, de façon à stimuler les revenus agricoles et à progresser sur la voie de la réduction de la pauvreté rurale.</p>	<p>Études sur la mesure des niveaux de vie, enquêtes auprès des ménages.</p> <p>Agriculture, la valeur ajoutée par travailleur est généralement dérivée du système de comptabilité nationale.</p> <p>Les indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale sont la principale source de données concernant cet indicateur.</p>



Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
	<p>En outre, bien que les petites exploitations tendent à avoir des rendements supérieurs à ceux des grandes dans un même pays, des comparaisons inter-pays montrent que les rendements par hectare tendent à être beaucoup plus faibles dans les pays pauvres que dans les pays riches et nettement inférieurs aux niveaux qu'ils pourraient atteindre si les technologies et les pratiques de gestion existantes étaient bien adaptées et adoptées plus largement dans les pays à faible revenu. La mesure de la productivité est donc extrêmement importante.</p> <p>Il est encore plus intéressant de mesurer la performance des deux quintiles inférieurs des distributions de la taille des exploitations des pays, (qui sont donc de relativement petits producteurs). On dispose actuellement de données concernant environ 80 pays, issues d'études sur la mesure des niveaux de vie réalisées par la Banque mondiale, mais aussi d'autres enquêtes auprès des ménages (FAO, 2014). En raison du manque de données pertinentes, seules les données concernant les ménages de petits exploitants dirigés par une femme sont ventilées par sexe (ce qui exclut les données concernant les femmes non reconnues comme chefs de famille). La ventilation selon l'âge devrait aussi être possible.</p> <p>Autre indicateur possible:</p> <p>▲ La valeur ajoutée agricole par travailleur, qui est une mesure de la productivité agricole.</p> <p>La valeur ajoutée en agriculture s'obtient en retranchant la valeur des intrants intermédiaires de celle de la production du secteur agricole (divisions 1 à 5 de la CITI). La valeur ajoutée agricole comprend la valeur ajoutée de l'exploitation forestière, de la chasse et de la pêche, ainsi que de l'agriculture proprement dite et de l'élevage.</p>	
▲ Salaires réels moyens dans l'agriculture	<p>Fournit des informations sur le bien-être de la population économiquement active dans le secteur agricole, mais elles sont limitées au revenu salarial et aux employés.</p> <p>Le salaire réel correspond à la quantité de biens et de services qu'un agent peut acheter avec son salaire, ou qui sont fournis sous forme de salaires. Il se calcule en divisant le salaire nominal mensuel par l'indice des prix à la consommation (IPC).</p> <p>Les salaires minimaux tendent à être bas ou inexistant dans le secteur agricole. L'amélioration des salaires agricoles (souvent plus bas que dans d'autres branches d'activité) peut aussi autonomiser les petits exploitants agricoles. De nombreux petits exploitants travaillent régulièrement dans une entreprise agricole ou une plantation pendant une partie de l'année pour compléter leurs maigres revenus de sorte qu'ils dépendent d'un salaire (OIT, FAO, IUF, 2007).</p> <p>Ventiler les données selon le sexe, l'âge, la situation dans la profession et l'activité économique si possible, par sous-secteur).</p> <p>Indicateur supplémentaire:</p> <p>▼ Taux de bas salaires (LPR) (inférieurs au salaire minimum vital)</p> <p>Le LPR est une mesure relative, qui dépend de la distribution des revenus dans un pays. Une baisse de ce taux indique normalement une amélioration des conditions de vie des travailleurs qui se situent en bas de l'échelle de distribution des salaires. En tant que mesure «relative» des bas salaires, cet indicateur complète la mesure «absolue» fournie par le taux de travailleurs pauvres. Le seuil au-dessous duquel un salaire est considéré comme bas, qui correspond aux deux tiers du salaire horaire médian, peut être peu réaliste pour les pays en développement, car dans bon nombre d'entre eux, un bas salaire serait inférieur au strict minimum vital. Dans ces circonstances, il serait préférable de fixer comme seuil critique le salaire minimum vital.</p>	<p>Répertoire principal ILOSTAT</p> <p>Enquêtes sur la main-d'œuvre, enquêtes auprès des établissements ou autres enquêtes auprès des ménages avec un module spécifique contenant des données sur les gains.</p> <div>  Compléter par une enquête spécifique (ou une partie d'une enquête spécialement consacrée à l'ERD) et par une analyse qualitative pour comprendre la situation des différentes catégories de travailleurs salariés agricoles (y compris les travailleurs occasionnels) et les changements induits par le programme. Les travailleurs autochtones et migrants en particulier sont souvent défavorisés sur le plan de la rémunération, de la protection sociale, du logement et de la couverture médicale. </div>


Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Emploi des jeunes dans les zones rurales (formel et informel)	<p>Mesure l'impact de l'intervention sur l'amélioration de l'accès des jeunes à l'emploi.</p> <p>Le taux d'emploi des jeunes est le pourcentage de la population active jeune qui occupe un emploi. Les jeunes sont les personnes âgées de 15 à 24 ans. La population active jeune comprend toutes les personnes de cette tranche d'âge qui sont actuellement disponibles pour travailler et qui recherchent activement un emploi, et elle correspond à la somme des personnes employées et sans emploi.</p> <p>Dans la mesure du possible, le taux d'emploi des jeunes doit être signalé dans des rubriques distinctes pour l'emploi formel et informel.³⁴ Cette dernière recommandation revêt une importance particulière dans les pays en développement où la majorité de la main-d'œuvre est employée dans le secteur informel.</p> <p>Autre indicateur possible:</p> <p>▼ Le sous-emploi – potentiellement plus pertinent pour les zones rurales</p> <p>Le taux de chômage est généralement plus faible en milieu rural qu'en milieu urbain car les ruraux sont trop pauvres pour pouvoir se permettre de rester sans emploi. En outre, les zones rurales n'ont généralement pas de mécanismes de protection sociale pour couvrir les populations quand la situation du marché du travail est défavorable. Il s'ensuit que les ruraux peuvent accepter des emplois dont la productivité marginale est proche de zéro (voire négative), dans lesquels les conditions de travail sont mauvaises et les salaires insuffisants pour mener une vie décente. Les pays où la productivité du travail est faible dans l'agriculture tendent à avoir de bas salaires et une forte proportion d'emplois dans l'agriculture de subsistance. Cela peut se traduire par un ratio emploi-population extrêmement élevé (car les personnes ne peuvent pas poursuivre leurs études) et un très grand nombre de travailleurs pauvres non qualifiés, pour la plupart «informels».</p> <p>Un indicateur du sous-emploi pourrait compléter le taux de chômage, car il rend compte de la sous-utilisation de la capacité de travail de la population employée et de l'insuffisance des revenus. Il fournit une mesure implicite de la proportion de la population active ayant un emploi qui:</p> <p>1) est disposée à travailler plus pour gagner plus; 2) souhaite trouver un autre emploi ou faire plus d'heures de travail; ou 3) les deux à la fois.</p> <p>Cet indicateur peut donc révéler un déficit de travail décent, correspondant à la différence avec une condition d'emploi plus souhaitable.</p>	Enquêtes sur la main-d'œuvre et, pour le sous-emploi, enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et études sur la mesure des niveaux de vie, avec des modules sur l'emploi
▲ Pourcentage de femmes rurales actives en tant que travailleuses familiales (dans l'agriculture, dans la population totale de travailleurs familiaux)	<p>Indique la proportion de femmes rurales exerçant en tant que travailleuses familiales dans la population totale de travailleurs familiaux (mesure indirecte des inégalités selon le genre liées à un emploi vulnérable).</p> <p>Plus cette proportion est élevée, plus il est important de s'attaquer à cette discrimination à l'encontre des femmes.</p> <p>Les travailleurs familiaux (auparavant appelés travailleurs familiaux non rémunérés) sont une catégorie qui figure dans la Classification internationale d'après la situation dans la profession (CISP 93). Les travailleurs familiaux sont plus nombreux dans l'agriculture que dans tout autre secteur. Ce sont «des personnes qui occupent un 'emploi indépendant' dans une entreprise orientée vers le marché et exploitée par un parent vivant dans le même ménage, mais qui ne peuvent pas être considérées comme associées, parce que leur degré d'engagement dans l'exploitation de l'établissement, en termes de temps de travail ou d'autres facteurs clés, n'est pas comparable à celui du dirigeant de l'établissement». Il est clair que leur situation dans la profession peut leur faire courir un risque économique plus grand que les autres personnes qui occupent un emploi.</p>	Enquêtes sur la main-d'œuvre (source de données préférée), Enquêtes sur le revenu et les dépenses des ménages (à défaut)

³⁴ La dix-septième Conférence internationale des statisticiens du travail recommande d'inclure dans l'emploi informel: i) les travailleurs à leur compte (travailleurs indépendants sans employés) dans leur propre entreprise du secteur informel; ii) les employeurs (travailleurs indépendants avec employés) dans leur propre entreprise du secteur informel; iii) les travailleurs familiaux, quel que soit le type d'entreprise; iv) les membres de coopératives informelles de producteurs (non établies en tant qu'entités juridiques); v) les employés occupant un emploi informel tel que défini par la relation de travail (en droit ou en pratique, ce sont les emplois non soumis au droit national du travail, à l'imposition sur le revenu, à la protection sociale ou ne donnant pas droit à des prestations d'assurance-emploi, tels que les congés annuels ou de maladie payés, etc.); vi) les travailleurs à leur compte engagés dans la production de biens exclusivement destinés à une utilisation finale par leur ménage.

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
	Dans toutes les régions, les travailleurs familiaux comprennent plus de femmes que d'hommes. ³⁵ Les travailleurs familiaux ne sont pas nécessairement plus mal lotis que, par exemple, les travailleurs indépendants, mais leurs conditions de travail dépendent des relations de pouvoir au sein de la famille. La forte proportion de femmes employées en tant que travailleuses familiales, place donc ces dernières dans une position de subordination plus vulnérable, étant donné que ce sont les hommes qui gèrent les entreprises.	
▼ Âge moyen des petits producteurs et des propriétaires de MPME	Mesure le rajeunissement du secteur Agricole. Pour faire face au défi du vieillissement de la population agricole, il faut accroître l'attractivité et la productivité du secteur. Or, les tendances actuelles indiquent qu'en raison du manque d'incitations et de la pénibilité de la vie en milieu rural, les jeunes se détournent de plus en plus de l'agriculture et du monde rural.	Études sur la mesure des niveaux de vie, enquêtes auprès des ménages, enquêtes agricoles
Indicateurs de résultats à moyen terme (2 à 5 ans)		
▲ Nombre de MPME (enregistrées) dans les zones rurales	Mesure l'évolution des capacités du secteur privé à créer des emplois dans les zones rurales. Quand une entreprise est enregistrée, les travailleurs ont plus de garanties, en termes de normes et de droits du travail. S'il en existe, prendre en compte des groupes spécifiques d'activités en rapport avec l'agriculture pour mesurer plus particulièrement l'effet de l'intervention axée sur l'agriculture et le développement rural (manufacture de produits alimentaires/débouchés pour les intrants agricoles). Si des données sont disponibles ou si une enquête spéciale est conduite – ventiler les informations selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) du propriétaire/gestionnaire et définir les objectifs correspondants.	Recensements/enquêtes économiques sur les MPME, dossiers administratifs + enquêtes spécifiques à une intervention
▲ Pourcentage de MPME soutenues par l'intervention qui sont encore opérationnelles ou en expansion après 3 ans	Mesure l'impact de l'intervention, en termes d'appui durable au développement des entreprises dans les zones rurales. La création de micro et petites entreprises, formelles et informelles, est un important moteur de création d'emplois dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes. Toutefois, on note un nombre d'importants de suppressions d'emplois par des entreprises en faillite, et une très faible contribution à l'emploi due à une expansion ultérieure des entreprises. Cela donne à penser que les micro et petites entreprises ferment ou ne se développent pas. Pour stimuler la création d'emplois, les pouvoirs publics doivent s'efforcer de supprimer les obstacles spécifiques aux micro et petites entreprises et de favoriser leur croissance et leur productivité. La croissance peut être mesurée en termes d'augmentation de la valeur des activités. Ventiler les données disponibles selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) du propriétaire/gestionnaire.	Enquête spécifique au programme configurée sur la base d'enquêtes ou de recensements économiques sur les MPME, et de registres administratifs
▲ Nombre de nouveaux emplois ruraux décents résultant directement ou indirectement de l'intervention	Mesure la contribution de l'intervention à la création d'emploi décents, directement ou indirectement grâce à les activités initiées par le programme ou grâce à un appui au développement du secteur privé. Requiert une enquête spécifique et pourrait être utilisé comme critère d'évaluation d'impact lié à l'ERD associé à un impact sur le revenu et les actifs. Pour qualifier les emplois de décents, il est important d'adopter une définition contextualisée. Cette définition pourrait être inspirée de la définition appliquée de l'emploi rural décent proposée à l'encadré 1 de ce document d'orientation. Ventiler les données et les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), et la situation dans la profession (travailleur salarié et travailleur indépendant) et définir les objectifs correspondants.	Enquête (emploi) auprès des ménages spécifique au programme <div>  Compléter par une analyse qualitative pour comprendre les perceptions, la répartition du travail au sein des ménages, les tendances en termes de types de contrats et de salaires, etc. </div>

³⁵ Selon la définition de l'OIT, l'emploi vulnérable concerne les travailleurs familiaux et les travailleurs indépendants. Le taux d'emplois vulnérables est un des indicateurs utilisés pour le suivi de la cible sur le travail décent du premier objectif du millénaire pour le développement. Dans toutes les régions, la part des travailleurs indépendants de sexe masculin dans l'emploi total est plus élevée que celle des femmes, alors que dans le cas des travailleurs familiaux, c'est le contraire. Voir: OIT. 2012. *Global employment trends for women*. Genève.


Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Pourcentage de petits producteurs adhérant à des accords de commercialisation collective durables ou à d'autres modèles d'entreprise inclusifs	Mesure l'impact de l'intervention sur l'intégration des petits producteurs dans les chaînes de valeur locales, nationales ou mondiales. En s'engageant dans des accords de commercialisation collective durables (par ex., agriculture contractuelle durable) ou dans d'autres modèles d'entreprise inclusifs, les producteurs rompent leur isolement et augmentent leurs probabilités d'obtenir un appui, de participer au dialogue social, d'acquérir du poids dans les négociations, etc.	Enquête (emploi) spécifique au programme, auprès des ménages ou des communautés  Compléter par une analyse qualitative pour comprendre les perceptions concernant la coopération de groupe, les rôles respectifs des hommes et des femmes, des adultes et des jeunes dans les OP, etc.
Indicateurs de résultat à court terme (1 à 2 ans)		
▲ Nombre de MPME créées dans le cadre de l'intervention	Mesure l'impact de l'intervention sur la promotion de l'entrepreneuriat dans les zones rurales. Ventiler les données et les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), et le sous-secteur, et définir les objectifs de chaque catégorie. Les données doivent aussi être ventilées par entreprises enregistrées/non enregistrées, et l'emploi par unité.	Enquête spécifique au programme/dossiers du programme  Compléter par une analyse qualitative des perceptions concernant le degré de «facilité de faire des affaires» tout au long des chaînes de valeur (notamment pour les jeunes entrepreneurs).
▲ Pourcentage de petits producteurs soutenus par l'intervention qui ont adopté des pratiques de production agricole durables	Mesure l'effet de l'intervention en termes de renforcement de l'engagement et des capacités des petits producteurs à adopter des pratiques de production plus durables. Indicateur à adapter aux objectifs spécifiques de l'intervention qui pourraient se référer de façon explicite aux bonnes pratiques agricoles (BPA), à la production biologique, etc. Cet indicateur est retenu, même de façon non explicite sur l'emploi, car il est considéré comme crucial pour améliorer durablement la productivité agricole et la qualité globale de l'emploi rural, notamment en termes de réduction des risques sécuritaires. Ventiler les données et les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), et le sous-secteur, et définir les objectifs de chaque catégorie.	Enquête spécifique au programme/Archives du programme
▲ Pourcentage de petits producteurs/MPME soutenus par l'intervention qui ont accédé à des ressources productives (crédit, terres, intrants et marchés)	Mesure l'impact de l'intervention sur l'amélioration durable de la productivité et de la viabilité économique des emplois agricoles et ruraux, notamment en termes de sécurité de l'emploi à long terme. Selon le contexte du pays et en fonction de la chaîne de résultats de l'intervention, l'indicateur pourrait être centré sur une ressource spécifique (terres, finances ou intrants). Les interventions intégrées sont cependant importantes. Autre indicateur possible: ▲ Pourcentage de petits producteurs/MPME ayant accès à des ressources productives (crédit, terres, intrants et marchés) Ventiler les données disponibles selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) et définir des objectifs pour chacun de ces groupes.	Archives du programme + évaluation des bénéficiaires
▲ Nombre de ruraux pauvres soutenus par l'intervention qui trouvent un emploi salarié décent ou montent leur propre entreprise	Mesure l'impact de l'intervention sur l'accroissement de l'employabilité des ruraux. L'adoption de cet indicateur implique qu'il existe des traces et des contacts de bénéficiaires qui reçoivent un soutien sous la forme de renforcement des capacités et d'appui à la recherche d'emploi, et que leur situation fait l'objet d'un suivi. Pour que des emplois puissent être qualifiés de «décent», il faut adopter une définition contextualisée (par ex. basée sur la définition de l'ERD proposée à l'encadré 1 de ce document d'orientation). Ventiler les données et les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), la situation antérieure dans l'emploi (chômeur/travailleur indépendant/travailleur familial/travailleur occasionnel/saisonnier/migrant) et définir les objectifs de chaque catégorie.	Archives du programme + évaluation des bénéficiaires

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
Indicateurs de produits		
▲ Nombre de pauvres sans emploi ou de ruraux pauvres sous-employés soutenus par l'intervention, qui renforcent leurs compétences professionnelles et leur employabilité	<p>Mesure l'impact de l'intervention sur l'amélioration des compétences des populations rurales.</p> <p>Décrire à l'avance clairement les compétences liées à l'emploi, et fournir une formation sur les thèmes suivants: les agroentreprises sensibles au sexe et à l'âge; le travail décent; l'EFTP; démarrer sa propre entreprise.</p> <p>Les modalités de formation peuvent aussi être spécifiées: formelle ou informelle (dans le cadre d'écoles pratiques d'agriculture ou d'écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage de la vie pour les jeunes/de programmes de vulgarisation).</p> <p>Ventiler les données et les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), la situation dans l'emploi (sans emploi/travailleur indépendant/travailleur familial/travailleur occasionnel/saisonnier/migrant) et définir les objectifs de chaque catégorie. Cibler des groupes vulnérables spécifiques ou établir un quota pour garantir leur participation (chômeurs, travailleurs migrants, personnes sans terre, réfugiés, déplacés internes, soldats démobilisés, handicapés, personnes vivant avec le VIH et le sida ou affectées par la maladie, peuples autochtones et personnes âgées).</p>	<p>Archives du programme</p> <div>  Compléter par une analyse qualitative pour évaluer la satisfaction des bénéficiaires, en ventilant les données selon le sexe et l'âge. </div>
▲ Nombre de ruraux pauvres sans emploi ou en sous-emploi, soutenus par l'intervention dans la recherche d'un emploi	<p>Mesure l'appui fourni aux personnes vulnérables pour accéder à l'emploi.</p> <p>Pour chaque groupe cible, ventiler les données et les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), la situation antérieure dans l'emploi (chômeur/travailleur indépendant/travailleur familial/travailleur occasionnel/saisonnier/migrant) et définir des objectifs pour chaque groupe. Cibler des groupes vulnérables spécifiques ou établir un quota pour garantir leur participation (chômeurs, travailleurs migrants, personnes sans terre, réfugiés, déplacés internes, soldats démobilisés, handicapés, personnes vivant avec le VIH et le sida ou affectées par la maladie, peuples autochtones et personnes âgées).</p>	<p>Archives du programme + évaluations des bénéficiaires</p>
▲ Nombre de petits producteurs/ OP bénéficiant d'un soutien pour accroître durablement leur productivité et commercialiser leur production	<p>Mesure la fourniture de services en rapport avec l'intensification durable de la productivité.</p> <p>Selon l'intervention considérée, il peut s'agir d'une formation portant sur l'intensification durable de la production, la commercialisation, la création de valeur ajoutée, la diversification, les compétences managériales, le marketing, la gestion financière et les compétences entrepreneuriales, etc. Les autres principales prestations mesurées comprennent le niveau de l'appui fourni dans les domaines suivants: accès au crédit et à la terre; promotion de la coopération de groupe; adhésion à des modèles d'entreprise inclusifs; et engagement dans un contrat d'agriculture durable.</p> <p>On trouvera plus d'informations sur les chaînes de valeur inclusives à l'adresse http://www.fao.org/ag/ags/ivc/value-chains-home/en/?no_cache=1.</p> <p>Plus d'informations sur l'agriculture contractuelle sur http://www.fao.org/ag/ags/contract-farming/index-cf/en/.</p> <p>En ce qui concerne les groupes cibles, ventiler les données et les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), la situation (chef de famille, travailleur familial/travailleur occasionnel/saisonnier/migrant) et définir les objectifs de chaque catégorie. La formation doit inclure une composante d'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, s'il y a lieu, et d'amélioration des compétences entrepreneuriales.</p>	<p>Archives du programme + évaluations des bénéficiaires</p>
▲ Nombre de MPME et d'OP bénéficiant d'un appui pour accéder aux services d'aide au développement des entreprises	<p>Mesure les prestations de services d'aide au développement des entreprises.</p> <p>Ventiler les données et les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), et le sous-secteur, et définir les objectifs de chaque catégorie. En outre, les données peuvent aussi être ventilées par entreprises enregistrées/non enregistrées, et l'emploi par unité.</p>	<p>Archives du programme + évaluations des bénéficiaires</p>
▲ Nombre de prestataires de services mis en capacité de soutenir des MPME rurales	<p>Mesure l'appui au renforcement des services d'aide au développement des entreprises.</p> <p>Adopter une définition claire des exigences minimales pour évaluer les capacités, notamment appui visant à: relier les agroentreprises aux marchés, promouvoir l'adoption des normes de travail décent, répondre aux exigences du marché (certification sociale par ex.).</p>	<p>Archives du programme + évaluations des bénéficiaires, enquêtes institutionnelles</p>


Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Nombre de PPP formalisés entre des parties prenantes des chaînes de valeur agricoles pour favoriser la création d'emplois pour les jeunes	Mesure les résultats de l'intervention en termes de facilitation d'accords formels visant à promouvoir la création d'emplois durables pour les jeunes ruraux des deux sexes, tout au long de la chaîne de valeur. L'accent est mis sur les jeunes – un groupe défavorisé prioritaire du point de vue de l'emploi. Toutefois cet indicateur pourrait être élargi de façon à favoriser la création d'emplois pour tous, mais uniquement dans le secteur formel (par ex. promotion de mémoranda d'accord et de partenariats entre les autorités gouvernementales et les OP, qui jouent un rôle clé dans les zones rurales).	Archives du programme sur les partenariats formels établis
▲ Nombre de programmes de travaux publics durables lancés par l'intervention	Mesure l'impact potentiel d'une intervention agricole sur la création directe d'emploi. Les activités de programme qui créent directement des emplois sont: les programmes de travaux publics; l'expansion des superficies sous aménagement forestier durable; les activités d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets; et le développement des infrastructures rurales.	Archives du programme

Emploi rural décent (ERD) Domaine d'intervention 2



Normes et droits du travail applicables aux travailleurs ruraux

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
Indicateurs de résultat ou d'impact à long terme (≥ 5 ans)		
▼ Taux de travail des enfants dans l'agriculture	<p>Mesure l'impact de l'intervention sur le travail des enfants dans les zones rurales.</p> <p>L'impact se mesure au taux de travail des enfants (5 à 17 ans) dans le secteur agricole, si possible ventilé par groupe d'âge (5-12 ans, 13-15 ans, 16-17 ans), par sexe et par sous-secteur agricole.</p> <p>Indicateur supplémentaire:</p> <p>▼ Pourcentage d'enfants âgés de 5 à 17 ans effectuant des travaux dangereux, si possible ventilé par groupes d'âge (5-12 ans, 13-15 ans, 16-17 ans), par sexe et par sous-secteur agricole.</p> <p>Autant que possible, on prendra en compte les deux indicateurs.</p> <p>S'il n'y a pas eu d'enquête nationale sur le travail des enfants au cours de la période récente, on peut utiliser un indicateur simplifié (plus facile à suivre sur la base de données couramment disponibles), à savoir:</p> <p>▼ Pourcentage d'enfants âgés de 5 à 11 ans, au travail dans le secteur agricole alors qu'ils n'ont pas l'âge minimum autorisé pour des travaux légers³⁶</p> <p>Le secteur agricole absorbe 60 pour cent des enfants au travail. Les «enfants au travail» sont les enfants occupés économiquement; il s'agit donc d'un concept plus large que celui de «travail des enfants», car il comprend les enfants qui ne travaillent que quelques heures par semaine dans des travaux légers autorisés, et les enfants qui ont dépassé l'âge minimum et qui ne sont pas soumis aux pires formes de travail des enfants (notamment à des tâches dangereuses). Cependant, les données sur le travail des enfants sont plus difficiles à obtenir. Or, en se référant aux enfants au travail de la tranche d'âge des 5-11 ans, l'indicateur concerne évidemment les enfants impliqués dans le «travail des enfants», puisqu'ils n'ont pas l'âge minimum autorisé pour effectuer des travaux légers. En revanche, l'indicateur proposé ne concerne pas les enfants de la tranche d'âge des 13-17 ans, impliqués dans le travail des enfants (travaux trop fatigants ou empiétant sur la scolarisation obligatoire, et travaux dangereux – une des pires formes de travail des enfants particulièrement fréquente dans le secteur agricole).</p>	<p>Enquêtes nationales autonomes sur le travail des enfants, annexées à une enquête sur la main-d'œuvre</p> <p>Un répertoire des enquêtes sur le travail des enfants et des outils connexes est disponible dans la section statistique du Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)</p> <div style="border: 1px solid orange; padding: 10px; background-color: #fff9c4;"> <p> Compte tenu du manque de données disponibles sur le travail des enfants dans les zones rurales ou les sous-secteurs agricoles, cet indicateur pourrait être recueilli dans le cadre d'une enquête spéciale (ou d'une partie d'une enquête consacrée à l'ERD) et/ou complétée par une analyse qualitative. Une enquête spéciale pourrait aussi explorer: les modalités de l'activité économique de l'enfant (travailleur familial non rémunéré, travailleur salarié, travailleur indépendant, domestique, apprenti, autre); l'intensité de l'activité économique de l'enfant (combinée ou non à la fréquentation de l'école), ainsi que des questions spécifiques (exposition aux pesticides au cours du travail – type fréquent de travail dangereux des enfants).</p> </div>


³⁶ Travaux légers. Les enfants âgés de 13-15 ans sont autorisés à effectuer des travaux légers, à condition qu'ils ne présentent pas de risque pour leur santé et leur sécurité, ou qu'ils ne compromettent pas leur scolarité ou leur orientation et leur formation professionnelle. Les pays en développement peuvent opter pour la tranche d'âge des 12-14 ans, plutôt que pour celle des 13-15 ans. Cf. Convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et au travail.


Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▼ Cas de lésions professionnelles mortelles/non mortelles dans l'agriculture	<p>Mesure l'impact des mesures prises à titre préventif pour améliorer la sécurité et la santé au travail (SST) dans le secteur agricole.</p> <p>Fournit des informations sur le nombre de cas de lésions professionnelles mortelles et non mortelles, par heure travaillée, dans la population agricole durant la période de référence.</p> <p>L'agriculture est un des secteurs les plus dangereux et chaque année de nombreux travailleurs agricoles sont victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Les causes sont les suivantes: emploi de machines, de véhicules, d'outils et d'animaux; exposition à des bruits et à des vibrations excessifs; glissades, trébuchements et chutes de hauteur; soulèvement de poids trop lourds et autres travaux à l'origine de troubles musculo-squelettiques; exposition à la poussière et à d'autres substances organiques, produits chimiques et agents infectieux; et autres conditions de travail courantes en milieu rural (exposition à des températures extrêmes, intempéries et attaques d'animaux sauvages) (OIT, 2010).</p>	<p>Répertoire principal ILOSTAT</p> <p>L'OIT recommande d'utiliser de préférence des sources de données telles que les registres et rapports annuels de l'inspection du travail, les registres d'assurance et d'indemnisation, les registres des décès – complétés par des enquêtes auprès des ménages (en particulier pour couvrir les entreprises du secteur informel et les travailleurs indépendants) et/ou les enquêtes auprès d'établissements.</p> <div>  <p>Compte tenu du manque de données disponibles sur les blessures et les maladies liées au travail dans l'agriculture (secteur informel), cet indicateur pourrait être complété par une enquête spéciale (ou une partie d'une enquête consacrée à l'ERD) et par une analyse qualitative. Les informations recueillies doivent être ventilées selon le sexe et l'âge, de façon à identifier les risques et les dangers et à suggérer des mesures préventives.</p> </div>
▼ Écart de rémunération entre les sexes dans l'agriculture	<p>Mesure les changements dans les inégalités reconnues entre les sexes dans le secteur agricole.</p> <p>Correspond à la différence entre les salaires horaires moyens bruts des hommes et des femmes employés dans l'agriculture, exprimée en pourcentage des salaires horaires moyens bruts des hommes employés dans l'agriculture.</p> <p>Peut être utilisé comme indicateur des écarts entre les gains des hommes et des femmes provenant de l'agriculture (pas seulement des salaires), qui sont difficiles à déterminer. Le calcul des gains que retirent les travailleurs indépendants de leur travail est une démarche particulièrement complexe, car cela suppose décomposer le revenu total du travailleur indépendant (qui est généralement celui que fournissent les rapports d'enquête), entre le revenu provenant de son travail et celui qui peut être attribué à la rentabilité des autres actifs. Par ailleurs, les gains provenant d'un travail indépendant sont plus souvent sous-déclarés que les revenus salariaux.</p> <p>Les femmes perçoivent généralement des rémunérations inférieures à celles des hommes (FAO, FIDA, OIT, 2010).</p> <p>Les écarts de salaire entre les sexes découlent souvent du fait que les femmes sont défavorisées en termes d'accès à la terre, au crédit, aux technologies, à l'information, aux services consultatifs et à la formation, et qu'elles occupent plus fréquemment des emplois vulnérables. La plupart des données disponibles (mais en quantité limitée) se réfèrent au travail salarié dans des activités en dehors de l'exploitation agricole ou extra-agricoles.</p> <p>Les écarts dans les gains journaliers peuvent refléter des différences dans le nombre d'heures travaillées et des écarts de salaires. C'est pourquoi il est généralement préférable d'avoir des informations sur les salaires horaires (mais ces données sont rarement disponibles).</p>	<p>Répertoire principal ILOSTAT</p> <p>Enquêtes sur la main-d'œuvre ou autres enquêtes auprès des ménages avec un module spécial contenant des données sur les gains.</p>


Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▼ Travailleurs occasionnels dans l'agriculture/ le secteur rural (en % de l'emploi total)	<p>Mesure les changements liés à la stabilité et à la sécurité de l'emploi.</p> <p>Indicateur particulièrement pertinent pour le secteur agricole, compte tenu de la précarisation croissante des emplois salariés dans ce secteur. Les femmes prédominent dans la catégorie des travailleurs salariés occasionnels, de même que dans les industries émergentes de produits agricoles non traditionnels axés sur l'exportation. Cette tendance pourrait se traduire par une augmentation des déficits de travail décent car les travailleurs occasionnels sont généralement sous-protégés. La main-d'œuvre occasionnelle est souvent exclue des systèmes de sécurité sociale et, même quand il existe une couverture universelle, il faut parfois avoir effectué un nombre minimum d'heures de travail pour pouvoir bénéficier des prestations.</p> <p>Le critère spécifique qui fait qu'un travailleur est dit «occasionnel» dépend du contexte, mais il s'agit généralement des personnes qui occupent un emploi et qui sont payées à la fin de chaque journée de travail ou «à la tâche».</p> <p>Indicateur supplémentaire:</p> <p>▼ Taux d'emplois précaires dans l'agriculture</p> <p>Le taux d'emplois précaires renseigne sur la proportion d'employés dont le contrat de travail, verbal ou écrit, est de relativement courte durée ou peut prendre fin sans préavis. Cela peut être le cas des travailleurs occasionnels, temporaires ou saisonniers. Cet indicateur couvre l'emploi saisonnier qui représente bien souvent une opportunité d'emploi importante pour les ruraux. La définition exacte du terme précaire dépend donc du contexte.</p>	<p>Répertoire principal ILOSTAT</p> <p>Enquêtes sur la main-d'œuvre, autres enquêtes auprès des ménages, avec un module approprié sur l'emploi</p> <div>  Compléter par une enquête spécifique (ou une partie d'enquête spécialement consacrée à l'ERD) et par une analyse qualitative pour comprendre la situation des différentes catégories de travailleurs salariés agricoles et les changements induits par le programme. </div>
Indicateurs de résultats à moyen terme (2 à 5 ans)		
▲ Part des travailleurs ruraux adhérent à des OP ou à des organisations de travailleurs/ syndicats et d'autres groupes communautaires	<p>Mesure les améliorations dans l'organisation collective des travailleurs ruraux.</p> <p>Renforcer l'organisation et l'action collectives des travailleurs ruraux, en s'attachant en particulier à accroître la représentation des femmes et des jeunes ruraux, est une priorité reconnue pour le développement rural. Compte tenu de la faible syndicalisation des travailleurs dans les zones rurales, et de l'absence de bases de protection sociale, les OP et les organisations de travailleurs sont des moteurs essentiels pour améliorer les conditions de travail et donner des moyens d'action aux travailleurs ruraux. Collecter des informations concernant les travailleurs ruraux employés dans l'agriculture et dans d'autres secteurs de l'économie rurale. Autant que possible, ventiler les informations selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), la situation dans l'emploi (chef de famille, travailleur familial, travailleur salarié/occasionnel/saisonnier/migrant), les quintiles de distribution de la taille des exploitations, et définir des objectifs pour chaque catégorie (en particulier pour les femmes, les jeunes et les quintiles les plus bas de la distribution de la taille des exploitations [petits exploitants agricoles]).</p> <p>Indicateurs supplémentaires:</p> <p>▲ Taux de syndicalisation dans l'agriculture (en pourcentage de l'emploi)</p> <p>▲ Taux de couverture de la négociation collective dans l'agriculture (en pourcentage de l'emploi total)</p> <p>Ces deux indicateurs sont généralement recueillis par une enquête sur la main-d'œuvre et ils figurent dans les registres administratifs des organisations de travailleurs. Toutefois, compte tenu du nombre limité de travailleurs ruraux syndiqués dans l'économie informelle et agricole, ces indicateurs ne sont pas toujours appropriés pour évaluer les changements dans tous les pays.</p>	<p>Répertoire principal ILOSTAT</p> <p>Enquête spéciale (ou partie d'une enquête consacrée à l'ERD)</p> <div>  Compléter par une analyse qualitative pour comprendre et soutenir les OP et les organisations de travailleurs grâce au programme. Beaucoup manquent de moyens, ont des difficultés à se faire entendre, des problèmes de gouvernance, pâtissent d'un manque de représentation, ou ont besoin d'un appui pour s'ouvrir davantage aux femmes et aux jeunes. </div>

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Ratio d'adoption de mesures minimales en matière de sécurité et de santé au travail dans le secteur de la petite agriculture/des MPME rurales	<p>Identifie les changements positifs dans l'adoption de mesures de prévention en matière SST dans les petites exploitations et les MPME.</p> <p>Cet indicateur requiert un accord contextualisé sur des mesures minimales spécifiques visant à garantir la sécurité et la santé au travail, notamment sur la nécessité que les travailleurs et les employeurs agricoles: i) soient informés sur les questions de sécurité et de santé, et sachent comment utiliser en toute sécurité les machines, équipements, appareils et outils; ii) adoptent les mesures de sécurité et de santé préventives adéquates pour eux-mêmes et pour les travailleurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement, y compris le contrôle des substances dangereuses (par ex., comment manipuler et entreposer des produits chimiques) et la protection des femmes enceintes et des mères allaitantes; et iii) puissent accéder à des infrastructures de bien-être adaptées (toilettes, trousse de premiers secours, salles à manger). Dans le cas de l'agriculture ou des entreprises forestières, les dispositions en matière de SST doivent être conformes au Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les travaux forestiers et au Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'agriculture du BIT, en conformité avec les politiques et les systèmes nationaux de SST. Bien que ces codes ne s'appliquent pas formellement à l'agriculture de subsistance, bon nombre de leurs dispositions peuvent être pertinentes. Dans la mesure où des données sont disponibles, il convient de les ventiler selon le sexe, l'âge (adultes/jeunes), la situation dans l'emploi (chef de famille, travailleur familial, travailleur salarié/occasionnel/saisonnier/migrant), les quintiles de distribution de la taille des exploitations et de définir des objectifs pour chaque catégorie (en particulier pour les femmes, les jeunes et les quintiles les plus bas de la distribution de la taille des exploitations [petits exploitants agricoles]).</p>	<p>Enquête spéciale (ou partie d'une enquête consacrée à l'ERD)</p> <div>  Compléter par une analyse qualitative pour comprendre les risques et les dangers dans le monde rural et identifier des mesures préventives et correctives. Une collaboration avec des services de vulgarisation/ONG serait bénéfique. </div>
▲ Nombre ou pourcentage de ménages ruraux ayant des enfants âgés de 5 à 11 ans qui travaillent et qui les retirent du travail	<p>Mesure les changements dans la situation des enfants vivant en zone rurale, et en particulier dans le travail des enfants qui empiète sur la scolarisation obligatoire, dimension critique du bien-être rural.</p> <p>Les enfants âgés de 5 à 11 ans représentent la part la plus élevée d'enfants économiquement occupés à des tâches qui empiètent considérablement sur la scolarisation obligatoire.³⁷ Le travail des enfants maintient les enfants concernés, leurs familles et leurs communautés dans le cercle vicieux de la pauvreté. Sans instruction, ces filles et ces garçons resteront vraisemblablement pauvres.</p> <p>Ventiler les informations selon le sexe et l'âge du chef de famille et de l'enfant.</p> <p>Dans certaines situations, cet indicateur pourrait être amendé de façon à indiquer si les enfants réintègrent l'école.</p> <p>Cet indicateur ne mesure pas assez les travaux dangereux, en particulier pour les enfants de plus de 11 ans. C'est pourquoi, si la réduction du travail des enfants est considérée comme un résultat du programme, cet indicateur doit être complété par l'indicateur ci-dessous (nombre d'enfants ruraux âgés de 5 à 17 ans «retirés» des travaux dangereux. Le concept de travail des enfants comprend les enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants (travaux dangereux) et les enfants économiquement occupés qui n'ont pas atteint l'âge minimum requis, à l'exclusion des enfants employés à des travaux légers autorisés (à partir de 12 ans), le cas échéant.</p>	<p>Enquêtes nationales autonomes sur le travail des enfants, annexées à une enquête sur la main-d'œuvre</p> <div>  Compléter par des rapports sur le programme, basés sur des mécanismes d'inspection d'établissement de rapports périodiques. Une collaboration avec des services de vulgarisation/ONG serait bénéfique. </div>

³⁷ Alors que presque tous les pays ont institué l'enseignement primaire obligatoire, bon nombre de pays cherchent maintenant à en faire autant pour l'enseignement secondaire du premier cycle. L'enseignement secondaire du premier cycle est actuellement obligatoire dans 80 pour cent des pays; pour plus d'informations sur les statistiques concernant l'enseignement obligatoire, voir les recueils de données mondiales sur l'éducation de l'UNESCO (disponibles sur <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/global-education-digest.aspx>).


Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Nombre d'enfants ruraux âgés de 5 à 17 ans qui ont été «retirés» des travaux dangereux	<p>Mesure les changements dans la situation de travail des enfants ruraux, une dimension critique des conditions de travail en milieu rural.</p> <p>Les travaux dangereux sont une sous-catégorie du travail des enfants. Le travail dangereux des enfants est souvent traité comme un indicateur proxy des pires formes de travail des enfants (BIT, IPEC 2013); 59 pour cent des enfants qui effectuent des travaux dangereux sont employés dans l'agriculture.</p> <p>«Retirés» peut signifier que, quand ils ont été informés et soutenus, les familles ou les employeurs ne confient plus de travaux dangereux aux enfants, qu'ils remettent les enfants à l'école et qu'ils ne leur font effectuer que des travaux autorisés en fonction de leur âge. Dans les pires cas, le retrait est la seule option.</p> <p>Cet indicateur nécessite un accord sur les travaux dangereux pour les enfants, adapté au contexte des zones rurales. En ratifiant la Convention n° 182 et la Convention n° 138, les pays s'engagent à déterminer les travaux interdits aux personnes âgées de moins de 18 ans, et à élaborer des Listes des travaux dangereux qui ont force de loi et doivent être respectées (BIT, 2011). Selon l'OIT, le travail dangereux des enfants est «toute activité ou métier qui, de par sa nature ou son type, a ou produit des effets négatifs sur la sécurité, la santé ou le développement moral de l'enfant.» D'une manière générale, le travail dangereux peut comprendre le travail nocturne et les longues heures de travail; l'exposition à des sévices physiques, psychologiques, ou sexuels; les travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés; les travaux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux, ou qui impliquent de manipuler ou porter de lourdes charges; et les travaux qui s'effectuent dans un milieu malsain pouvant, par exemple, exposer les enfants à des conditions de température, de bruit ou de vibrations préjudiciables à leur santé.</p> <p>Ventiler les données selon le sexe, l'âge (enfants n'ayant pas atteint l'âge minimum d'admission au travail et enfants âgés de 15 [ou 14] à 17 ans, et définir des objectifs pour chacun de ces groupes. Donner la priorité aux enfants les plus jeunes, mais prendre également en compte les enfants ayant atteint l'âge légal pour travailler. Il est souhaitable que ces derniers puissent bénéficier d'un emploi jeune sain et sécurisé mais, s'ils effectuent un «travail dangereux» avant d'avoir 18 ans, celui-ci est considéré comme une «pire forme de travail des enfants» (Convention n° 182 de l'OIT).</p>	<p>Enquêtes nationales autonomes sur le travail des enfants, annexées à une enquête sur la main-d'œuvre</p> <div>  Compléter par des rapports sur le programme, basés sur des mécanismes d'inspection ou d'établissement de rapports périodiques. Une collaboration avec des services de vulgarisation/ONG serait bénéfique. </div>
Indicateurs de résultat à court terme (1 à 2 ans)		
▲ Pourcentage de petits producteurs soutenus par l'intervention qui ont adopté des pratiques renforçant le travail décent	<p>Mesure l'effet de l'intervention en termes de renforcement des capacités des travailleurs/employeurs ruraux à améliorer leurs conditions de travail ou celles de leurs employés.</p> <p>Les pratiques qui renforcent le travail décent dépendent du contexte et des priorités de l'intervention. Compte tenu des déficits les plus sérieux de travail décent dans les zones rurales, l'intervention devrait prioriser: l'adoption de mesures minimales en matière de SST (par ex., équipement de protection approprié); la prévention du travail des enfants (adoption de pratiques de production propres à réduire les dangers pour les adolescents au travail); les technologies et les pratiques à faible coefficient de main-d'œuvre; la dynamique au sein des ménages pour reconnaître la double charge de travail des femmes et leurs besoins en cas de grossesse et de maternité.</p> <p>Ventiler les données selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) du chef de famille et définir les objectifs de chaque catégorie.</p>	Évaluations du programme, évaluations des bénéficiaires



Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Pourcentage de MPME/OP soutenues par l'intervention qui introduisent des innovations pour promouvoir les normes du travail ou suivre leur application dans la pratique	<p>Mesure l'impact de l'intervention sur l'engagement et les capacités des parties prenantes rurales à promouvoir le travail décent dans les zones rurales.</p> <p>Les innovations visant à promouvoir les normes du travail dans la pratique dépendent du contexte spécifique et des priorités de l'intervention. Compte tenu des déficits de travail décent les plus sérieux dans les zones rurales, il convient de prioriser les innovations dans les domaines suivants: protection de la maternité et soins aux enfants, prévention du travail des enfants (notamment en participant à des groupes de suivi du travail des enfants); réduction de la charge de travail des femmes; promotion de l'engagement des jeunes; amélioration des salaires et réduction des formes d'emplois précaires; renforcement de l'accès des travailleurs ruraux à la protection sociale.</p> <p>Ventiler les informations selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) et définir des objectifs pour chaque catégorie.</p>	Évaluations du programme, évaluations des bénéficiaires
▲ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires ayant des plans d'action en place pour promouvoir les normes du travail	<p>Mesure l'impact de l'intervention sur l'engagement des acteurs de la chaîne de valeur à promouvoir les normes du travail.</p> <p>Recueillir des informations sur le degré d'application des plans et les acteurs concernés.</p>	Archives et évaluations du programme
Indicateurs de produits		
▲ Nombre d'organisations de producteurs/de travailleurs renforcées ou créées	<p>Mesure la capacité de l'intervention à créer les conditions d'un dialogue social et politique inclusif.</p> <p>Indicateur utilisé pour évaluer le degré de représentation des questions relatives à l'ERD dans le dialogue social et politique.</p> <p>Suivant l'intervention, il peut être pertinent d'intégrer des indicateurs ou des objectifs spécifiques applicables à des groupes spécifiques, comme par exemple:</p> <p>▲ Nombre de groupes ou d'associations de jeunes ou de sections jeunesse renforcés ou créés dans les OP existantes.</p>	Archives du programme
▲ Nombre de parties prenantes agricoles et rurales ayant reçu une formation sur les normes de travail décent, concernant notamment la SST, l'égalité au travail, la double charge de travail des femmes, la prévention du travail des enfants	<p>Mesure les résultats de l'intervention, en termes de sensibilisation des détenteurs de droits et de renforcement de leurs capacités à revendiquer leurs droits au travail et à adopter des mesures essentielles pour améliorer leurs conditions de travail.</p> <p>Suivant la cible de l'intervention, l'indicateur peut se référer aux MPME, aux organisations et coopératives de producteurs et/ou aux petits producteurs. De même, l'analyse des problèmes peut révéler les priorités en termes de normes de travail décent. Les planificateurs de l'intervention doivent avoir présent à l'esprit la nécessité de donner des moyens d'action aux entreprises rurales pour garantir la durabilité des interventions.</p> <p>Ventiler les informations selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) et définir des objectifs pour chacun de ces groupes.</p>	<p>Archives du programme</p> <div>  Inclure des évaluations qualitatives des perceptions des bénéficiaires pour évaluer l'efficacité de la formation fournie et les éventuelles résistances au changement. </div>


Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Nombre de MPME/OP/petits producteurs soutenus par l'intervention pour adopter des normes volontaires/obtenir une certification de production agricole socialement responsable	<p>Mesure la capacité de l'intervention à aider les producteurs/OP et MPME à adopter des pratiques de production plus durables.</p> <p>Le type d'appui dépend du contexte. Il ne doit cependant pas uniquement consister à fournir des informations; il doit aussi faciliter la création de partenariats et l'accès au crédit/services de soutien, etc.</p> <p>Selon la cible de l'intervention, l'indicateur peut se référer à ces trois catégories (producteurs, OP et MPME), ou à certaines d'entre elles seulement.</p> <p>Ventiler les données disponibles selon le sexe et l'âge (adultes/jeunes) et définir des objectifs pour chacun de ces groupes.</p>	Archives du programme
▲ Nombre de prestataires de services locaux ayant reçu une formation et un appui pour le développement d'équipements plus économes en main-d'œuvre	<p>Mesure un moyen par lequel l'intervention peut contribuer à améliorer les conditions de travail en milieu rural, dans la pratique.</p> <p>Il existe sans doute de nombreux autres exemples qui reflètent les besoins des parties prenantes (prestataires de services locaux recevant un appui pour produire des bio-pesticides ou des outils adaptés pour les femmes). La nécessité d'identifier des solutions durables et concrètes pour autonomiser les entreprises locales est une importante dimension de cet indicateur.</p>	Archives du programme
▲ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires soutenues par l'intervention pour améliorer l'application des normes du travail dans la pratique	<p>Mesure la contribution de l'intervention à l'amélioration de l'application des normes du travail dans les zones rurales.</p> <p>Les normes internationales du travail ne sont pas toujours appliquées dans les zones rurales, en particulier dans le secteur agricole. L'un des rôles des institutions agricoles et rurales consiste à soutenir les efforts déployés par l'OIT et les organismes nationaux du travail pour supprimer l'exclusion des travailleurs ruraux du champ d'application des lois et réglementations nationales, et ratifier les conventions pertinentes. Leur principal avantage est d'étendre la protection dans la pratique, notamment d'identifier des mécanismes innovants (à travers des codes de conduite et normes techniques ou accords de partenariat public-privé dans une chaîne de valeur spécifique) pour étendre l'application des normes internationales du travail aux travailleurs ruraux.</p>	Archives du programme
▲ Nombre de chaînes de valeur agroalimentaires pour lesquelles il existe une analyse spécifique des normes du travail	<p>Mesure la contribution de l'intervention à l'amélioration de la connaissance des conditions de travail dans les zones rurales, et plus particulièrement de l'application des normes du travail dans des chaînes de valeur spécifiques.</p> <p>On dispose d'informations très incomplètes, en particulier sur l'économie informelle et la petite agriculture.</p> <p>Ventiler les informations par principal groupe de population et par situation économique, sur la base des normes du travail les plus menacées dans la chaîne de valeur considérée.</p> <p>Les méthodes pertinentes pour conduire l'analyse sont énumérées sur http://www.fao.org/docrep/013/i1937e/i1937e.pdf#page=28.</p>	<p>Archives du programme</p> <div>  Pour l'analyse il est important d'inclure une évaluation des services de soutien qui permettent aux groupes les plus défavorisés d'améliorer leurs conditions de travail tout au long de la chaîne de valeur, notamment: services sociaux (notamment garderies pour les enfants qui contribuent à réduire le temps que consacrent les femmes à des activités reproductives); services de vulgarisation qui fournissent un appui à la chaîne de valeur en matière de SST, et PPP axés sur les principes commerciaux durables. </div>

ERD Domaine d'intervention 3


Environnement politique et institutionnel propice à l'ERD

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
Indicateurs de résultat ou d'impact à long terme (≥ 5 ans)		
<i>Comme pour les domaines d'intervention 1 et 2</i>		
Indicateurs de résultats à moyen terme (2 à 5 ans)		
▲ ERD intégré dans les objectifs stratégiques du Ministère de l'agriculture	<p>Évalue dans quelle mesure l'intervention contribue à influencer les cadres de politique existants en matière d'agriculture et de développement rural.</p> <p>Il s'agit d'un indicateur oui/non, le «oui» devrait couvrir l'intégration des résultats et des indicateurs ERD dans la politique et la stratégie agricole (et dans les politiques et stratégies spécifiques des sous-secteurs agricoles, le cas échéant) et dans le principal programme à l'échelle du secteur agricole.</p>	<p>Archives du programme</p> <div>  Une méthodologie pour la conduite d'une analyse contextuelle a été élaborée par la FAO et peut être consultée sur http://www.fao.org/3/a-av094e.pdf. </div>
▲ Nombre d'indicateurs sur les marchés du travail agricoles et ruraux, faisant l'objet d'un suivi dans les systèmes d'information sur le marché du travail	<p>Mesure la capacité des institutions d'information sur le marché du travail à collecter des données sur l'ERD et à fournir des informations sur les modifications des politiques.</p> <p>Il s'agit d'un indicateur oui/non, le «oui» devrait couvrir au moins un ensemble minimum de données sur les marchés du travail ruraux, ventilé par sexe et groupes d'âge principaux.</p>	Évaluation du programme sur les systèmes d'information sur le marché du travail
▲ État de ratification des conventions de l'OIT pertinentes pour les zones rurales et le secteur agricole	<p>Mesure l'efficacité avec laquelle l'intervention contribue à l'environnement légal, en ce qui concerne l'application des normes internationales du travail aux zones rurales, et aux travailleurs agricoles en particulier.</p> <p>Les conventions prioritaires sont les huit conventions fondamentales de l'OIT sur: la liberté d'association (n° 87 et 98), la non-discrimination (n° 100 et 111), l'abolition du travail forcé (n° 29 et 105) et l'élimination du travail des enfants (n° 138 et 182), ainsi que les quatre conventions de gouvernance sur la politique de l'emploi (n° 122), l'inspection du travail (n° 81 et 129) et les consultations tripartites (n° 144).</p> <p>On trouvera la liste complète des principales conventions pertinentes pour les zones rurales à l'adresse http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_182741.pdf</p> <p>La liste des ratifications par pays est disponible sur http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:11001:0::NO::</p>	Registres officiels nationaux, base de données OIT http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:11001:0::NO::
▲ Couverture des travailleurs agricoles (y compris informels) dans les dispositions de la législation nationale du travail	<p>Mesure l'efficacité avec laquelle l'intervention contribue à l'environnement légal, en ce qui concerne l'application des normes internationales du travail aux zones rurales, et aux travailleurs agricoles en particulier.</p> <p>Un indicateur oui/non; le «oui» devrait être basé sur un accord préalable au sujet des lacunes de la législation nationale et des aspects devant faire l'objet d'un suivi.</p> <p>Souvent, même quand un pays a ratifié les conventions pertinentes de l'OIT, la législation nationale du travail ne couvre pas les travailleurs agricoles, en particulier l'agriculture de subsistance, et d'autres professions exercées dans l'économie rurale informelle. Dans ce cas, supprimer l'exclusion des travailleurs ruraux du champ d'application des lois et réglementations nationales devrait être une priorité.</p>	Évaluation du programme sur la base de la législation officielle

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Couverture et adéquation des systèmes d'inspection du travail dans les zones rurales	<p>Mesure la capacité de l'intervention à contribuer à la mise en œuvre et aux mécanismes de mise en application de la législation nationale.</p> <p>La définition du terme «adéquat» dépend du contexte et des priorités nationales, mais elle suppose entre autres: i) que les inspecteurs du travail soient suffisamment nombreux et dotés des pouvoirs requis pour mener à bien des inspections efficaces et ordonner les mesures préventives et exécutoires nécessaires dans les zones rurales; ii) que les inspecteurs, les autorités locales et les autres acteurs pertinents collaborent activement dans les zones rurales afin de promouvoir la sensibilisation, le respect volontaire et la mise en œuvre effective des lois.</p>	<p>Évaluation du programme</p> <div>  Compléter par une analyse qualitative de l'inspection du travail dans les zones rurales, portant notamment sur le nombre d'inspecteurs (ventilé par sexe), leurs ressources, leurs capacités et l'efficacité des mécanismes en place. </div>
▲ Ratio (ou nombre) de transactions d'investissement prenant en compte le travail décent	<p>Mesure la capacité des autorités nationales à promouvoir des investissements agricoles responsables.</p> <p>Les principes concernant spécifiquement l'investissement agricole responsable ont été approuvés en octobre 2014, par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) à sa quarante-et-unième session. Des considérations spécifiques au travail décent figurent dans le Principe 2 «Contribuer à un développement économique durable et sans exclusion et à l'éradication de la pauvreté». Cf. http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1314/rai/FirstDraft/CFS_RAI_First_Draft_for_Negotiation.pdf.</p> <p>Suivant le contexte du pays, on pourra utiliser un autre indicateur:</p> <p>▲ Nombre de dispositions en matière d'agriculture contractuelle responsable</p>	Registres du programme/registres administratifs des centres d'investissement
Indicateurs de résultat à court terme (1 à 2 ans)		
▲ Nombre de politiques/stratégies/programmes nouveaux ou révisés incluant des résultats, des indicateurs, des budgets liés à l'ERD	<p>Mesure les modifications du cadre de politique découlant des activités de l'intervention, en termes d'intégration des résultats et des indicateurs d'ERD.</p> <p>L'objectif devrait mentionner explicitement le principal programme à l'échelle du secteur agricole et les principales politiques en cours de formulation ou de révision.</p>	<p>Évaluations du programme</p> <div>  Une méthodologie pour la conduite d'une analyse contextuelle élaborée par la FAO est disponible sur http://www.fao.org/3/a-av094e.pdf. </div>
▲ Adoption de politiques ou de directives applicables au niveau national, concernant l'investissement agricole durable ou la conduite professionnelle responsable dans les chaînes d'approvisionnement agricole	<p>Mesure l'engagement des autorités nationales à promouvoir l'investissement agricole responsable et une conduite professionnelle responsable tout au long des chaînes d'approvisionnement agricoles.</p> <p>La FAO et l'OCDE travaillent à la rédaction d'un guide sur la conduite responsable des entreprises dans les filières agricoles (à paraître en mars 2016), qui contient un modèle de politique. Voir http://www.oecd.org/daf/inv/investment-policy/rbc-agriculture-supply-chains.htm.</p>	Archives du programme

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Adoption d'une législation nationale sur l'agriculture contractuelle renforçant l'ERD	<p>Mesure l'engagement des autorités nationales envers à promouvoir l'agriculture contractuelle responsable.</p> <p>Les effets de l'agriculture contractuelle sur la réalisation du droit au travail peuvent être multiples. L'agriculture contractuelle favorise l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés, et contribue ce faisant à accroître leur productivité et à améliorer leurs revenus, à créer de nouveaux emplois et à assurer la stabilité globale des emplois ruraux. Par ailleurs, l'agriculture contractuelle peut être un canal important pour étendre l'application des normes internationales du travail aux travailleurs ruraux. Il est important de mettre en place des garanties et un système de suivi pour éviter que les termes et les conditions du contrat soient défavorables aux travailleurs (en particulier aux femmes) ainsi qu'une incidence accrue du travail des enfants.</p>	Archives du programme
▲ Agents de contact/ personnel dédié à l'ERD dans les principaux ministères compétents en matière d'agriculture	<p>Mesure les changements dans les capacités des institutions pertinentes en matière de promotion de l'ERD.</p>	<p>Registres des cadres de référence/mandats officiels du personnel, registres du programme concernant les agents de liaison</p> <div>  Associer à une évaluation plus complète des capacités organisationnelles en matière de promotion de l'ERD. Une méthodologie pour la conduite d'une évaluation des besoins en capacités pour promouvoir l'ERD élaborée par le FAO est disponible à l'adresse http://www.fao.org/3/a-av093e.pdf. </div>
▲ Existence de mécanismes inter-institutions pour promouvoir l'ERD	<p>Mesure les changements institutionnels liés à l'établissement de mécanismes réguliers de dialogue entre les parties prenantes des secteurs de l'agriculture et du travail.</p> <p>Ces mécanismes peuvent se référer à: i) des plateformes et des groupes de travail spéciaux sur l'ERD; ii) des plateformes ou des groupes de travail spécifiques à des domaines thématiques de l'ERD (par ex., groupe de travail sur le travail des enfants); iii) l'ouverture de mécanismes de planification agricole existants au Ministère du travail et dans des organisations de travailleurs ruraux. Les mécanismes doivent être actifs (par ex. réunions ordinaires).</p>	Archives du programme/ évaluations des bénéficiaires
▲ Nombre de mécanismes SST pour les travailleurs agricoles, y compris dans l'agriculture de subsistance et dans les micro et petites entreprises rurales informelles	<p>Mesure les changements introduits par les autorités nationales pertinentes pour améliorer les normes de SST dans le secteur agricole.</p> <p>Dans le cas des entreprises agricoles ou forestières, les dispositions en matière de SST doivent être conformes au Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans les travaux forestiers et au Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'agriculture du BIT, en conformité avec les politiques et les systèmes nationaux de SST. Même si ces recueils de directives ne s'appliquent pas formellement à l'agriculture de subsistance, bon nombre de leurs dispositions peuvent être pertinentes. La mise en œuvre de mesures minimales de SST est un élément prioritaire pour promouvoir l'ERD dans les zones rurales.</p> <p>Les mécanismes relatifs à la SST dans l'agriculture doivent comprendre: la mise en place de services de santé au travail disponibles en milieu rural; la collecte et l'analyse de données sur les lésions et les maladies professionnelles; des dispositions pour la collaboration avec des systèmes d'assurance ou de sécurité sociale pertinents couvrant les lésions et les maladies professionnelles; et un appui à l'amélioration progressive de la SST dans les très petites entreprises agricoles (par ex. fermes axées sur la subsistance) et dans l'économie informelle.</p>	Archives du programme/ évaluation des bénéficiaires

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Nombre de centres de recherche agronomique produisant des connaissances sur les marchés du travail ruraux et le travail décent	<p>Mesure les changements dans l'engagement et les capacités des institutions nationales de savoir à produire des connaissances sur les marchés du travail ruraux et sur le travail décent.</p> <p>Sur la base de la chaîne de résultats spécifique à l'intervention, cet indicateur peut être adapté et recentré sur: l'intégration des questions qui précèdent dans les programmes d'études de ces institutions; ou sur le lancement de nouveaux programmes ou de partenariats de recherche sur ces sujets.</p>	Archives et évaluations du programme
Indicateurs de produits		
▲ Nombre de responsables des politiques et de la planification au sein du Ministère de l'agriculture, des administrations publiques locales et des principales OP, ayant reçu une formation sur l'intégration de l'ERD dans la planification stratégique	<p>Mesure la contribution de l'intervention au renforcement des capacités des responsables des politiques et de la planification à intégrer l'ERD dans la planification stratégique du développement agricole et rural.</p> <p>Les principaux bénéficiaires des programmes de développement agricole et rural sont le Ministère de l'agriculture, les administrations publiques locales, les OP et les organisations de travailleurs ruraux. Il est néanmoins recommandé d'associer aussi le Ministère du travail, les organisations d'employeurs et les organisations/syndicats de travailleurs ruraux. Le Ministère du travail, en particulier est chargé, en vertu de son mandat institutionnel, d'intégrer le travail décent dans tous les secteurs de l'économie, ce qui fait de lui un partenaire potentiel des activités de formation.</p>	Archives du programme/ évaluation des bénéficiaires
▲ Nombre de membres du personnel des services statistiques ayant reçu une formation à la collecte, la diffusion et l'analyse des données sur le travail décent dans l'agriculture et les zones rurales	<p>Mesure la contribution de l'intervention au renforcement des capacités des institutions chargées de produire et de collecter des données sur le travail décent dans l'agriculture et les zones rurales.</p> <p>Le «personnel des services statistiques» se réfère principalement aux agents du bureau national de statistique et du service statistique du Ministère de l'agriculture.</p>	Archives du programme/ évaluation des bénéficiaires
▲ Nombre d'agents de vulgarisation ayant reçu une formation sur les technologies et les pratiques renforçant l'ERD	<p>Mesure la contribution de l'intervention au renforcement des capacités des institutions chargées d'assurer la formation des travailleurs ruraux sur le travail décent.</p> <p>Identifier les institutions (autres que les services de vulgarisation traditionnels) responsables de la vulgarisation en milieu rural et reformuler l'indicateur s'il y a lieu.</p> <p>«Les technologies et les pratiques renforçant l'ERD» dépendent du contexte et des priorités de l'intervention considérée, mais l'indicateur se réfère aux sessions de formation sur la prévention du travail des enfants, la SST, le droit du travail, les questions de parité et les compétences entrepreneuriales.</p> <p>Compte tenu de la nécessité d'accroître le nombre d'agents de vulgarisation de sexe féminin et de leur donner les moyens de promouvoir la parité, il convient de ventiler les informations selon le sexe et de définir des objectifs pour chaque catégorie.</p>	Archives du programme/ évaluation des bénéficiaires

Indicateurs	Notes techniques	Moyens de vérification
▲ Nombre d'inspecteurs du travail/d'agents de vulgarisation ayant reçu une formation sur l'application des normes internationales du travail aux zones rurales	<p>Mesure la capacité de l'intervention à mettre en place des systèmes d'inspection efficaces en milieu rural.</p> <p>L'inspection du travail en milieu rural doit tenir compte des caractéristiques spécifiques de l'agriculture et des autres secteurs ruraux et associer les agents de vulgarisation et les communautés. Compte tenu de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire généralisées et de l'ampleur des activités informelles dans les zones rurales, il faut aussi encourager toutes les parties prenantes rurales à collaborer afin de promouvoir la sensibilisation, la mise en conformité volontaire et l'application effective des règlements. Alors que la tâche principale des inspecteurs du travail est d'assurer le respect des lois nationales pertinentes, ils ont aussi un rôle vital à jouer dans la promotion des normes internationales du travail en général (voir la Convention n° 187 sur la sécurité et la santé au travail). Les services d'inspection du travail doivent proposer des moyens novateurs de sensibiliser et d'influencer les entreprises qui ne font généralement pas l'objet d'inspections (micro et petites entreprises, exploitations familiales et entreprises informelles), par des foires et des expositions agricoles, les médias, la presse commerciale; des activités de formation et d'éducation et divers autres moyens.</p> <p>Ils doivent aussi travailler avec une grande diversité d'organisations partenaires, notamment des prestataires de formation agricole, des instituts d'enseignement et de recherche, des services consultatifs en matière de sécurité et de santé, des fabricants et des fournisseurs de machines et de produits (cf. OIT, 2010 Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'agriculture).</p> <p>L'objectif devrait être fixé de façon à garantir que les inspecteurs du travail et les agents de vulgarisation suivent une formation ensemble et puissent s'échanger mutuellement des informations.</p>	<p>Archives du programme</p> <div>  Compléter par une analyse qualitative des problèmes que pose l'inspection du travail dans les zones rurales, avec des suggestions constructives pour mieux sensibiliser les intéressés. </div>
▲ Nombre de partenariats (par ex. PPP) formalisés pour promouvoir l'ERD	<p>Mesure la capacité de l'intervention à jeter les bases de l'institutionnalisation des activités ERD mises en œuvre.</p> <p>Priorité aux partenariats public-privé, compte tenu du rôle crucial du secteur privé, notamment des OP, dans la fixation de normes volontaires et la création de nouveaux emplois. Promouvoir aussi des partenariats entre les parties prenantes des secteurs de l'agriculture et du travail.</p>	Registres du programme basés sur des accords formalisés
▲ Évaluation disponible des dangers et des risques dans l'agriculture et plan d'action connexe	<p>Mesure la contribution de l'intervention à jeter les bases du système national de SST couvrant la petite agriculture et les micro et petites entreprises informelles connexes.</p> <p>L'évaluation doit couvrir la petite agriculture et suggérer des dispositions en matière de prévention et d'inspection réalistes. L'agriculture est un des secteurs les plus dangereux, puisqu'il est responsable d'environ la moitié des 321 000 accidents du travail mortels qui se produisent chaque année dans le monde (OIT, 2012). Or, comme la majorité des dispositions et réglementations légales ne couvrent pas la petite agriculture, ce secteur n'est pas protégé. Le Programme WIND,³⁸ soutenu par l'OIT, a élaboré des méthodes adaptées pour promouvoir la SST dans l'agriculture de subsistance.</p>	Archives du programme
▲ Nombre d'activités de recherche consacrées au travail décent dans l'agriculture	<p>Mesure la contribution de l'intervention à l'amélioration des connaissances sur les déficits de travail décent sur les marchés du travail ruraux et dans le secteur agricole en particulier.</p> <p>Autre indicateur possible:</p> <p>▲ Nombre d'activités de recherche intégrant des questions relatives au travail, dans l'agriculture</p>	Registres et évaluations du programme

³⁸ Pour plus d'informations sur le programme WIND, consulter la page http://www.ilo.org/asia/whatwedo/publications/WCMS_099075/lang--en/index.htm.

Ce document d'orientation a pour objet d'aider les membres de la FAO à intégrer des interventions visant à promouvoir l'emploi rural décent dans les différents sous-secteurs agricoles. Il s'articule autour de trois grandes sections répondant respectivement aux questions: «Pourquoi», «Quand» et «Comment», intégrer l'ERD.

La section «Comment intégrer des considérations relatives à l'emploi rural décent (ERD)» décrit et analyse les quatre phases suivantes de planification stratégique:

Phase 1: Exécution de l'analyse des problèmes et des parties prenantes – Adoption d'une perspective ERD;

Phase 2: Identification des impacts et des bénéficiaires visés – Prioriser l'ERD;

Phase 3: Élaboration de la chaîne de résultats et des stratégies et programmes permettant de les atteindre – Élaborer une chaîne de résultats intégrant la dimension de l'ERD;

Phase 4: Élaboration du système de suivi et d'évaluation, avec des indicateurs intégrant la dimension de l'ERD.

Le document donne des orientations globales dans le corps du texte, complété par des encadrés, des figures, des tableaux et des annexes contenant des exemples, des orientations techniques détaillées, des conseils et des listes de contrôle.

ISBN 978-92-5-132260-4



9 789251 322604

I5471FR/1/03.20